

Rajiv Gandhi au Pakistan

Dans la foulée de sa visite en Chine, Rajiv Gandhi se trouve au Pakistan, où il est l'hôte, depuis le jeudi 23 décembre, et pour trois jours, de Benazir Bhutto. Aucun premier ministre indien ne s'était rendu en Chine depuis le séjour qu'y avait effectué Nehru en 1954. La dernière visite au Pakistan d'un chef de gouvernement indien - toujours Nehru - remonte, quant à elle, à 1960. Ainsi la détente internationale actuelle porte-t-elle rapidement des fruits, même quand il ne s'agit encore que de l'amorce de dialogue entre des puissances asiatiques aux contentieux profonds.

Certes, le jeune premier ministre indien s'est rendu à Islamabad à l'occasion d'une rencontre régionale, la quatrième sommet de l'Association de coopération régionale d'Asie du Sud. Mais ses entretiens avec Benazir Bhutto, autre jeune et nouvelle figure de la scène régionale, doivent ouvrir un chapitre inédit dans les relations entre deux pays frères ennemis du sous-continent qui se sont fait la guerre à trois reprises depuis leur indépendance en 1947. La nomination de M. Bhutto à la tête du gouvernement pakistanais avait déjà été l'occasion d'échanges de messages chaleureux entre New-Delhi et Islamabad. Cette fois, les deux premiers ministres pourraient sinon sceller, du moins annoncer la date de ratification d'un accord de non-agression nucléaire négocié en 1985.

Il faudra du temps et beaucoup de bonne volonté à la fille d'Asi Bhutto et au fils d'Indira Gandhi pour calmer le jeu entre deux pays qui, depuis leur partition, ont tant manié l'invective, quand l'un n'en venait pas aux mains. Il y a, dossier le plus lourd, la concurrence des revendications sur le Cachemire. Combien de fois, en outre, l'Inde n'a-t-elle pas accusé le Pakistan de soutenir la sécessionnisme sikh ! Islamabad en a fait tout autant, d'ailleurs, en reprochant à New-Delhi d'appuyer le séparatisme au Sind.

Il reste que Rajiv Gandhi a eu tout lieu de se féliciter du rétablissement du jeu démocratique chez son voisin. De son côté, Benazir Bhutto a tout autant joué la détente en affirmant souhaiter qu'un accord signé en 1972 - au lendemain de la confrontation militaire au Pakistan oriental, devenu depuis le Bangladesh - serve de base aux relations entre les deux pays.

Cet accord - l'histoire bégaie parfois - avait été passé par leurs propres parents. Une occasion est donc ainsi offerte à une nouvelle génération de dirigeants de tenter au moins de calmer un peu les esprits dans une région ravagée par les guerres, comme le soulignent encore celles de Sri-Lanka et d'Afghanistan.

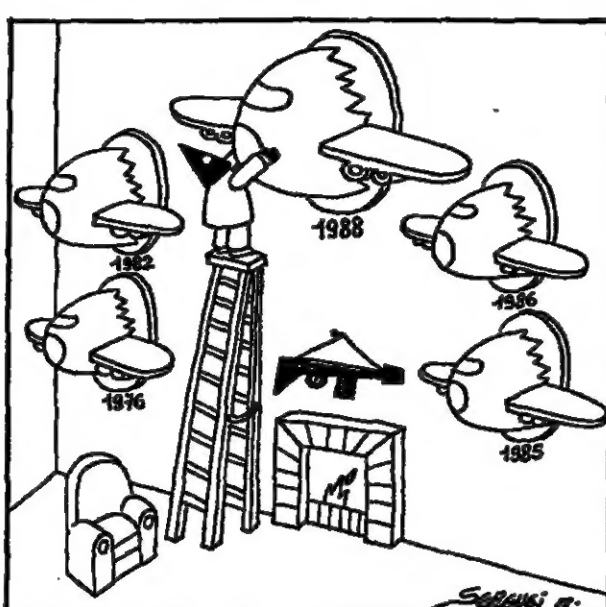
En renonçant à son intervention dans ce dernier pays - combattue par Islamabad et approuvée par New-Delhi, - l'Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev a largement contribué à faciliter les réajustements régionaux. C'est, avant tout, l'accord du 14 avril à Genève sur l'Afghanistan qui a permis la normalisation des relations indo-soviétiques et, ainsi, donné son sens au voyage de Rajiv Gandhi en Chine puis au Pakistan. Pour que la boucle soit bouclée, il ne manque plus, en Asie, que l'amorce d'un dialogue entre Pékin et Hanoï. Mais tout permet de penser qu'on n'en est pas loin.

M 0147 - 1230 0 - 4,50 F
3790147004500 12300

L'attentat contre l'avion de la Pan Am

Boeing : les enquêteurs soupçonneraient un groupe dissident palestinien

Une enquête internationale est engagée conjointement par les services américains et britanniques pour identifier le groupe terroriste responsable de la destruction au-dessus de l'Ecosse d'un Boeing de la Pan Am, provoquant la mort de deux cent soixante-dix personnes. Il est avéré qu'un engin explosif a provoqué la désintégration de l'appareil. En dépit de la prudence observée tant à Londres qu'à Washington, la presse anglo-saxonne met principalement en cause des organisations palestiniennes opposées à Yasser Arafat, en particulier le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, basé en Libye, et le FPLP - Commandement général d'Achmed Jibril, installé en Syrie.



■ Washington et la recherche des coupables. ■ Les dernières minutes du Boeing. ■ Plusieurs kilos d'explosif dans une soute à bagages. ■ La détection dans les aéroports. Page 3

En présentant ses vœux de la capitale alsacienne

M. Mitterrand affirme le rôle européen de Strasbourg face à Bruxelles

C'est de la préfecture de Strasbourg que M. François Mitterrand présentera, samedi soir, ses vœux de Noël aux Français. Ce sera la première fois qu'un chef de l'Etat interviendra, en pareille circonstance, d'une ville de province, et ce choix répond à plusieurs objectifs politiques. M. Mitterrand tient, notamment, à affirmer la vocation européenne de Strasbourg face à Bruxelles dans la bataille pour le choix définitif du siège de l'Assemblée parlementaire de la Communauté.

La douceur du climat alsacien possède décidément l'étrange faculté de stimuler la fibre européenne de M. François Mitterrand. C'est peut-être curieux, mais c'est comme ça ! Chaque fois qu'il séjourne, comme en ce moment, en Alsace, chez le premier ministre espagnol, son ami Felipe Gonzalez, le président de la République rêve davantage des grands espaces européens.

C'est là-bas qu'en mars dernier il avait écrit le chapitre de sa future Lettre à tous les Français sur l'avenir de l'Europe.

C'est de là-bas qu'il a annoncé, mercredi, sa décision de se rendre à Strasbourg pour présenter, samedi, aux Français, des vœux de Noël An « décentralisés ». Ce geste revêtira une triple portée politique.

M. Mitterrand veut, d'abord, mettre tout son poids personnel et son autorité politique du côté des Strasbourgeois dans la querelle qui oppose la capitale alsacienne à Bruxelles pour le choix définitif

du siège de l'Assemblée européenne. Il vient spectaculairement à l'aide de Strasbourg, menacée de perdre son titre de capitale parlementaire de l'Europe des Douze. N'en déplaise aux Bruxellois, qui craignent qu'il ne « s'énervent » ! Il ne sera pas dit que le chef de l'Etat n'aura pas pris sa part à la défense des intérêts français sur le Rhin. Après la nomination par M. Michel Rocard d'un « M. Strasbourg », en la personne de M. Claude Villain, l'intervention présidentielle confirmera la volonté du pouvoir exécutif de ne pas laisser le champ libre aux « eurocrates » bruxellois. La fibre patriotique y trouvera donc son compte.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6.)

« C'est, ne dites rien au président français », par JOSE-ALAIN FRALON. Page 6

Les filles Valente en Libye

L'agence libyenne annonce que les deux enfants otages se trouvent à Benghazi

PAGE 24

Lutte contre l'inflation

Les prix ont augmenté de 0,1 % en novembre

PAGE 20

Les tueurs de l'Amazonie

Arrestation du commanditaire de l'assassinat de « Chico » Mendes

PAGE 4

Paul Klee à Saint-Etienne

Eclairage sur une œuvre entre humour et drame

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve en page 24

Les soubresauts d'une crise de société

Les petits timoniers de Pékin

Après dix ans de réformes économiques, la Chine de M. Deng Xiaoping connaît une série de dérapages et de bavures : corruption, inflation, régionalisme, qui risquent de remettre en cause une expérience originale.

PÉKIN de notre correspondant

L'histoire se passe dans une province pourtant relativement privilégiée, le Zhejiang, près de Shanghai. Deux clans villageois, « ceux » de Sunja et « ceux » de Huangjia, se regardent de travers

depuis des lustres. Pendant la révolution culturelle, déjà, on en était venu aux mains. Un éboulement récent entre les jeunes des deux villages, employés à Shanghai, fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Le 24 novembre, les deux clans sortirent des greniers fusils et canons artisanaux, et, chacun en tête, se ruèrent l'un sur l'autre. La police dut intervenir en force pour séparer les belligérants. Bilan : un mort, vingt blessés.

Moins d'un an avant le quarantième anniversaire de la République populaire, dix ans après le lancement des réformes imaginées par M. Deng Xiaoping pour

arracher le pays au marasme où l'avait laissé Mao Zedong, et à peine plus d'un an après un congrès du Parti communiste qui avait tenté de régénérer un esprit d'enfin « en sortir », la Chine des « petits timoniers » fourmille de telles anecdotes, indicatrices d'une déliquescence progressive du régime.

La succession que M. Deng Xiaoping a mise en place à l'automne 1987 est attaquée sur tous les fronts et ne donne pas l'impression de trouver des parades cohérentes à la situation.

FRANCIS DÉRON.

(Lire la suite page 5.)

Derrière la bataille commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe

L'offensive du « lait aux hormones »

Pendant que les Etats-Unis et la CEE s'affrontent sur le dossier de la viande bovine aux hormones, que Bruxelles veut interdire, à compter du 1^{er} janvier, quatre firmes américaines espèrent prochainement commercialiser une hormone de lactation, la somatotropine, capable d'accroître de 15 % à 30 % la production de lait des vaches. Un pavé dans la mare de la CEE qui applique, depuis 1984, le régime des quotas laitiers.

« La pression est très forte. On ne pourra pas l'éviter. » Malgré la fermeté de l'Europe face aux Etats-Unis pour imposer son règlement sur la viande bovine sans hormones, ce responsable de la FNIL (Fédération nationale de l'industrie laitière) est déjà résigné. « Elle » sera incontournable. « Elle » est la somatotropine, une hormone logée dans l'hypophyse des vaches, qui stimule la lactation.

Depuis que des savants soviétiques ont établi le rôle de « messager biologique » de la somatotropine en 1936, la recherche mondiale s'est efforcée de vouloir recopier l'œuvre de la nature pour accroître le rendement des cheptels. Après de longs tâtonne-

ments, le génie génétique est arrivé à ses fins. Aux Etats-Unis, quatre groupes chimiques, Monsanto, Elanco, Upjohn et American Cyanamid ont récemment mis au point des fabrications de BST (le sigle de la somatotropine) que les deux premiers se préparent à lancer d'ici à la fin de la décennie.

Avant l'apport des biotechnologies, l'injection d'hormones lactières à des vaches était inconcevable. Il aurait fallu abattre 20 bêtes par jour pour composer à partir de leurs hypophyses la ration journalière d'un animal. Désormais les laboratoires peuvent reproduire à volonté l'hormone naturelle et garantir une augmentation de 15 % à 30 % de la collecte de lait de vache (1).

Aucune législation n'autorise à ce jour le recours à cette substance que ses promoteurs ont bien soin de baptiser « protéine », afin de ne pas choquer l'opinion. Mais les sommes investies (on parle de plusieurs centaines de millions de dollars) et les bénéfices espérés incitent les promoteurs de la BST à s'unir pour faire tomber les réticences des Etats consommateurs potentiels.

Monsanto a, en outre, chargé Hill and Knowlton, le plus grand bureau de lobbying de Washington, de défendre ses intérêts auprès de l'administration américaine. Une action déjà payante, puisque le premier séminaire sur la somatotropine bovine organisé en septembre dernier dans un hôtel de la périphérie de Saint-Louis (Missouri), a été placé sous l'autorité du service de la vulgarisation du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis !

D'après les experts américains, des biologistes aux zootechniciens, la somatotropine ne menace pas la fécondité ni la longévité de la vache, même si elle agit sur sa mamelle (selon un mécanisme encore inconnu), sur son foin et ses muscles.

ERIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 20.)

(1) Une vache produit en moyenne 4 500 litres de lait par an.

Le Monde

LIVRES

- Beau et triste comme Cernobyl.
- Alberto Arbasino, cosmopolite provincial.
- Mirbeau, prophète de Rodin.
- Les vagabondages de William Beckford.
- La chronique de Nicole Zani : « Partir ».

Pages 9 à 13



MUMM DE MUMM,
LA CUVÉE PRÉCIEUSE DE MUMM
VOUS SOUHAITE
UNE JOYEUSE FIN D'ANNÉE.

A chausser avec modération.

هكذا من الأصل

Débats

ECOLE

Le défi du passé

par DANIELE SALLENAVE (*)

METTANT en place un groupe de réflexion sur les contenus de l'enseignement, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a résumé d'une phrase son objectif : « Définir ce qui doit être enseigné pour former les hommes et les femmes du vingt et unième siècle ».

On peut être sûr que cette phrase va glisser comme une eau sur nos consciences anesthésiées qui, en dépit de l'effondrement des utopies millénaristes, sont habituées à considérer l'avenir non plus comme une menace mais comme un défi, voire comme une promesse.

Elle suscite pourtant plus d'interrogations qu'elle n'en résout. Qu'est-ce, en effet, que « le vingt et unième siècle » ? Il est étrange de voir comment l'an 2000 est devenu le pendant progressiste de l'an mil, substituant aux terribles médiévales les formes d'un espoir tout aussi irraisonné. Mais si l'on veut bien renoncer aux représentations rassurantes d'un progrès indéfini, continu, l'avenir alors est d'abord ce qui n'existe pas ; ce qui n'a pas de figure ; ce qui est radicalement nouveau.

L'avenir n'est, en tout état de cause, que le temps où vivront leur vie d'adulte ces enfants, ces jeunes gens qu'il s'agit de former. Peut-on former à ce qui n'existe pas ? Enseigner ce qui n'a pas de figure ?

Mais si enseigner, c'est transmettre, la question devient alors : qu'avons-nous à transmettre ? Que notre histoire soit imprévisible, cela ne signifie pas que nous devons nous en désintéresser, et marcher, comme les anciens Romains, vers l'avenir à reculons. Les hommes ont toujours eu besoin (et pas seulement à l'aube radieuse de l'an 2000) d'une représentation de l'avenir, d'un horizon d'attente et de provision où inscrire les conséquences de leurs actions et, donc, l'exercice de leur liberté. Mais l'aptitude humaine à penser, à créer, à faire du nouveau suppose un monde où cette nouveauté puisse apparaître comme telle, et prendre figure : ce monde, c'est le passé, monde plus vieux que nous, espace d'expérience qui nourrit notre présent, et assure dans notre vie éphémère la présence vivante de ceux qui ne sont plus. Ce monde a un nom : la culture, « patrie immortelle des hommes mortels » (Arendt), œuvres et traces de la pensée des hommes.

Former, c'est former des hommes libres : non pas seulement donner des savoirs et des savoir-faire, mais apprendre à penser. Et cela, ce n'est pas l'avenir qui peut nous en donner

(*) Universitaire, écrivain.

les moyens. Le vrai défi de cette fin de siècle n'est donc pas celui que pose l'émergence du siècle suivant (c'est le lot de toute époque) mais celui que pose l'effacement des siècles passés : langues, traditions, culture, sous le poids conjugué de la culture de masse et du divertissement et avec l'alibi de la modernisation pour qui le passé est un poids, les cédilles et les accents circulent une insupportable contrainte pour les langages informatisés.

Même s'il ne s'agissait, après tout, que de préparer les jeunes gens à la grande confrontation européenne des années 90 (et dans ce cas, ce serait du reste un peu tard s'y prendre), ce serait encore le rôle de l'école de donner aux générations futures — afin qu'elles s'attachent à cet univers de technologie et de consommation dont la figure inquiétante commence de se dessiner dans nos sociétés post-industrielles —, les moyens de leur autonomie et les bases de leur liberté intellectuelle, spirituelle, culturelle.

Mais le mot de culture a-t-il un sens encore aujourd'hui, et le retrouvera-t-il dans une école issue de la réflexion d'un groupe dont le président écrivait en 1970 : « Toute action pédagogique est objectivement une violence symbolique... un pouvoir arbitraire, d'un arbitraire culturel » ? (Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron : *La Reproduction*).

ISRAËL-PALESTINE

Le prochain Nobel

par PAUL GINIEWSKI (*)

qu'importe vers un Etat palestinien indépendant couvrant toute la Palestine. (Europe 1, septembre 1978).

Or il ne s'agit pas du tout de positions périmées, caduques du fait d'une évolution ultérieure de l'O.L.P. Peu avant la réunion du CNP d'Alger, qui devait déclarer l'indépendance de l'Etat de Palestine, Abou Iyad, le numéro deux de l'O.L.P., déclarait dans une interview à un journal tunisien : l'initiative immédiate « constituera le mécanisme d'exécution du programme politique par étapes approuvé en 1974 » (*Al Maghreb al Arabi*, 1^{er} septembre 1988).

Ruses de guerre

Et le 13 décembre, deux jours avant l'apparition de Yasser Arafat à Genève, où il devait déclarer emphatiquement sa renonciation au terrorisme et sa reconnaissance d'Israël, Farouk Kaddoumi précisait dans un journal d'Abou-Dhabi ce que signifiait en réalité cette « renonciation » et cette « reconnaissance » : « Il est impossible que l'O.L.P. renonce à la lutte armée dans les territoires occupés, à la guerre et »

(*) Journaliste et écrivain.

à la violence pour chasser l'occupant. Tout règlement politique est une solution intermédiaire qui ne garantit que le minimum des aspirations du peuple palestinien. Cela ne nous empêche pas de poursuivre notre lutte. » (*Al Itihad*, Abou-Dhabi, 13 décembre 1988, cité par *le Monde* du 15 décembre 1988).

Nous voici donc dûment avertis. L'O.L.P. est en train de réaliser la première phase de son projet de destruction d'Israël par étapes. Ses déclarations, pour faire croire le contraire, sont des ruses de guerre, et ses dirigeants l'admettent candidement. Le monde entier, client et fournisseur des Arabes, veut rester sourd à ce qu'ils disent, aveugle à ce qui crève les yeux.

Demain, quand les Arabes passeront à l'étape suivante, quel homme politique d'Occident pourra prétendre que l'O.L.P. ne s'était pas exprimé clairement ? Par quelle aberration suicidaire Israël pourra-t-il mettre le doigt dans l'engrenage, quand on lui annonce qu'on veut le corps tout entier ?

Quant à Yasser Arafat, le responsable des massacres des Jeux olympiques de Munich, des synagogues de Paris, de Vienne, d'Istanbul et d'Anvers, de dizaines de décapitations d'arabes, de milliers de morts israéliens et palestiniens, il se verra sans doute décerner le prochain prix Nobel de la paix.

TÉLÉVISION

Enfants, écrans, violences

par JEAN-LOUP CHIROL (*)

La télévision est-elle un médium agressif ou violent ? Là est la bonne question.

La télévision peut être dangereuse pour l'enfant, non pas au travers des images qu'elle diffuse, mais au travers de la structure ou de la sous-structure affective qu'elle propose.

Le médium télévision peut être défavorable à l'enfant parce qu'il offre un modèle simplifié, déstructuré et angoissant du monde sensible.

Il y a une différence essentielle de nature entre l'espace cinématographique, qui délivre une structure stable, bien qu'artificielle, du monde sensible au travers de la perspective linéaire, et l'espace télévisuel, qui dévoile cette perspective.

telle. Les passions, les angoisses, la violence, trop proches (mais ce peut être la violence d'un éclairage, d'un mouvement), se projettent alors en nous sans entrave, sans filtre.

Le danger pour l'enfant réside dans le fait qu'il n'existe aucune distance de son regard à l'écran, comme du proche de l'écran au lointain de l'écran, d'où la violence d'impact de l'image. C'est en cela et en cela seulement que la télévision est violente pour l'enfant, indépendamment du contenu des films, agressifs ou doux.

Cette violence n'a rien de stimulant, elle est annihilante. Elle fige le jeune spectateur dans une prostration artiste parfois inquiétante, elle le capte corporellement. Cela aussi est connu depuis longtemps.

Ce qui importe ici, ce n'est pas le contenu de l'image, c'est son développement formel, géométrique, donc affectivement pauvre. Ce qui caractérise l'image de télévision, c'est une sorte de « vide rythmique discontinu ». La violence est emprise dans le vide souvent vertigineux, dans cette cruelle absence de repères spatiaux pourtant indispensables à la structuration d'une préhension équilibrée du monde sensible, à la formation d'une pensée claire et continue chez l'enfant, au dénouement du réel de l'imaginaire.

La résolution des questions soulevées ne passe pas par la censure de telle ou telle image violente. La censure ne garantirait aucun lieu d'éducation, bien au contraire. Ce que l'enfant ou l'adolescent demandent, ce sont des clés, des explications, des continuités ; un guide attentif et ouvert ne saurait leur masquer la réalité du monde qu'ils sont amenés à traverser, à fortiori les images fracturées qui n'en sont que le prisme, le reflet « idéologique ».

De fait, la violence que certains voudraient éradiquer n'est que la violence d'un choc entre plusieurs mondes soudain rapprochés par un médium aux pouvoirs réels mais diffus.

Prostration artiste

L'espace télévisuel éparpille, actionne, quadrille, aplatis, use de symboles, de synecdoques, de signes mystérieux, géométriques, aléatoires, subjectifs, sans liens entre eux autres que métaphoriques. Par leur puissance d'évocation projective, suggestive, ces derniers désorientent l'enfant qui n'en possède pas les clés.

La fonction du médium télévision — définie par le vocabulaire même : voir loin, télé-vision — consistant en l'espèce à prolonger le regard au-delà des limites du monde sensible, les images qu'il diffuse télévisent le proche avec le lointain, le sensible avec l'insensible, le clair et le sombre, le simple et le compliqué, la nuance et le contraste en une même valeur atténuée, sans relief aucun.

Par déduction, cette égalité confuse éloigne plus encore les lointains et rapproche par trop ce qui est déjà proche. Cette disjonction insinue le vide d'une fracture essentielle.

(*) Réalisateur.

Au courrier du Monde

PRIX

Partage du gâteau

Dans une récente analyse, Bruno Frappat indique fort justement (c'est un lieu commun) : « La plupart des gens travaillent pour gagner leur vie, et le mieux possible. Pour les millions de Français qui font un travail pénible et pour les millions d'autres qui font un travail sans grand intérêt, quelle autre justification qu'une perspective de gain accru pour supporter soit la fatigue, soit l'ennui ? »

Cependant, il ne signale pas une constante de la société française (du moins depuis 1945) : dans la plupart des pays du monde libre, le travailleur qui veut obtenir plus s'interroge : que faire, en tant qu'individu, pour améliorer mon sort ? Le Français, en général, ne raisonne pas ainsi. Il se demande : que faire pour que le groupe auquel j'appartiens ait une plus grande part du gâteau ?

On peut se lancer dans de grandes considérations sur les sources de l'inflation en France. Celle qui me paraît essentielle, c'est la lutte engagée par les différentes catégories socioprofessionnelles pour essayer de rogner la part des autres.

Dans la France d'après-guerre, une période m'a toujours paru éclairante. C'est la période 1966-1968, M. Michel Debré étant ministre de l'économie et des finances. Pendant ces deux années — cas unique — la hausse des prix a été inférieure en France à ce qu'elle était en Allemagne. Cela ne résultait pas de mesures réglementaires. La plupart des prix industriels étaient sous le régime des « contrats de programme », et pratiquement libres. Mais une discipline de compression des coûts se traduisait par une politique restrictive en matière de salaires.

Cela s'est terminé en mai 1968 dans les conditions que l'on connaît. Quelle conclusion en tirer ? Les Français sont-ils mûrs pour la discipline d'une monnaie commune dans la CEE qu'ils déclarent pourtant souhaiter ?

On est un professeur riche...

Ce que je veux dire ce n'est pas dénoncer les injustices auxquelles les écrivains sont confrontés chaque jour, mais demander aux intellectuels de se mettre un peu plus dans la peau de gens auxquels ils veulent rendre service. Quoique, maintenant, les intellectuels dits de gauche sont plus intéressés par les prix littéraires que par ce que vit le petit peuple...

Le manutentionnaire que je suis leur demande de traiter les problèmes d'une manière plus humaine et pas comme s'ils possédaient un cours pour étudiants de grandes écoles.

Pour terminer, je voudrais m'adresser aux gens qui en général traitent du problème du SMIC. Je leur demanderais de bien vouloir ne pas nous traiter comme une espèce rare en nous appelant « suicards ». C'est un terme que je ne trouve pas très poétique...

AUGUSTIN SCIBILIA
(Nice)

RECONSTRUCTION

Un fondateur pour l'armée rouge

Dans son article intitulé « Le petit-fils de Trotski en Union soviétique », votre correspondant à Moscou évoque « la rencontre entre le petit-fils du fondateur de l'Armée rouge et les jeunes journalistes de la glasnost ».

Il y a à peine deux ans, visitant l'exposition « La Révolution d'octobre par la photographie », j'avais eu la surprise, comme tous les visiteurs du Musée de Bièvres, d'apprendre que le fondateur de l'Armée rouge s'appelait... Ivanov !

Il y avait même sa photographie, à cet illustre et vaillant jeune guerrier... Mais de Trotski point !

L'exposition était présentée sous l'égide des services de l'ambassade d'URSS à Paris.

Gageons qu'il nous faudra encore deux ou trois ans pour connaître le nom du véritable fondateur du mensonge en Histoire !

Reconstructivement vôtre.

OLBG BRAHIMOVITCH
BRAHIMOVITCH
(Sous-secrétaire des Rois, Excmo.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Monticeny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel. FRANCE, BELGIUM, SUISSE, AUTRES PAYS

3 365 F 399 F 504 F 700 F

6 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

12 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENEVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés en prévisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire pour les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'enquête sur la catastrophe de Lockerbie

Le Boeing de la Pan Am s'est brisé en au moins cinq morceaux sous l'effet de l'explosion

LONDRES
de notre correspondant

Les autorités britanniques sont parvenues à la conclusion que la destruction du Boeing-747 de la Pan Am était due à un attentat. Des traces de substance explosive ont en effet été découvertes sur l'armature métallique d'un compartiment à bagages qui se trouvait dans la soute. Il s'agit vraisemblablement de Semtex, un explosif souvent utilisé ces dernières années par des organisations terroristes liées à la Libye, et depuis deux ans par l'IRA.

L'annonce a été faite simultanément à Londres et à Lockerbie, la petite ville écossaise sur laquelle s'est écrasé l'appareil. M. Mick Charles, chargé de l'enquête officielle du ministère des transports, a annoncé mercredi 28 décembre, au cours d'une conférence de presse à Lockerbie, que des particules d'un « explosif très puissant » avaient été identifiées par les experts du laboratoire militaire de Fort-Halstead, dans le sud de l'Angleterre, sur deux fragments de ce compartiment à bagages.

« D'autres débris provenant de la catastrophe ont été soumis à des analyses chimiques approfondies », a-t-il déclaré.

La thèse de l'explosion d'origine criminelle est « établie ». Celle-ci a été « directement conduite à la destruction de l'appareil » alors qu'il venait de franchir la frontière entre l'Angleterre et l'Écosse et qu'il volait à son altitude de croisière de 9 500 mètres. Une bombe est donc responsable de la mort des 259 passagers du vol 103 de la Pan Am et de onze habitants de Lockerbie.

Ce communiqué officiel est sans ambiguïté quant à la cause de la catastrophe. Il est cependant d'une extrême prudence sur les détails, comme si l'enquête ne faisait en réalité que commencer. Les experts militaires de Fort-Halstead en savent apparemment davantage que ce qui a été annoncé par le ministère des transports mais, conformément aux traditions britanniques, il a été

décidé de ne pas en dire trop tout de suite.

Le Times, qui depuis le début de cette affaire a bénéficié d'informations exclusives, provenant sans doute du ministère de la défense, va beaucoup plus loin. Le quotidien conservateur écrit jeudi que les experts de Fort-Halstead ont utilisé un appareil à laser et des microscopes électroniques, ce qui leur a permis, en vingt-quatre heures seulement, de détecter la présence d'explosif dans un compartiment à bagages qui se trouvait dans la soute avant. Ils n'avaient apparemment

pas été mis à contribution jusque-là, car le laboratoire militaire avait été fermé pour Noël. Ils sont donc revenus spécialement lorsque les débris provenant de la catastrophe leur ont été apportés.

Une balle dans le cerveau

Le scénario reconstitué par le Times à l'aide d'un dessin est le suivant : la bombe était placée dans la soute à bagages des premières classes, à proximité immédiate de la cabine de pilotage et des équipages électroniques centraux de l'appareil. Cela expliquerait la neutralisation immédiate de l'équipage et l'arrêt brutal de toutes les transmissions. L'effet serait comparable à « une balle dans le cerveau ». Un trou énorme serait apparu dans le fuselage par lequel les passagers et les objets leur appartenant auraient été aspirés dans le vide. L'avion serait tombé en chute libre, se brisant en au moins cinq morceaux avant même d'avoir atteint le sol.

L'enquête criminelle est confiée à la police écossaise, avec l'aide de la brigade spécialisée de Scotland Yard. Le FBI, présent dès le 22 décembre à Lockerbie, collabore avec les autorités britanniques. La coordination semble parfaite entre Britanniques et Américains. M^{rs} Thatcher et le président Reagan avaient été informés des conclusions du laboratoire de Fort-Halstead « quelques heures » avant que celles-ci ne soient rendues publiques. Cela a permis au département d'État de préparer sa propre déclaration.

Les Britanniques ont laissé aux Américains le soin d'employer les premiers le mot de « Semtex ». On préfère, ici, faire comme si on ignorait encore la nature de l'explosif et même l'endroit précis où il se trouvait dans l'avion. Le ministère des transports est seul responsable, avec la police écossaise, de l'information. Les militaires restent muets.

Il semble cependant ne faire aucun doute qu'une organisation terroriste, et non un individu isolé, soit responsable de l'attentat. Les Britanniques ne sont pas mécontents du partage des tâches qui s'est inscru et qui n'a pu être décidé qu'au plus haut niveau entre Londres et Washington. L'enquête technique est menée par les spécialistes militaires et civils du Royaume-Uni. Aux Américains de tirer les premiers les conséquences politiques de l'événement et de décider, éventuellement, des mesures de représailles contre l'organisation terroriste coupable, s'ils parviennent à l'identifier.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les précédents attentats

L'attentat contre le Boeing-747 de la Pan Am a eu au moins cinq précédents :

— 29 novembre 1987 : un Boeing-707 de la compagnie sud-coréenne KAL, reliant Bagdad à Séoul, disparaît à la frontière birmano-thaïlandaise, avec cent quinze personnes à bord. Le gouvernement sud-coréen accuse Pyongyang d'avoir piégé l'avion. Une Coréenne déclare dans une confession publique, à Séoul, en janvier 1988, avoir posé une bombe dans l'avion sur incitation des autorités nord-coréennes.

— 2 avril 1986 : quatre Américains sont tués et neuf autres passagers blessés à la suite de l'explosion d'une bombe dans un Boeing-727 de la compagnie américaine TWA effectuant la liaison Rome-Le Caire, au-dessus de Corinthe (Grèce). L'attentat a été revendiqué par les Cellules révolutionnaires arabes-Cellules révolutionnaires.

— 23 juin 1985 : un Boeing-747 d'Air India assurant la liaison New-York-Séoul s'abîme en mer à proximité de l'Irlande avec trois cent vingt-trois personnes à bord. Il n'y a pas de survivants. L'enquête menée par une commission gouvernementale indienne conclut, en octobre 1986, à un attentat commis par des militants sikhs.

— 11 août 1982 : un jeune Japonais est tué et quinze autres passagers sont blessés dans l'explosion d'une bombe à bord d'un avion de la Pan Am qui relie Tokyo à Honolulu, mais l'appareil réussit à se poser. En mai 1988, un Palestinien, Mohamed Rachid, est arrêté à l'aéroport d'Athènes et accusé de cet attentat. Selon des responsables américains, il serait également impliqué dans l'attentat contre le Boeing de la TWA en 1986. Il est emprisonné à Athènes et Washington réclame toujours son extradition.

— 6 octobre 1976 : un DC-8 de la Cubana de Aviación s'abîme en mer quelques minutes après avoir décollé de l'aéroport de Seawell, aux Barbades. Les soixante-trois personnes à bord sont tuées. Quatre exilés cubains vivant au Venezuela ont été accusés de cet attentat.

Par ailleurs, la catastrophe du DC-8 américain Arrow Air, qui avait fait deux cent cinquante-huit morts en décembre 1985, à Gander (Terre-Neuve), présente des similitudes avec celle du Boeing-747 de la Pan Am. Une commission d'enquête canadienne a conclu à l'accident. Cependant, quatre des neuf membres de la commission n'excluent pas que l'appareil se soit écrasé à la suite d'une explosion à bord.

La détection dans les aéroports

Du flair des animaux à l'« activation neutronique »

En dépit d'une série d'innovations techniques récentes, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de méthodes absolument fiables permettant la détection systématique d'explosifs dans les bagages aériens ou dans les avions eux-mêmes. Un progrès notable est toutefois attendu avec la mise au point d'une nouvelle génération de détecteurs dits « à activation neutronique ».

D'une manière générale, la recherche « à l'aveugle » des explosifs fonctionne sur le principe de la détection de vapeurs émises soit par l'explosif lui-même, soit par les impuretés qu'il contient ou par l'adjuvant qui lui est associé. Une des principales difficultés rencontrées par les spécialistes de la police scientifique et technique tient à la diversité des produits habituellement utilisés par les terroristes (dynamite, TNT, hexogène, penta, etc.). Les outils de sensibilité des différents appareils sont variables en fonction des tensions de vapeurs des produits, et leur efficacité est, en pratique, parfois discutable.

« En 1972, on ne comptait que deux ou trois détecteurs, il y en a aujourd'hui sur le marché plus d'une vingtaine dignes d'intérêt », explique M. Henri Viellard, directeur du laboratoire central de la préfecture de police de Paris. Il faut toutefois souligner que, quels que soient leurs prix ou leurs tailles, les « détecteurs miracles » n'existent pas.

On distingue aujourd'hui les détecteurs basés sur la « capture d'électrons » et ceux à spectromètre de masse. Les premiers, commercialisés sous forme de mallettes, fonctionnent en aspiration continue et permettent d'identifier à l'échelon de l'électron les éléments spécifiques des explosifs. En pratique, l'une de leurs faiblesses est leur trop grande sensibilité (ils détectent aussi les aérosols, souvent présents dans les bagages aériens...) et leur autonomie réduite, le détecteur étant vite saturé. L'un des modèles développés aux États-Unis et au Canada coûte environ 300 000 F.

Le second groupe est constitué d'appareils plus sophistiqués, volumineux et beaucoup plus coûteux. Le modèle le plus perfectionné

(développé par British Aerospace) est un véritable laboratoire mobile automatisé installé dans un camion, nécessitant deux opérateurs et permettant la détection d'explosifs et de stupéfiants.

Une autre technique moins coûteuse mais plus voyante consiste à utiliser des « bio-senseurs ». Il peut s'agir de chiens (bergers allemands ou labradors, selon le pays) ou de gerboises, petit animal à mi-chemin de la souris et de l'écureuil. « La gerboise présente de multiples avantages. Elle est discrète, très sociale, possède un odorat extraordinairement développé et peut être dressée à la détection d'une douzaine d'explosifs, y compris certains que les labradors ne détectent pas », explique M. Viellard. Une expérience restée célèbre chez les spécialistes, réalisée au Canada, a démontré que les animaux permettaient d'obtenir des résultats supérieurs à ceux des détecteurs physiologiques.

Un autre procédé développé en France (par le laboratoire central de la police de Paris), en Israël et aux États-Unis consiste à identifier des traces d'explosifs sur des personnes ou des objets. Les résultats sont d'ores et déjà très encourageants et permettent de repérer en quelques secondes — et même après lavage des mains — des traces de l'ordre de 50 à 100 millièmes de milligramme.

L'avenir dans ce domaine, c'est aussi la mise en place de détecteurs fonctionnant par activation neutronique. Il s'agit schématiquement de « bombarder » les bagages avec un faisceau de neutrons puis d'analyser les rayonnements de type gamma émis après excitation des atomes, cette analyse identifiant la présence de substances explosives. Aux États-Unis, le premier de ces appareils, d'un coût de 950 000 dollars (fabriqué par la firme californienne Science Applications International), sera installé en juillet. En France, le modèle développé par la SODERN (Société d'étude et de recherche nucléaire), filiale du CEA, en liaison avec le laboratoire central de la police, devrait être mis en place l'an prochain à l'aéroport d'Orly.

JEAN-YVES NAU.

Plusieurs kilos d'explosif dans une soute à bagages

C'est un soupçon de soulagement qu'ont poussé les compagnies aériennes utilisant des Boeing-747 lorsque la dépêche en provenance de Lockerbie est tombée écartant définitivement la défaillance structurelle comme cause de l'explosion en vol du jumbo de Pan Am. Car, tout comme l'avionneur Boeing, elles redoutaient que la cassure de l'appareil, à 9 500 mètres d'altitude, ait été provoquée par une fatigue mal surveillée et pas réparée des cadres de la carlingue ayant abouti à une rupture sous l'effet des contraintes de la pressurisation et des turbulences. Si tel avait été le cas, il aurait fallu inspecter à fond et renforcer six cent trois Boeing-747 dont les structures ont été fabriquées avec un alliage d'aluminium trop peu résistant.

bagage piégé. On ne devrait pas découvrir grand-chose dans les aéroports de Francfort — d'où sont partis un certain nombre de passagers pour New-York — et de Londres-Heathrow. Dans ces deux aéroports, la vérification des bagages est stricte et il est pour l'instant exclu qu'un voyageur ait pu descendre à l'échelle de Londres en laissant mettre sa valise à bord du Boeing-747. L'interrogatoire des personnels au sol (bagagistes, ravitailleurs) risque de ne pas mettre en évidence de mouvement suspect autour des soutes.

Les enquêteurs privilégieront la recherche d'un porteur de bombe « innocent » parmi les passagers, c'est-à-dire quelqu'un ayant accepté d'acheminer à New-York un paquet dont il ignorait le contenu. Ce voyageur est-il parti de Francfort ? Ou bien faisait-il partie de la douzaine de passagers en transit qui ont rejoint le vol 103, à Londres-Heathrow ? Ce travail de recoupement minutieux s'étendra à toutes les plates-formes aéroportuaires d'où étaient parties les victimes du Boeing.

On commence déjà à s'activer aux États-Unis pour trouver la parade à ce type de terrorisme. L'agence fédérale de l'aviation veut élaborer des règles plus strictes en matière de fouille de passagers et d'identification des bagages. De nombreux détecteurs de plastic à neutrons équipent bientôt les aéroports américains. Roissy-Charles-de-Gaulle compte sur le flair de ses quatre chiens dressés à reconnaître les explosifs. La course-poursuite entre les terroristes et les services de sécurité continue.

ALAIN FAUJAS.

Un porteur de bombe innocent ?

Les intuitions des experts de l'Association internationale du transport aérien (IATA) étaient donc fondées. Le vol 103 de Pan Am a été détruit de la même façon que le Boeing-747 d'Air India, qui a disparu au large de l'Irlande, le 23 juin 1985, avec trois cent vingt personnes à bord. Un bagage contenant plusieurs kilos d'explosif avait été placé dans la soute soute sous la première classe, vraisemblablement sur la gauche de l'appareil.

La « gigantesque » traque promise par un chef de la police écossaise a déjà commencé. Selon toute vraisemblance, les Américains savaient, avant même les Britanniques que le Semtex, explosif d'origine tchécoslovaque, avait été utilisé. Les services sont déjà à l'œuvre pour remonter la filière qui a permis de placer dans la soute le

Afrique

SOUDAN

Manifestations populaires sur fond de crise gouvernementale

Le Parti démocratique unioniste (PDU), deuxième formation politique du Soudan, s'est désolidarisé, mercredi 28 décembre, du gouvernement de coalition du premier ministre, Sadek El Mahdi, actuellement confronté à des manifestations de rues contre sa politique d'austérité. Dans un communiqué, le PDU a indiqué que son dirigeant, M. Mohammed Osman El Mirghani, avait fait part à M. Mahdi de son intention de quitter le gouvernement.

Le PDU a réclaté, parallèlement, l'annulation d'une série de mesures économiques annoncées lundi (le Monde du 29 décembre), dont une hausse de 500 % du prix du sucre, et la formation d'un gouvernement intérimaire en attendant l'organisation de nouvelles élections.

Après, dans la journée, des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues de Khartoum pour la deuxième journée consécutive en protestant contre les hausses et en scandant des slogans

hostiles à M. Mahdi. Des manifestations antigouvernementales ont également eu lieu à Ouaï-Madani, deuxième ville du pays. A Khartoum, encore, le personnel de l'aéroport international a anticipé, dès mercredi, un appel à la grève générale illimitée lancée par la Fédération nationale des syndicats à compter de jeudi, toujours pour obtenir l'annulation des hausses de prix.

Cité par la radio nationale, M. Mahdi a annoncé son intention de réunir d'urgence, jeudi, son gouvernement pour discuter de la situation.

M. Mirghani avait déjà menacé, à plusieurs reprises, de quitter le gouvernement (le Monde des 23 et 29 décembre). Signataire, le 16 novembre à Addis-Abeba, d'un accord de paix avec le chef de la rébellion sudiste, le colonel John Garang, il exigeait en effet que le Parlement approuve cet accord dans son intégralité, ce qui n'a pas été le cas jusqu'ici. — (Reuter.)

Washington mobilisera tous les moyens pour rechercher les coupables

WASHINGTON
Correspondance

Bien que la Maison Blanche ait immédiatement entériné, mercredi 28 décembre, les conclusions de l'enquête menée par les autorités britanniques, les responsables américains ont insisté sur la prudence en se déclarant incapables à ce stade d'identifier les auteurs de l'acte criminel perpétré contre l'avion de la Pan Am.

M. Sessions, directeur du FBI, a déclaré aux journalistes qu'il était impossible actuellement de déterminer s'il s'agissait d'un attentat prémédité et exécuté par des groupes terroristes arabes ou irakiens, ou d'un geste accompli par un déséquilibré animé par le désir de toucher une prime d'assurance, ou même de l'assassinement d'une simple vengeance. Aussi bien, le FBI se propose-t-il de mener une enquête serrée auprès des parents, amis et employeurs des victimes.

Sécurité insuffisante

L'ambassadeur Bremer, responsable au département d'État de la lutte antiterroriste, a également manifesté beaucoup de prudence, indiquant que les enquêteurs ne disposaient pas d'indices suffisants pour attribuer à des groupes terroristes déterminés la responsabilité de l'explosion. Tant M. Sessions que M. Bremer ont souligné que la recherche des responsables prendrait beaucoup de temps. M. Sessions a indiqué en outre que le type d'explosif n'avait pas encore été identifié avec précision et qu'il était impossible de savoir si la bombe avait été placée à Francfort ou à Londres.

Mais la Maison Blanche a annoncé que le FBI et l'Administration fédérale de l'aviation civile (FAA) mobiliseraient tous les moyens disponibles pour rechercher les coupables. Le département d'État a reconnu ne pas avoir la moindre piste, ajoutant que les groupes terroristes ayant déjà proclamé leur responsabilité n'étaient pas nécessairement les auteurs de l'explosion.

Une des préoccupations majeures des officiels est de déterminer comment des matières explosives ont pu

être introduites dans l'appareil, bref, comment expliquer les insuffisances des services de sécurité. A cet égard, la FAA a annoncé un renforcement des mesures de contrôle portant notamment sur l'identité des passagers et le personnel d'entretien des avions.

En outre, la FAA va accélérer la mise au point de nouvelles techniques qui permettraient de détecter les armes non métalliques, même placées à l'intérieur d'un récipient hermétique (lire par ailleurs). Mais les experts soulignent qu'il faudra encore beaucoup de temps avant l'installation d'un tel système, qui, de toute façon, ne saurait être infallible. En tout cas, les compagnies aériennes sont soulagées dans la mesure où la catastrophe de Lockerbie n'est pas due à une défaillance du matériel de nature à affecter leur fiabilité, et du même coup à décourager leur clientèle.

Ainsi, faute d'indications plus précises sur l'identité, les motivations du ou des auteurs de l'acte criminel, Washington reste circonspect et résiste aux pressions de ceux qui réclament déjà des représailles contre les pays suspects d'encourager les terroristes. Soit contre la Syrie, qui soutient le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) d'Ahmad Jibril, soit contre la Libye, étant donné les liens du colonel Kadhafi avec Abou Nidal, l'un des dissidents palestiniens les plus connus pour ses actions terroristes.

Les observateurs estiment que, si la Libye se trouvait impliquée dans l'organisation de l'attentat, l'indignation du public entraînerait le président Reagan à « punir » le colonel Kadhafi par une action militaire qui viserait en même temps la destruction de l'usine de fabrication d'armes chimiques en cours de construction, d'après la CIA, à une cinquantaine de kilomètres de Tripoli. Le président avait, la semaine passée, lancé un cri d'alarme en indiquant que la possibilité d'une action militaire unilatérale était à considérer. Dans l'immédiat cependant, le département d'État donne la priorité à une action diplomatique dans le cadre de la prochaine conférence, qui se tiendra au mois de janvier à Paris, sur l'interdiction des armes chimiques.

HENRI PIERRE.

هكذا من الأصل

Amériques

BRÉSIL : l'assassinat de « Chico » Mendes

Les tueurs de la forêt

La police brésilienne a arrêté, mardi 27 décembre, un suspect après l'assassinat, le 22 décembre, de l'écologiste Francisco Mendes. Il s'agit d'Olozi Alves Da Silva, fils d'un important éleveur de la région, qui est lui-même en fuite. Le secrétaire général du ministère de la Justice a indiqué que la police tentait aussi de vérifier les informations selon lesquelles la famille du suspect cachait un cimetière clandestin dans son ranch, où étaient

On le surnommait « Chico ». Il récoltait le latex des hévées de la forêt amazonienne du Brésil dans l'Etat d'Acre, à l'ouest du pays. Francisco Mendes était un seringueiro, comme on appelle, depuis le dix-neuvième siècle, ces écologistes avant l'heure qui devaient respecter l'arbre qui les nourrissait. « Chico » a été assassiné par des tueurs à gage à Xapuri, il savait qu'il était menacé. Quelques jours avant sa mort, il affirmait au quotidien *Journal do Brasil* : « Si ma mort pouvait renforcer notre lutte, cela vaudrait la peine de mourir. Mais l'expérience nous enseigne le contraire. Je veux vivre. Une manifestation et un enterrement ne sauveront pas l'Amazonie. » Francisco Mendes avait demandé en vain une protection policière aux autorités locales. Il a été inhumé à Xapuri. Deux mille compagnons ont accompagné son corps. Certains avaient marché plusieurs heures en forêt pour lui rendre un dernier hommage.

Car « Chico » n'était pas un seringueiro comme les autres. Il présidait, à quarante-quatre ans, le syndicat de paysans de sa ville et appartenait au Parti des travailleurs (PT, gauche). Mais surtout il prend, pendant plusieurs années, la tête du combat pour la défense de l'écologie amazonienne. L'Organisation des Nations unies lui décerne pour cela le prix Global 500 en 1987, et l'association américaine Better Life Society, une médaille. Connus et reconnus internationalement, grâce aussi à son excellent sens du contact, il continue cependant à mener son combat sur le terrain. Devant les tronçonneuses des grands propriétaires qui se déchaînaient pour agrandir les pâturages au détriment de la forêt, Francisco Mendes développait la résistance passive, l'empêchant littéralement, le match nul. Des dizaines de familles s'installaient et empêchaient le défrichage. De quoi énerver les grands propriétaires regroupés au sein de l'Union démocratique rurale, une formation d'extrême droite, au point de les pousser au meurtre, par milice interposée.

Un « combat » sans grand danger pour eux, si l'on en croit Amnesty International. L'organisation souligne qu'à sa connais-

sance, entre 1980 et 1987, pas un seul propriétaire foncier ni un seul tueur à gage n'a été reconnu coupable du meurtre d'un paysan. Amnesty cite (1) le cas du président du syndicat agricole de Puncas tué le 5 février 1988. En septembre 1986, un propriétaire terrien lui avait adressé cette menace : « Si vous ne poursuivez en justice, et si vous ne gagnez, vous pouvez commander votre cercueil. » En huit ans, ils seront plus de mille à subir le même sort, sans compter les maisons incendiées, les expropriations, les tortures ou les menaces comme celles concernant Mgr Moacir Grachi, évêque de Rio Branco, la capitale de l'Etat d'Acre, qui figure lui aussi sur la « liste noire ».

Transformer la jungle...

On comprend alors que la venue du directeur de la police fédérale et du secrétaire général du ministère de la justice, lundi 26 septembre, à Xapuri, pour l'enquête sur la mort de « Chico », n'impressionne pas grand monde. Pas même les meurtriers, puisque le fils d'un grand propriétaire terrien n'a pas hésité à s'accuser du meurtre, une « reddition » qui passe, aux yeux des enquêteurs, pour une manœuvre de diversion. Pourtant cette fois, la colère gronde et les journaux consacrent une large place à l'événement. L'annonce de l'arrestation d'un suspect, appartenant toujours à la même famille, a été faite avec une rapidité inhabituelle. Car tout dans cette triste histoire est symbole. « Chico » bien sûr, mais aussi l'incapacité des autorités brésiéliennes devant de tels conflits, ou encore la jungle amazonienne elle-même.

Depuis l'arrivée d'un gouvernement civil, en 1985, la réforme agraire a fait l'objet de multiples projets et promesses. Le « libéralisme » pendant plus de vingt ans — de la dictature militaire avait entraîné un foisonnement des grandes exploitations entre les mains de propriétaires privés ou de grandes compagnies internationales. L'exemple le plus connu reste celui de Jarí, un domaine de 1,6 million d'hectares

qui appartenait à un industriel américain. Daniel K. Ludwig caressait le rêve de transformer la jungle en une monstrueuse exploitation agricole. Le président José Sarney voulait, peu après son arrivée au pouvoir, distribuer — après expropriation — une surface à peu près équivalente à celle de l'Espagne à un million et demi de familles en moins de cinq ans. La réforme s'est une fois encore enlisée dans les méandres des procédures juridiques et des règlements de comptes.

Mais l'Amazonie et sa forêt dévastée ne sont pas que le symbole de cette réforme avortée. C'est aussi celui du péril écologique qui guette le monde. L'hélicoptère américain *Time* a consacré son dernier numéro à un dossier sur « La terre en danger, Planète de l'année » et rappelle, par exemple, que la déforestation tropicale au Brésil a dégagé, en 1980, 336 millions de tonnes de carbone (pour, à titre de comparaison, 192 millions en Indonésie et 123 millions en Colombie). En 1987 on estime que les brûlis ont ravagé 200 000 kilomètres carrés de la forêt amazonienne, un peu plus cette année, soit une surface équivalente à celle de l'Allemagne fédérale. Devant un tel désastre, et sous la pression de la Banque mondiale, le Brésil a lancé il y a quelques semaines un programme baptisé « Notre nature » et suspendu les incinérations fiscales et l'octroi de crédits aux projets qui nuisent à l'écologie de l'Amazonie.

De telles réformes ne sont évidemment guère du goût des grands propriétaires qui reprochent au président d'être influencé par les organismes internationaux. Ils affirment aussi que ces mesures restrictives seront fatales pour le développement du territoire amazonien et du Brésil tout entier. Dans les sphères du pouvoir, de l'argent et de la politique, on se bat autour de l'Amazonie à coup de décrets, de compromissions et de luttes d'influence. Sur le terrain, à Xapuri, ce sont les armes qui parlent, et « Chico » a payé de sa vie le combat qu'il menait.

D. H.-G.

(1) *Le Monde* des 25, 26 et 27 décembre.

FESTIVAL 4x4

DE NOËL AUX ROIS
146, BOULEVARD DE GRENNELLE
TOUTE LA GAMME D'ANGEL ET
405 TURBO 16 GRAND RAID



Darlimat

ESSAIS SUR RENDEZ-VOUS
45 75 62 80
3615 Darlimat

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

36.15 LEMONDE

Code ASSUR

Diplomatie

A l'aéroport de Madrid

Tête-à-tête
Mitterrand-GonzalezMADRID
de notre correspondant

A l'issue d'une visite privée en Espagne, M. François Mitterrand s'est entretenu pendant près d'une heure, mercredi 28 décembre, à l'aéroport de Madrid, avec le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez.

Du côté espagnol, on affirmait à l'issue de la rencontre que les conversations avaient principalement porté sur les questions européennes, alors que l'Espagne et la France s'apprêtent à exercer successivement, en 1989, la présidence de la Communauté. On précisait que les thèmes de l'Europe sociale, de l'Europe audiovisuelle et de l'union monétaire avaient été au centre des entretiens.

MM. Mitterrand et Gonzalez ont en outre évoqué la situation au Proche-Orient (la France et l'Espagne font toutes deux partie de la « troika » communautaire chargée de prendre contact avec toutes les parties intéressées au conflit), ainsi que les problèmes de l'Amérique latine, principalement celui de la dette.

M. Mitterrand avait auparavant passé cinq jours en Andalousie, dans une ferme appartenant au ministère de l'Agriculture située près d'Andujar, dans la province de Jaén. Il avait également fait une visite touristique à l'Alhambra de Grenade.

Europe

URSS

M. Chevardnadze souhaite que les consulats soviétiques « humanisent » leur travail

Moscou. — Les consuls soviétiques, réunis mercredi 28 décembre à Moscou, ont été invités par le ministre des affaires étrangères, M. Edoard Chevardnadze, à « humaniser » leur travail, notamment à l'égard des cent cinquante mille Soviétiques résidant en permanence à l'étranger, a rapporté l'agence Tass.

Un projet de décret du présidium du Soviet suprême, modifiant le code consulaire de 1976 et définissant les conditions « d'entrée et de sortie » de l'URSS, a été mis au point, a indiqué M. Chevardnadze.

Rendant compte du rapport du ministre, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a indiqué que les nouvelles conditions allaient toutes dans le sens d'une libéralisation. Les limitations de déplacement au URSS des Soviétiques établis à l'étranger seront notamment supprimées, a précisé M. Guerassimov, soulignant que ces personnes, « principalement des personnes mariées à des étrangers », sont trop souvent considérées à tort comme des « traitres à la patrie ».

M. Chevardnadze a aussi appelé les diplomates à « favoriser l'intérêt » exprimé maintenant envers l'URSS par « près de 20 millions de compatriotes » qui vivent à l'étran-

ger. « Nous voulons que ces émigrés, comptant au nombre de ceux qui peuvent aider au développement de relations entre leur pays et l'URSS », a-t-il dit.

Contre l'exil forcé

Dans un ordre d'idée voisin, l'hebdomadaire *Literaturnaja Gazeta* proteste, dans son numéro paru mercredi, contre l'exil forcé des Soviétiques privés de leur citoyenneté en estimant que cette pratique, à laquelle le Kremlin a eu encore recours récemment, était incompatible avec « l'Etat de droit » souhaité par M. Mikhaïl Gorbatchev.

Le journal reproche aux autorités de recourir encore à « cette pratique illégale » afin de chasser les gens d'avoir « eu et défendu un point de vue ».

En juillet dernier, le militant nationaliste arménien, Parour Arikian, a ainsi été déchu de la citoyenneté soviétique et embarqué à bord d'un avion à destination de l'Ethiopie après avoir été accusé de calomnier l'Etat soviétique.

D'autres Soviétiques connus avaient été d'une façon similaire privés de la nationalité soviétique par décret du présidium du Soviet

suprême et expulsés d'URSS, notamment l'écrivain Alexandre Soljenitsyne (1974) et le dissident Youri Orlov (1986). *Literaturnaja Gazeta* souligne que cette pratique « avait suscité des protestations en raison de son illégalité » lorsqu'elle avait été utilisée par Staline à l'encontre de son rival Léon Trotski.

Les personnes victimes de cette mesure ne disposent d'aucun recours légal, ajoute le journal, dans la mesure où elles ne font pas l'objet d'une accusation formelle pour un délit avant d'être privées de leur citoyenneté. « Les gens ne peuvent pas se défendre contre l'arbitraire », déplore *Literaturnaja Gazeta*.

Le journal prône par ailleurs la levée des restrictions concernant l'émigration.

Les gens devraient être autorisés à résider où ils le souhaitent, d'autant plus que la plupart des émigrés ont quitté l'URSS pour des raisons économiques, estime-t-il. Toutefois, *Literaturnaja Gazeta* signale ceux qui se sont rendus complices de « trahison », notamment en « vendant des secrets militaires ou des secrets d'Etat pour encaisser un gain personnel ». — (AFP.)

POLOGNE

Une campagne contre la prescription des crimes stalinien

Dans un message adressé à la Cour internationale de justice de La Haye (Pays-Bas), trente-huit intellectuels et syndicalistes polonais réclament la non-prescription des crimes stalinien et exigent que leurs auteurs soient défaits en justice.

Les signataires de ce document parvenu mercredi 28 décembre à l'AFP estiment que « des millions de personnes, voire des peuples entiers, ont été exterminés durant la période stalinienne et que ces crimes n'ont d'égaux, dans leurs formes et méthodes, que ceux perpétrés par les nazis pendant la deuxième guerre mondiale ».

Des copies du message — daté du 17 décembre — ont été adressées à la Diète polonaise, à l'épiscopat et à M. Lech Walesa. Parmi ses signataires, on relève les noms de

MM. Jerzy Turowicz, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny*, Stefan Kurkowski, professeur d'économie, Zbigniew Bujak, ancien chef des clandestins en Pologne et Jan Szczepkowski, ancien président de l'Association des auteurs.

Grève de la faim

Depuis quelques temps, la presse polonaise ne cesse de dénoncer les crimes stalinien commis en Pologne et réclame de sévères condamnations pour leurs auteurs. Plusieurs lecteurs du quotidien *Kurier Polski*, organe du Parti démocratique (sa pourvoir), associé avec le PC polonais, ont demandé que toute la lumière soit faite sur les activités de l'ancien

président Boleslaw Bierut (mort à Moscou en 1956), en le qualifiant de « serviteur fidèle de Staline ».

D'autre part, cinq dissidents se sont joints, mercredi, à une grève de la faim entamée le jour de Noël à Varsovie par douze de leurs camarades afin de protester contre l'incapacité d'objecteurs de conscience et de militants polonais et tchécoslovaques des droits de l'homme.

Les grévistes réclament la libération de trois pacifistes polonais, MM. Jan Tomaszewicz, Jan Napierala et Krzysztof Galinski, d'un officier de police, M. Adam Hodyz, qui purge une peine de six ans de prison pour collaboration avec Solidarnosc, et de sept militants des droits de l'homme tchécoslovaques. — (AFP.)

YUGOSLAVIE

Toujours pas de budget pour 1989...

La Yougoslavie risque d'entrer dans la nouvelle année sans avoir adopté le budget pour 1989. Le projet de loi de finances soumis au Parlement fédéral a été rejeté mercredi 28 décembre par la majorité des Républiques de la Fédération qui demandent une réduction de son volume. Evalué à 25 milliards de francs, il est en fait contraint à 169 % par rapport au précédent. Les députés conditionnent également leur approbation à l'adoption du programme économique pour 1989, sur lequel il n'y a pas non plus d'accord.

Les débats parlementaires de mercredi ont été mouvementés, et plusieurs intervenants ont réclané la démission du premier ministre, M. Branko Mikulic, estimant qu'il n'a pas été à la hauteur de sa tâche. Le même jour, le quotidien de Zagreb *Vjesnik* écrivait que « le maintien au pouvoir du gouvernement Mikulic serait une plus grande surprise que sa chute ».

L'an dernier déjà, le gouvernement avait rencontré des difficultés analogues, qui l'avaient contraint à démissionner. Il a été révoqué par le Parlement fédéral. Une mesure identique sera sans doute appliquée si le budget est de nouveau rejeté par les députés vendredi à la fin de la session de trois jours du Parlement fédéral.

Par ailleurs, la grève des conducteurs de locomotive, déclenchée

judée mensongère, M. Gaces a déjà été membre du Conseil national de sécurité de 1974 à 1979. Pour le poste de numéro deux de ce conseil, il n'aura pas besoin de la confirmation du Sénat. Il sera remplacé à la CIA par M. Richard Kari, actuellement chef de la section renseignements de la centrale. — (AFP, Reuters.)

Des mesures de sécurité ont été prises et d'importantes renforts militaires envoyés en Casamance, région méridionale du Sénégal, où une embuscade tendue par des rebelles a tué deux militaires et blessé six autres le 18 décembre dernier, a-t-on appris de bonne source à Dakar. Des unités d'élite de l'armée sénégalaise (fusiliers marins, commandos et parachutistes) ont été envoyées vers les villes de Biyemba (non loin du lieu de l'embuscade) et de Ziguinchor (préfecture de la région) à quelque 500 km au sud de la capitale sénégalaise.

Si aucun incident n'a été relevé depuis l'embuscade du 18 décembre, les militaires s'attendent à ce que

mardi par les machinistes de Ljubljana, en Slovénie, s'étend. Les grévistes réclament une hausse de 15 % de leurs salaires. Les conducteurs de la ville de Novo-Mesto, dans la même République, se sont joints mercredi au mouvement. Les machinistes de Titovo-Uzice, en Serbie, ont également cessé le travail. Leurs revendications portent essentiellement sur la qualité et l'entretien du matériel. Les ouvriers affirment qu'aucune des cent trente locomotives dépendant des chemins de fer de Belgrade n'est en état de marche satisfaisant et que des accidents « peuvent survenir à tout instant ». — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

M. Robert Gates deviendra l'adjoint du conseiller pour la sécurité nationale

Le président élu George Bush a annoncé mercredi 28 décembre qu'il avait choisi M. Robert Gates, actuellement numéro deux de la CIA, pour être l'adjoint de son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft. M. Gates, quarante-cinq ans, avait été choisi en 1987 pour remplacer William Casey, qui venait de mourir, à la tête de la CIA. Mais M. Reagan était revenu sur cette décision devant les questions soulevées à propos du rôle joué par M. Gates dans le scandale de l'irangate.

A l'époque, de nombreux parlementaires, y compris des républicains, estimaient que M. Gates n'aurait pas dû rester à la CIA après la révélation du fait qu'il avait aidé William Casey à préparer sa déposition au Congrès sur l'irangate, déposition que beaucoup avaient

jugée mensongère. M. Gates a déjà été membre du Conseil national de sécurité de 1974 à 1979. Pour le poste de numéro deux de ce conseil, il n'aura pas besoin de la confirmation du Sénat. Il sera remplacé à la CIA par M. Richard Kari, actuellement chef de la section renseignements de la centrale. — (AFP, Reuters.)

Sénégal

Tension en Casamance

Des mesures de sécurité ont été prises et d'importantes renforts militaires envoyés en Casamance, région méridionale du Sénégal, où une embuscade tendue par des rebelles a tué deux militaires et blessé six autres le 18 décembre dernier, a-t-on appris de bonne source à Dakar. Des unités d'élite de l'armée sénégalaise (fusiliers marins, commandos et parachutistes) ont été envoyées vers les villes de Biyemba (non loin du lieu de l'embuscade) et de Ziguinchor (préfecture de la région) à quelque 500 km au sud de la capitale sénégalaise.

Si aucun incident n'a été relevé depuis l'embuscade du 18 décembre, les militaires s'attendent à ce que

Turquie

Plus de 250 morts en 1988 dans les accrochages avec les rebelles kurdes

Le bilan des accrochages entre rebelles kurdes et forces de l'ordre au sud-est de la Turquie s'élèverait, en 1988, à 257 personnes tuées et quelques 150 blessées, a déclaré, le mercredi 28 décembre, M. Hüseyin Kozakoglu, ancien chef de l'Etat-major, 683 personnes ont été condamnées à des peines de prison durant la même période.

Depuis la reprise des combats en août 1984, le nombre de tués s'élève à environ 3 000, selon les chiffres officiels.

Asie

AFGHANISTAN

Kaboul envisage de dissoudre le Parti communiste

Les autorités soviétiques de Kaboul envisagent sérieusement de dissoudre le Parti démocratique populaire (PDP), communisme et de le remplacer par un « parti libéral démocratique et national », a indiqué un haut fonctionnaire gouvernemental souhaitant garder l'anonymat. « Une commission a été instaurée pour changer le nom du parti et réviser son programme. »

Nous ne ferons plus référence au marxisme. La politique économique sera changée, « elle ne sera plus du tout socialiste et permettra les investissements étrangers et l'installation, selon les normes internationales, des sociétés étrangères. Cela changera beaucoup de choses dans le pays », a ajouté ce dirigeant, qui est également un membre influent du PDP.

Il a précisé que les quelque 250 000 membres du PDP ne pourront participer au nouveau parti que s'ils acceptent ce programme. Les membres les plus radicaux ont été écartés et le comité central, largement purgé, estime les observateurs, qui craignent des réactions violentes de la part d'une minorité jusqu'au-boutiste et de membres du Khab, le parti secret.

Le nouveau parti sera une formation comme les autres, et aucun parti ne sera interdit, a ajouté le dirigeant de Kaboul. La dissolution du PDP correspond à l'une des exigences de la résistance afghane. (AFP.)

JAPON

Le nouveau ministre de la justice compromis à son tour dans le scandale Recruit

TOKYO
de notre correspondant

A en croire le caricaturiste du quotidien *Asahi*, le premier ministre, M. Takeshita, comptait, avec le récent remaniement ministériel auquel il vient de procéder « changer de veste » et libérer son gouvernement de l'ombre du scandale politico-boursier Recruit. Cosmos. Les nouveaux membres d'un cabinet que les commentateurs s'attendaient pour qualifier de « gris » et de « papaverose » ne sont certes pas des « ténors » de la politique. Mais ils étaient supposés ne pas avoir trempé dans des affaires douteuses. Or l'affaire Recruit continue de col-

ler à la peau du premier ministre, comme à la classe politique.

Le nouveau ministre de la justice, M. Hasegawa, est (trois jours après la formation du cabinet) sur la sellette : l'agence Kyodo vient de révéler que son « secrétaire » (dans ces scandales ce sont toujours eux les responsables et jamais leur patron) a admis avoir accepté 5 millions de yens de Recruit pour une des associations de soutien à l'élection de M. Hasegawa. Certes le financement de M. Hasegawa est légèrement différent de celui de ses collègues : il n'a pas acheté d'actions avant cotation, mais il n'en a pas moins reçu de l'argent d'une entreprise compromise dans les sombres manigances avec le monde politique.

VIETNAM

M. Roland Dumas remercie Hanoi pour la libération de Mai Van Anh

Le gouvernement français a adressé, mercredi 28 décembre, un message de remerciements aux autorités vietnamiennes pour la mesure de libération exceptionnelle prise en faveur de Mai Van Anh, âgé de cinquante-neuf ans, Français d'origine vietnamienne, condamné à mort pour espionnage en décembre 1984. « Je veux vous remercier de l'attention particulière que vous avez bien voulu porter à ce cas humanitaire particulièrement difficile », a écrit à son homologue vietnamien le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas avait obtenu, en janvier

1985, que la peine de M. Mai Van Anh soit commuée en détention à perpétuité.

Fils d'un vétérinaire, interné à l'âge de treize ans dans un camp du Vietnam, M. Mai Van Anh était entré dans l'armée française en 1954, avant de prendre sa retraite de pilote de la compagnie Royal Air Maroc. En 1984, il avait décidé, sans en avertir sa famille, de rentrer clandestinement au Vietnam, en passant par la Thaïlande. Sa famille ne retrouva sa trace que lors de sa comparution devant le tribunal populaire d'Ho Chi Minh-Ville (ex-Saigon). Il devrait être libéré dans les prochains jours, a précisé un porte-parole du Quai d'Orsay.

Membre de la faction de M. Abe, numéro deux après le premier ministre, du Parti libéral démocrate (dont il est le secrétaire général), M. Hasegawa est président d'une commission parlementaire chargée de réformer l'éthique des partis politiques.

M. Hasegawa, le jour de sa nomination, déclarait hautement à la télévision : « Je suis à ce poste parce que je suis totalement étranger à ce scandale. » Il a dû, le lendemain, se contenter d'un « *sumimashi* » (je m'excuse) quand il fut interrogé par les journalistes. Il affirma, comme tous ses collègues, qu'il n'était en rien au courant des opérations auxquelles se livrait son secrétaire.

Décidément, le nouveau cabinet « ne présente pas très bien ».

D'autant qu'il est de notoriété publique que le nouveau ministre des PTT, M. Kataoka, membre du clan de l'ex-premier ministre Nakasone, a été imposé à M. Takeshita par son prédécesseur. Fortement soupçonné d'être au centre du scandale Recruit — notamment par le biais du géant des télécommunications, NTT, dont le président M. Shinto a dû démissionner étant lui aussi impliqué, — M. Nakasone tenait à ce que ce soit un homme à lui qui ait la haute main sur les PTT, ministère de tutelle de NTT.

Le ministre de la justice s'est rendu chez M. Takeshita pour lui faire part de son embarras. « Ce sont des choses qui arrivent », lui aurait répondu, fataliste, le premier ministre. Mais ce dernier n'en doit pas moins mettre un peu d'ordre dans son cabinet pour affronter les élections sénatoriales prévues pour l'été prochain.

PHILIPPE PONS.

Proche-Orient

ISRAËL

Tentatives palestiniennes d'infiltration et représailles immédiates

L'armée israélienne a fait échouer, mercredi 28 décembre, une nouvelle tentative d'infiltration de commandos palestiniens à la frontière israélo-libanaise, tant les trois auteurs de cette tentative. Armés de fusils d'assaut et de lance-roquettes anti-chars, les trois hommes ont été interceptés alors qu'ils venaient de cisailer des barbelés munis d'un système d'alerte électronique, a-t-on précisé de source militaire.

Au Liban, le Front de libération de la Palestine (FLP) a revendiqué la responsabilité de cette attaque et a confirmé que les trois combattants palestiniens avaient été tués. C'est la seconde fois en un peu plus de quarante-huit heures qu'un commando palestinien tente de s'infiltrer en territoire israélien à partir du Liban. Trois Palestiniens avaient ainsi été tués dans la nuit de dimanche à lundi dans des circonstances analogues à celles de mercredi.

Judi, des hélicoptères israéliens ont attaqué une position de la milice chiite Amal au Liban en représailles au soutien qu'elle aurait apporté à la tentative d'infiltration de mercredi, a indiqué un porte-parole de l'armée israélienne. Selon celui-ci, les trois combattants du FLP ont été tués de la position bombardée jeudi. La veille le général Dan Shomron, chef d'état-major, avait mis en garde « les éléments » qui « aident les ter-

roristes ». « S'il le faut, avait-il dit, l'armée israélienne interviendra pour leur faire entendre raison ». « La multiplication des tentatives d'infiltration en territoire israélien à partir du Liban est l'autre face de l'intifada » (soulèvement dans les territoires occupés), avait encore déclaré le général Shomron.

Ce soulèvement a fait deux nouvelles victimes mercredi, deux Palestiniens de dix-huit et dix-neuf ans, tués en Cisjordanie par l'armée lors de manifestations accompagnées de jets de pierres, portant à près de trois cent cinquante le nombre de Palestiniens tués depuis le début de l'intifada. Il y a un peu plus d'un an.

Huit autres manifestants ont été blessés mercredi tandis que les territoires occupés étaient paralysés par une grève générale décrétée par la Direction nationale du soulèvement.

Par ailleurs, à Amman, un cadre de l'OLP, M. Yasser Abed Rabbo, qui a notamment conduit la délégation palestinienne lors du premier contact, le 16 décembre à Tunis, entre l'organisation de M. Arafat et les Etats-Unis, a indiqué mercredi que « la formation d'un gouvernement provisoire palestinien serait annoncée au plus tard dans deux mois ». — (AFP, AP, Reuters.)

ÉGYPTE

Les démêlés du Prix Nobel avec la censure religieuse

LE CAIRE
de notre correspondant

Que l'on s'appelle Naguib Mahfouz, que l'on ait obtenu le Nobel de littérature et la plus haute distinction égyptienne n'y changera rien. *Aoued Haretna* (« Enfants de notre quartier »), le roman de Naguib Mahfouz qui a suivi sa célèbre trilogie reste interdit en Egypte. C'est ce qu'a réaffirmé, au Caire, le secrétaire général du Centre d'études islamiques dépendant de l'Achar, cette Sorbonne de l'islam sunnite.

Le livre de boucliers des islamistes et des autorités religieuses égyptiennes a été refusé après la publication par le quotidien *Messa* du premier épisode d'*Aoued Haretna*, qui devait paraître sous forme de feuilleton.

« Roman maudit qui se moque de Dieu, des prophètes et des religions », a écrit la revue islamiste *El-Nour* (« La Lumière »), sommant Naguib Mahfouz de le renier publiquement. « même si, grâce à lui, il a obtenu le prix Nobel ».

De son côté, l'écrivain musulman Khaled Mohamed Khaled a mené en garde le romanier contre « les dangers incalculables que pourrait lui valoir la publication de ce qui n'est ni une œuvre littéraire ni un roman ».

Mahfouz, qui n'avait pas été consulté par le journal *Messa*, a demandé l'arrêt de la publication d'*Aoued Haretna*. « Malgré le fait qu'*Aoued Haretna* ne porte atteinte à la religion, je ne publierai pas ce livre tant que l'Achar y restera opposé ».

L'Egypte a, en effet, assez de problèmes et je ne veux pas en rajouter un nouveau », a déclaré

l'écrivain dans une conférence de presse, à l'occasion de la remise du prix Nobel à ses deux filles — qui le représentaient à Stockholm.

Le livre était pourtant paru à l'origine sous forme de feuilleton dans le quotidien *El-Ahram* en 1959. L'auteur, recourant au symbolisme, faisait défiler dans une petite rue des personnages rappelant tel ou tel prophète et accomplissant les vicissitudes d'un dénuement, Gabalaoui, qui mourrait à la fin du récit. « J'ai été accusé d'être un mécréant par les cheikhs, qui ont demandé que je sois jugé sans vraiment donner des raisons », nous avait déclaré Naguib Mahfouz avant d'ajouter en riant : « Les hommes de religion ne sont pas portés à la lecture des romans. » Il aurait pu ajouter : ni aux essais, car l'Achar avait interdit sous le roi Farouk I^{er} la poésie arabe-islamique, étude où Taha Hussein remettaient en cause certains présupposés de la littérature arabe.

Le renouvellement de l'interdit frappant *Aoued Haretna* constitue un défi personnel au président Moubarak. Le rais avait en effet affirmé, le jour où il décernait l'ordre suprême du Nil à Naguib Mahfouz qu'« aucun livre n'était interdit de publication depuis son arrivée au pouvoir ».

Quoi qu'il en soit, l'interdit de publication et de diffusion n'a pas empêché les Égyptiens de lire *Aoued Haretna* avec un intérêt déçu. L'édition libanaise du livre s'est en effet vendue sur les trottoirs du Caire et dans les kiosques à journaux, au grand dam des islamistes.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

LIBYE

M. Reagan proroge les sanctions économiques

Le président Reagan a prorogé, le mercredi 28 décembre, pour six mois, les sanctions économiques américaines contre la Libye, affirmant que ce pays continuait d'utiliser et de soutenir le terrorisme international. Ces sanctions, notamment le gel des biens libyens aux Etats-Unis et un embargo commercial, ont été prises le 8 janvier 1986. Elles ont été prorogées, depuis lors, tous les six mois.

Dans une lettre notifiant au Congrès la poursuite de ces sanctions, M. Reagan déclare que « le gouvernement libyen continue d'utiliser et de soutenir le terrorisme international en violation des lois internationales », faisant peser une « menace extraordinaire sur la sécurité nationale » des Etats-Unis.

Cette décision du président Reagan intervient en plein différend américano-libyen à propos d'une

naïne proche de Tripoli dont Washington assure qu'elle est destinée à la production d'armes chimiques, ce que démentent les autorités libyennes (*Le Monde* du 28 décembre). — (AFP.)

LE FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique. Puissance financière et zone franc. Dilemme, missions de police : les armes classiques et nucléaires. Evénements : 2^e dominance territoriale mondiale (zone méditerranéenne). DOM-TOM. L'Afrique a les 40 pays d'exportation française.
356 pages, 90 F. Franco chez l'auteur : **FRANÇOIS DE PREUIL**
49560 NUEL-SUR-LAYON

CHINE : Les soubresauts d'une crise de société

Les petits timoniers de Pékin

(Suite de la première page.)

Signe que la crise que le régime traverse est grave, les célébrations prévues pour le dixième anniversaire du début des réformes ont été réduites à quelques formes discrètes dans la presse officielle. Déjà on parle de l'abandon de toute parade grandiose pour le quarantième anniversaire du régime, le 1^{er} octobre 1989.

Car, si les réformes ont effectivement commencé à faire progresser le revenu moyen, l'attention est aujourd'hui rivée sur leurs « sous-produits » : dérapage économique, chute vertigineuse de l'autorité, valse-hésitation des instances dirigeantes, agitation dans les provinces ou chez certaines minorités ethniques, corruption généralisée... Chaque problème alimente les autres et, où que l'on se tourne, on en arrive toujours à une même question : y aura-t-il quelque chose de positif dans l'empire du Milieu ?

Un feuilleton télévisé controversé

Le problème le plus pressant est l'inflation. Mais c'est la dimension politique qui est la plus sérieuse. Pendant trente ans et plus, le régime a présenté la hausse des prix comme le mal absolu, annonciateur de l'effondrement des sociétés capitalistes et preuve à contrario de la supériorité du socialisme. Il est contraint, aujourd'hui de reconnaître un taux d'inflation de 26 %, et chacun sait que, dans les villes tout au moins, il est bien plus élevé.

Les rumeurs sur les techniques, le parti qui consommerait de l'été, ont servi de sonnette d'alarme au régime. Pourtant, des dignitaires s'étaient alignés bien avant — dès le début de l'année, avec des grèves, dont la haute direction était au courant. Elle a choisi de les ignorer en pensant qu'il suffirait que la presse officielle les passe sous silence pour que l'effervescence retombe.

C'est ainsi que M. Deng en est venu à mettre sa popularité dans la balance, au début de l'été, en faveur de l'impopulaire mais nécessaire réforme des prix. Il s'agit en cela l'avis de conseillers économiques partisans de couper le cordon avec le centralisme sans considérer le coût social de l'aventure. Le double système de prix qu'il est question d'éliminer est effectivement un des principaux moteurs de l'inflation et de la spéculation effrénée, sur les matières premières notamment.

Le hic tient à la feuille dé-rigée qui sert encore de légende au régime : sa position socialiste. Fasse de pouvoir admettre qu'il cherche une autre solution au sous-développement, le Parti communiste ne peut tolérer une perte de confiance dans la monnaie aussi criante que celle que connaît la Chine. C'est le raisonnement qui a amené le pouvoir, à l'automne, à

l'occasion d'un troisième plénum — boulot — du comité central du parti au « superanné », à geler pour au moins deux ans la réforme des prix et à tenter de freiner la croissance industrielle, dans l'espoir de ramener l'inflation à moins de 10 %.

Mais, sur d'autres fronts aussi, les symptômes d'une grave crise de régime se sont accumulés. La guérilla culturelle, sans prendre les formes des grandes manœuvres moutonnées d'antan, rebelle, au centre des polémiques, une série d'articles qui a secoué le public comme un électrochoc : « He Shang » (la rivière asséchée), qui met en cause l'héritage multi-millénaire du pays, assimilé à un boulet qui empêche aujourd'hui son décollage économique.

L'armée et l'argent

Comme toujours en Chine, dès que l'on s'avance sur le terrain miné de la culture, les chivages politiques sont réapparus à l'occasion de la polémique. Les plus « libéraux », dont M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PC, qui avait approuvé la diffusion de cette œuvre — ont été pris à partie par un camp « traditionaliste », pour qui la survie du régime passe par la récupération de cet héritage ancestral.

Ce genre de débat trépidant, qui s'apparente au rite en régime communiste, permet à chacun de se positionner, et l'épreuve de force finit par dépasser les enjeux immédiats. Aussi, lorsque, à la fin novembre, des crédits furent débiqués pour la réalisation d'une suite à la série télévisée, on peut conclure que M. Zhao, au sujet de qui quantité de rumeurs alarmistes avaient couru à la fin de l'été, restait, somme toute, en bonne posture à la tête du régime.

Nouvelles manifestations anti-africaines à Nanjing

La police a dispersé, mercredi 28 décembre, une nouvelle manifestation d'environ trois mille étudiants chinois dans les rues de Nanjing (Nankin). Pour la troisième journée consécutive, ils contendaient protester contre les étudiants africains impliqués dans une rixe la nuit de Noël (*Le Monde* des 28 et 29 décembre) et demandaient que des sanctions soient prises contre eux. Des centaines de policiers sont intervenus pour faire respecter l'interdiction de manifester imposée par les autorités.

Selon le témoignage d'étudiants américains qui se trouvaient sur le campus de l'université de Nanjing et

Plus inquiétants, en fait, dans le comportement général de la direction chinoise au cours des derniers mois, est une propension très nette au pilotage à vue. Après la gaffe de l'été, les mesures adoptées à l'automne sont apparues brouillonnes. Plusieurs semaines ont passé sans que quiconque à la direction du pays soit capable de dire, par exemple, combien de sociétés à capitaux mixtes seront affectées par le sabre des réductions de budget. Face aux hommes d'affaires inquiets, on n'a vu se dresser que des administrations affolées, soucieuses de sauver les meubles en convertissant leurs avoirs en dollars.

En outre, rien ne dit que le régime sera effectivement en mesure d'imposer ses volontés aux provinces, dont les responsables montrent un talent hors pair pour contourner les règlements et s'offrir sans vergogne des réalisations coûteuses malgré les interdictions pékinoises.

La corruption et le clientélisme aidant, le PC a perdu dans une bonne mesure le contrôle de sa propre machine et des forces sur lesquelles il s'appuyait traditionnellement. La grigne a gagné les organisations de masses, au point que leurs débats doivent être, par moments, censurés. Enfin, même l'armée s'est prise au jeu de l'argent, contraignant régulièrement ses chefs à rappeler à la hiérarchie que sa finalité n'est pas de s'enrichir en produisant des machines à laver ou des réfrigérateurs, si durs que soient ces temps d'austérité budgétaire, mais bien d'assurer la défense du pays.

Tous ces défis sont aggravés par le compte à rebours de la « bombe démographique » que Pékin ne parvient pas à enrayer. Les planificateurs de la population en sont à admettre 70 millions à 80 millions de Chinois de plus que prévu en l'an 2000 — dans l'attente d'un

qui ont été regroupés et mis en résidence surveillée par la police, alors qu'ils tentaient de quitter la ville par le train, cette intervention a peut-être empêché de nouvelles violences qui auraient pu faire des victimes. Ils ont cependant accusé les forces de l'ordre de les avoir brutalisés, défilés dans des conditions déplorable et de les avoir soumis à des interrogatoires. Selon eux, les étudiants africains demandent à quitter Nanjing pour Pékin, et des négociations sont en cours entre plusieurs ambassades africaines et les autorités chinoises. — (UPI, AFP, Reuters.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

La bataille pour le siège du Parlement européen Chut, ne dites rien au président français...

BRUXELLES
de notre correspondant

L'essentiel : surtout que Mitterrand ne s'énervait pas ! Cette bataille d'un homme politique bruxellois résume bien l'attitude des responsables belges dans la querelle relative au siège du Parlement européen. Depuis le vote « historique », de la commission politique de cette Assemblée (le Monde du 3 décembre 1988) prévoyant la tenue de certaines sessions à Bruxelles et demandant le transfert de quelques mille fonctionnaires européens de Luxembourg vers la capitale du Royaume, les Français font donner la grosse artillerie, mais les Belges en revanche restent étrangement muets.

M. Claude Villain — surnommé « le para » lorsqu'il était à la tête de la direction générale de l'agriculture à la commission européenne — a ainsi été désigné par M. Rocard comme « M. Strasbourg ». De pleines pages de publicité dans les quotidiens français viennent les mérites de la capitale alsacienne. Une opération-chaîne est menée auprès des parlementaires européens et, sans encore « s'énervier », le président de la République, au dernier conseil européen de Rhodes, a lancé l'offensive.

Cette agitation n'a jusqu'à présent provoqué aucune réaction à Bruxelles. Ici, on agit en « *stroe-minks* » (en douce). Les initiatives pourtant ne manquent pas. Une agence de publicité belge aurait proposé aux autorités bruxelloises de réagir « *œil pour œil, dent pour dent* » à la campagne strasbourgeoise par une campagne similaire en faveur de Bruxelles. Pas de réponse. Les directeurs de journaux auraient offert d'ouvrir — « *gratuitement même* » — comme le disent certains Belges, adeptes émérites de la redondance — des espaces publicitaires à la ville. Pas de réponse. La décision prise début décembre par la commission politique du Parlement européen n'a suscité qu'indifférence, les journaux de la capitale ne lui accordant que quelques lignes. Et si M. Willy de Clerc, qui va quitter la Commission européenne le 1^{er} janvier, s'est autoproclamé « M. Bruxelles », il l'a fait sans aucun mandat officiel. Il aurait mieux fait de rester tranquille, disent certains. Il va encore indisposer les Français.

Les hommes politiques belges, du reste ont-ils tellement envie de voir Bruxelles remporter la bataille ? Les Flamands se méfient depuis toujours de cette ville francophone à 80 %. Ainsi responsables et militants du tout-puissant et très catholique CVP, le parti du premier ministre Wilfried Martens n'aiment pas par principe cette ville, symbole de toutes les dépravations. Hugo Klaus dans le *Chagrin des Belges* a bien décrit cette méfiance de la Flandre profonde à l'égard de Bruxelles. Quant aux hommes politiques francophones, ils sont tous unanimes à quelques exceptions près, et eux aussi terriblement circonspects à l'égard d'une capitale qu'ils pensent prête à trahir à la première occasion la cause de la francophonie. Symbole de cette « non-existence politique de Bruxelles », la personnalité des candidats aux dernières élec-

tions communales à Bruxelles-Ville, pourtant la plus prestigieuse des dix-neuf communes de l'agglomération : l'actuel bourgmestre socialiste Hervé Bruhon, cité à comparaître lors du procès du Heyzel, affrontait l'ancien premier ministre social-chrétien Paul Vanden Boeynants, condamné en 1986 à deux ans de prison avec sursis pour fraude fiscale et usage de faux !

Quant au statut de Bruxelles, longtemps précaire car francophone et Flamands ne parvenaient pas à s'entendre, il a enfin été mis au point, et, au 1^{er} janvier prochain, la ville sera très largement autonome, au même titre que les deux autres régions du pays. Mais à aucun moment au cours des discussions n'a été soulevé le point de savoir quelles

réformes il conviendrait de réaliser pour aider au développement européen de la capitale.

La joie des promoteurs

Ce silence ne doit pas faire illusion. D'abord parce que, volontairement ou non, le rideau de fumée créé autour de ce sujet sera peut-être l'arme essentielle des Belges dans la future bataille avec Strasbourg. Que faire contre des ombres, surtout contre des ombres qui savent que le temps travaille pour elles ?

D'autre part, si les hommes politiques jouent les fantômes, d'autres ont compris à quel point le statut de capitale européenne pour Bruxelles pourrait être payant. Investissement prévu pour l'aménagement de

l'espace Bruxelles-Europe : 15 à 20 milliards de FF (environ 3 milliards de FF). 2 à 2,5 milliards de FF sont prévus uniquement pour la construction du Centre international des congrès, dont le Parlement européen a déjà loué plus d'un quart de l'espace. On chiffre entre 1,5 et 2,5 millions de mètres carrés la demande de bureaux à Bruxelles dans les dix prochaines années. Une manne pour les promoteurs, qui se soucient peu de savoir si cela énerve ou non le président de la République française.

Les responsables de Jones Lang Wootton, une des plus importantes entreprises de location de bureaux, n'hésitent pas à reconnaître : « 1988 aura été un an exceptionnel dans le secteur de l'immobilier ». Ils chiffrent ainsi à plus de 12 milliards de FF leurs ventes à des investisseurs étrangers, dont près de la moitié à des investisseurs européens, qui se précipitent depuis quelques mois sur Bruxelles.

Cette ruée sur une ville dont les loyers restent parmi les plus bas des grandes métropoles européennes n'est pas encore finie. « On peut encore espérer », écrivent joliment les responsables de Jones Lang Wootton, que pour 1989 le marché restera porteur, vu l'intérêt continu des investisseurs qui veulent se placer à Bruxelles en prévision du marché unique européen de 1993.

Quant aux Bruxellois de Bruxelles, ils commencent eux aussi à se laisser prendre par cette frénésie. A tel point que la population semble partagée entre trois catégories : ceux qui ont acheté, ceux qui achètent, et ceux qui vont acheter.

Ceux qui ont acheté (appartement ou maison) se frottent les mains : les prix augmentent, l'investissement se rentabilise. Vive l'Europe ! Ils sont nombreux dans ce cas. Les Belges, comme on dit ici, « ont une brigue dans le ventre », et leur système de prêts bancaires est un des plus ouverts d'Europe. Ceux qui sont en train d'acheter se marrent et réalisent la tâche de quatre pages que le ministre de l'Intérieur leur a fait parvenir. « M. Joxe s'efforce d'occuper l'ensemble des débats de fond que nous avons posés, il consacre de longs développements à des considérations tout à fait secondaires », a estimé M. Jean-Baptiste Rotilly-Forcili, le secrétaire général d'A. Cuncolo nazionalista, qui a réagi à la non-évacuation par le ministre de l'Intérieur de la situation des trente militants emprisonnés ou recherchés. « Même si, pour sauver les apparences, le ministre de l'Intérieur est amené à évoquer le principe de la séparation des pouvoirs, il ne peut délibérément occulter la question relative aux prisonniers politiques car elle est une question d'ordre politique ».

Puis, tout en reprochant à Pierre Joxe d'avoir isolé quelques phrases de leur lettre ouverte « pour les dégrader de leur contexte pour effectuer des citations critiques », les nationalistes ont commenté chacun des thèmes développés dans le texte signé par le ministre de l'Intérieur.

Ainsi, à propos de la « moralisation de la vie publique », M. Rotilly-Forcili a relevé que les « promesses de M. Joxe en matière électorale ne sont traduites par une petite réforme qui ignore le problème de fond de la constitution du corps électoral, et dont l'application n'aura lieu qu'après les municipales ! C'est-à-dire après l'élection, stratégie par excellence, du clan ».

La dernière précision : fin janvier doit être posée la première pierre du Centre international des congrès dont l'émancipation contestée arbitrairement certaines sessions du Parlement européen. Mais chut ! Ne le dites pas au président français.

ALAIN ROLLAT.

Après la réponse du ministre de l'intérieur à leur « lettre ouverte »

Les nationalistes corses critiquent M. Joxe mais ne refusent pas une rencontre

Les élus régionaux du mouvement nationaliste corse ont réagi sur le champ, mercredi 28 décembre, à la réponse du ministre de l'Intérieur, à leur récente « lettre ouverte ». Ils ont exprimé leur déception, sans toutefois rejeter la proposition de rencontre formulée par M. Joxe pour une « concertation sur les sujets de fonds ».

BASTIA
de notre correspondant

Les élus régionaux du groupe A Cuncolo nazionalista ont donné, mercredi 28 décembre, à Bastia une conférence de presse pour commenter les termes de la lettre de quatre pages que M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, leur avait adressée la veille (le Monde du 29 décembre) en réponse à leur « lettre ouverte » du 22 novembre dernier.

« Pierre Joxe souhaite nous rencontrer, c'est la seule nouveauté. A part cela, sa lettre est affligeante », a commenté M. Léo Battisti, l'un des trois élus du groupe A Cuncolo nazionalista à l'assemblée régionale de Corse. « Si nous avions un espoir, nous sommes déçus, nous sommes surpris, inquiets, car la réponse du ministre de l'Intérieur traduit une réalité qui pourrait être lourde de conséquences : ou bien le gouvernement n'a pas de politique pour la Corse, ou bien, plus grave encore, il ne veut pas en avoir ! ».

« Trop facile »

Les responsables nationalistes qui s'adressent aux journalistes ne cachent pas leur amertume. Ils insistent et insistent la tâche de quatre pages que le ministre de l'Intérieur leur a fait parvenir. « M. Joxe s'efforce d'occuper l'ensemble des débats de fond que nous avons posés, il consacre de longs développements à des considérations tout à fait secondaires », a estimé M. Jean-Baptiste Rotilly-Forcili, le secrétaire général d'A. Cuncolo nazionalista, qui a réagi à la non-évacuation par le ministre de l'Intérieur de la situation des trente militants emprisonnés ou recherchés. « Même si, pour sauver les apparences, le ministre de l'Intérieur est amené à évoquer le principe de la séparation des pouvoirs, il ne peut délibérément occulter la question relative aux prisonniers politiques car elle est une question d'ordre politique ».

Puis, tout en reprochant à Pierre Joxe d'avoir isolé quelques phrases de leur lettre ouverte « pour les dégrader de leur contexte pour effectuer des citations critiques », les nationalistes ont commenté chacun des thèmes développés dans le texte signé par le ministre de l'Intérieur.

Ainsi, à propos de la « moralisation de la vie publique », M. Rotilly-Forcili a relevé que les « promesses de M. Joxe en matière électorale ne sont traduites par une petite réforme qui ignore le problème de fond de la constitution du corps électoral, et dont l'application n'aura lieu qu'après les municipales ! C'est-à-dire après l'élection, stratégie par excellence, du clan ».

La dernière précision : fin janvier doit être posée la première pierre du Centre international des congrès dont l'émancipation contestée arbitrairement certaines sessions du Parlement européen. Mais chut ! Ne le dites pas au président français.

ALAIN ROLLAT.

laire et de son développement culturel comme des mesures que bien des départements continuent nous envier, est-ce un argument solide ? Ou est-ce la politique du gouvernement à l'égard de la Corse ? [...] M. Joxe oublie que, depuis des décennies, des dizaines de ministres de tous les régimes ont soutenu une politique de négation de nos droits culturels et se sont camouflés sous les mêmes arguments ».

La même analyse critique est développée par les nationalistes lorsqu'ils répondent aux propositions économiques de M. Joxe qui appelle les élus régionaux à utiliser les compétences qui leur sont données par le statut particulier pour définir le schéma d'aménagement de la Corse qui fournira le cadre à la politique régionale d'investissement. « Il est trop facile de mettre sur le compte d'une classe politique corse les responsabilités d'une politique économique car, tout au long de notre histoire, les choix décisifs qui ont été pris et assumés par le pouvoir français [...] et même si le clan reste la courroie de transmission de ces Etats, nous ne confondons pas causes et effets, auteurs et complices ».

Enfin, les nationalistes évoquent la partie de la lettre de M. Joxe consacrée, sans qu'il ne soit cité par le ministre de l'Intérieur — à l'ex-FLNC — Les actions militaires sont le fait d'un contexte politique. Elles sont sous la responsabilité du FLNC, mais nous ne partageons pas les thèses de M. Joxe sur ce qu'il appelle « la démocratie en Corse. Comment parler de démocratie là où la fraude, la corruption, l'assistanat règnent ? Comment parler de démocratie, alors que nous ne produisons rien et dépendons de tout ? ».

Si la lettre de M. Joxe a déçu ses destinataires, « c'est d'abord parce que les mesures arrêtées se bornent à l'accessoire sans jamais aborder l'essentiel », dit le secrétaire général de A. Cuncolo Nazionalista, ce qui l'amène à déclarer, « après huit mois de prise en charge du dossier corse, les propositions gouvernementales touchent les limites de l'acceptable ; pens-à-tes se sont-elles pas celles de Pierre Joxe, en tout cas elles sont celles d'une logique qu'il défend ». Une conclusion qui permet de penser que peut-être la porte du dialogue n'est pas complètement fermée, mais reste entrebâillée grâce au crédit personnel que M. Joxe a réussi à se constituer en Corse, où il est déjà venu sept fois en visite officielle depuis qu'il exerce des fonctions gouvernementales. C'est bien là la particularité de la réaction des nationalistes à la lettre du ministre de l'Intérieur.

Dès lors, qu'en sera-t-il de l'invitation de M. Joxe lancée aux nationalistes de la rencontrer ? Officiellement, aucune réponse n'est tombée, mais une assemblée générale d'A. Cuncolo Nazionalista est convoquée pour le 8 janvier, date à laquelle les instances du mouvement doivent être renouvelées. A cette occasion, la réponse à faire au ministre sera soumise aux militants, mais déjà certains disent « cet entretien avec Pierre Joxe apparaît nécessaire, ne serait-ce que pour clarifier les choses entre lui et nous ».

MICHEL CODACCIONI.

Le rectificatif du rectificatif de l'Humanité

Sous le titre « Rectificatif : point final », l'Humanité du jeudi 29 décembre publie un rectificatif au rectificatif paru mardi dans ses colonnes (le Monde du 29 décembre) concernant un article de M. Roland Leroy.

Répondant, mardi, à un « point de vue » de M^{lle} Lilly Marcou dans le Monde daté 25-26 décembre, consacré au stalinisme et à la perestroïka, le directeur de l'Humanité avait reproché à l'auteur du livre les *Défis de Gorbatchev* (Pion) d'oublier intentionnellement « les désaccords publics du PCF avec certaines pratiques du PCUS au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt », la dénonciation sans appel du stalinisme, l'appel à l'initiative créatrice des masses populaires ».

Le lendemain, l'organe central du PCF publie un rectificatif car « une modification de texte a été effectuée à l'imprimerie, changeant le sens d'une

phrase ». La nouvelle version met en évidence « les désaccords publics du PCF au cours des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt », la suite restant sans changement. Jeudi, le quotidien communiste rétablit la version initiale du président de l'Association France-URSS, qui précise que « les désaccords publics du PCF » sont bien « avec certaines pratiques du PCUS », mais fait disparaître, comme dans la version rectifiée, une simple virgule dans le passage « au cours des années soixante-dix et [...] du début des années quatre-vingt... ».

[La « modification de texte » évoquée par l'Humanité n'était donc qu'une simple modification de la ponctuation, la rectification à « malencontreusement » entraînant une véritable modification de sens. Le Monde accepte bien volontiers les compliments que lui délivre, au passage, l'Humanité qui vaude, dans la même page, la cohérence de la politique des communistes.]

Selon un sondage de BVA-Paris-Match Les Français mécontents mais optimistes

Les Français ne sont pas satisfaits du gouvernement du pays. C'est du moins ce qu'indique un sondage de BVA réalisé en deux temps, du 28 novembre au 2 décembre et du 14 au 19 décembre auprès d'un échantillon représentatif, et paru jeudi 29 décembre dans Paris-Match.

Selon cette enquête, en effet, 53 % des personnes interrogées se déclarent « plutôt » ou « très » mécontentes « de la façon dont la France est gouvernée » contre 37 % de « satisfaites ». Si les étaient tous députés, 40 % des Français ne voteraient pas, aujourd'hui, « la confiance » à M. Michel Rocard (contre 37 %).

La cote de popularité du couple exécutif en est évidemment affectée. M. François Mitterrand recueille 54 % de « bonnes opinions », mais il perd deux points par rapport au mois dernier. M. Rocard en revanche, est sur une mauvaise pente : il recueille toujours plus de « bonnes opinions » que de « mauvaises » (44 % contre 39 %), mais il chute de sept points en un mois, et considérée sur les trois derniers mois, sa cote de popularité s'est affaiblie de treize points.

Il n'en reste pas moins que le rapport électoral entre la gauche et la droite demeure stable : 51 % pour les formations de gauche et 49 % au total pour le RPR, l'UDF et le Front

national. La cote de tous les chefs de l'opposition se maintient à un niveau négatif.

Malgré tout cela, si l'on en croit ce sondage, les Français se montrent « optimistes », qu'il s'agisse de l'avenir, de la paix dans le monde (57 %, soit 12 points de mieux qu'en décembre 1987), de la situation de la France (44 %, +3 points) et de leurs perspectives personnelles (68 %, +5 points). Leur moral est donc en hausse.

● Nouvelle-Calédonie : invalidation d'un investisseur métropolitain. — M. Henri Chaze, un ancien expert-comptable originaire de Haute-Loire, a été inculpé et incarcéré, mercredi 28 décembre, à Nouméa. Il est soupçonné d'avoir emprunté aux banques néo-calédoniennes 66 millions de francs, grâce à de faux documents et par des manœuvres frauduleuses, afin de racheter des entreprises locales.

L'instruction qui a abouti à son arrestation en Nouvelle-Calédonie, où il était arrivé fin 1987 avec un groupe d'investisseurs potentiels, n'est que le prolongement de celles qui ont amené la brigade française à s'intéresser aux livres de comptes de la quarantaine de sociétés qu'il contrôlait.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 29 décembre 1988 :

DÉS DÉCRETS
● N° 88-1155 : 88-1188 du 27 décembre 1988 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1989 ;
● N° 88-1190 du 28 décembre 1988 fixant pour l'année 1989 la proportion dans laquelle le service des télécommunications peut déduire la taxe sur la valeur ajoutée des dépenses des industries agricoles et alimentaires de Nantes.

UN ARRÊTÉ
● Du 22 décembre 1988 modifiant l'arrêté du 7 avril 1988 fixant le nombre de postes d'élèves professeurs mis aux concours d'entrée aux écoles normales supérieures pour 1988.

DÉS LISTES
● D'admission aux concours externe et interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (1988) ;
● Des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques des industries agricoles et alimentaires, de l'Ecole nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et alimentaires de Nantes.

SPORTS

AVENTURE : le onzième Paris-Dakar

Le bivouac des troupes fraîches

Premier bivouac pour les concurrents du onzième raid-marathon Paris-Dakar qui sont arrivés, mercredi 28 décembre, dans l'oasis tunisienne de Tozeur. Après une traversée sans problème d'une mer Méditerranéenne fort calme, tous les concurrents ont rallié la palmeraie du Sud en empruntant une route goudronnée. Au long des 450 kilomètres de cette étape de liaison, les spectateurs ont été nombreux à encourager les véhicules bariolés.

TOZEUR
de notre envoyé spécial

« Il y a encore beaucoup trop de monde », regrette Cyril Neufon, prenant sa place dans la file qui s'allonge devant les gamelles fumantes d'Africains. Le quintuple vainqueur de l'épreuve n'est pas tendre pour tous les pilotes déjà habitués d'avoir attiré le sable. Le jeune motard au franc-parler n'est pas tendre non plus pour les nombreux anciens se disant avec des airs entendus. La première étape du désert est en réalité le véritable point de départ du rallye.

Le camp impeccable installé en bordure de la palmeraie renforce cette impression. Toutes les grandes écuries ont tiré des cordes pour protéger leur carré de sable. A l'abri de leurs énormes camions d'assistance, les mécaniciens de l'équipe Peugeot s'activent loin des regards indiscrets. Chez Honda, on tente de les isoler, alors que les responsables de Mitsubishi ne laissent voir que l'un de leurs véhicules dont le pare-brise a été cassé par une pierre, « sans doute lancée par des enfants ». Les groupes électrogènes ronronnent, alors que les petites tentes individuelles commencent à se dresser. Tout est encore propre et nickel, à l'image des uniformes blancs des membres de l'organisation TSO. Le Dakar n'a pas subi les méfaits de la

pluie. Et pourtant nombre de novices du rallye s'inquiètent déjà de la santé de leur mécanique. « Les difficultés, c'est pour jeudi », prévient Alain Ambrosio, le pilote de chez Toyota. Les quelques crevasses qu'il a notées sur le bitume de bord lui font prédire des abandons dans le Sud tunisien.

En attendant cette première rencontre avec le désert, chacun s'active pour résister au froid de la nuit. Tous rêvent de la Libye, qui devient une sorte de terre promise de ce Dakar. « Il faut l'atteindre pour être vraiment dans le coup », affirme Cyril Neufon. « Il faut y arriver car il peut s'y passer des événements exceptionnels », laissent entendre des pilotes en répétant une phrase qui hante la caravane depuis son départ de Paris.

Alors, tous souhaitent ce départ à 5 heures du matin. Même Henri Hadjilov, ce motard qui a renversé deux personnes à côté de Sidi-Bouaziz, Fracture de la jambe pour le premier spectateur, transmatrone crâniotomie pour le second. Mais Henri, lui, n'a qu'une plaie à la face sans gravité. Il peut poursuivre sa course.

Un accident qui ne doit cependant pas faire oublier le bon accueil que la Tunisie a réservé au rallye pour son premier passage sur son territoire. Il y avait foule sur les quais de Tunis pour voir descendre les monstres du ventre des bateaux. Il y avait foule encore sur le bord des routes pour suivre le passage des concurrents. Ravis de la faveur qui leur était faite par les organisateurs du rallye, les Tunisiens se sont montrés empressés à aider les concurrents. Des formalités simplifiées au maximum et une gentillesse capable de résoudre tous les problèmes ont facilité le passage de la caravane. Tozeur, la capitale du pays des palmiers, a confirmé cette impression. Tozeur, le premier bivouac et le dernier camp avant le saut vers la Libye, vers l'inconnu.

SERGE BOLLLOCH.

VOILE

Kersauzon entreprend un tour du monde en solitaire

BREST
de notre correspondant

Olivier de Kersauzon a largué les amarres, mercredi 28 décembre, pour un tour du monde à la voile en solitaire et sans escale. Il va tenter de battre le record de 122 jours établi en 1987 par Philippe Monnet, qui avait cependant dû s'arrêter à deux reprises pour effectuer des réparations.

Closé au port en raison d'un anticyclone, le navigateur breton commençait à s'impatienter. Son départ était prévu vers le 17 décembre. Mardi, les conditions météorologiques se sont quelque peu améliorées. Et son « roquentin », Claude, l'ancien directeur de la station météorologique de Brest-Guipavas qui le guidait pendant la durée de ce périple, lui a donné le signal. Sans pour autant que ce fût l'idéal. Mais il n'était plus possible d'attendre.

Le grand trimaran rose de vingt-trois mètres rebaptisé *Un autre regard* a franchi la ligne de départ à l'initiative du goulet de Brest peu avant midi. Direction : le Portugal, puis les côtes de l'Afrique. La route sera longue : 27 000 milles, soit 50 000 km. Olivier de Kersauzon devra éviter le « pot au noir » au sud des côtes africaines, région de grand calme. Puis il devra passer le cap de Bonne-Espérance pour gagner l'An-

tralie et ensuite doubler le fameux cap Horn, crainte des navigateurs.

Olivier de Kersauzon prépare ce long voyage depuis trois ans. Non sans difficulté. Il a dû notamment vendre sa maison de La Trinité-sur-Mer pour équiper d'un mât neuf l'ex-*Chocolat-Poulain* avec lequel il avait terminé second en 1987 de la Course de l'Europe et premier en 1988 du Grand Prix de Brest. Un bon bateau spécialement conçu pour la navigation hauturière et dans lequel il est possible d'emporter beaucoup de matériel.

Le navigateur, écrivain mais aussi vedette du show-business qui a déjà accompli deux tours du monde en compagnie d'Eric Tabarly, a emporté 300 kg de vivres dont 100 litres d'eau douce, deux dessalinateurs, des rations de survie et de bons plats lyophilisés préparés par le cuisinier Marc Menot, un chef trois étoiles, les mêmes que pour les spationautes.

GABRIEL SIMON.

● BASKET-BALL : tournoi de Noël. — Israël a remporté, mercredi 28 décembre, à Paris, le Tournoi de Noël en battant, après prolongation, la France par 100 à 98 (94-94 à la fin du temps réglementaire). Pour la troisième place, l'Union soviétique s'est imposée devant la Yougoslavie (109-103).

ENVIRONNEMENT

Cessant de rêver à d'hypothétiques murailles vertes

Les pays du Sahel favorisent de modestes projets de reboisement

DAKAR
de notre envoyé spécial

La scène est touchante : des dizaines de forestiers, botanistes et experts en agriculture tropicale se penchent sur une maigre plantation dont on n'aperçoit que quelques tiges sèches et de minuscules espèces d'arbres, à ras de terre. Les hautes tiges sèches sont tout ce qu'il reste d'une plantation de manioc après le passage des criquets pèlerins. Quant aux arbustes encore verts, il s'agit d'un timide essai d'agroforesterie, c'est-à-dire d'introduction d'arbres forestiers au beau milieu de champs cultivés.

Ici, à Santhiou-Bouna, au nord-est de Dakar, on a planté un demi-hectare de gonaliks (*acacia nilotica*), un arbre rustique qui donne un excellent charbon de bois et fournit des matériaux de gros œuvre ou d'ustensiles divers. Pour éviter l'intrusion du bétail, une clôture naturelle d'euphorbes a été plantée en ligne autour du champ.

Un peu plus loin, un autre demi-hectare est parsemé d'eucalyptus, dont les jeunes pousses blanches frémissent au passage de l'harmattan, le vent du désert. « Ici, c'est le champ des femmes », explique Wilhem Visser, ingénieur forestier néerlandais en poste dans le secteur. Elles apprécient l'eucalyptus pour ses perches, utilisées aussi bien comme bois de feu que comme bois de construction, et elles s'en servent pour la pharmacopée. Les hommes, eux, recherchent les gosses du gonalik pour la tannerie. Pour l'un, le « champ » d'acacias des hommes n'est guère convaincant. Il est vrai qu'il n'a été planté qu'en 1987. « Les arbres rampent tant qu'ils n'auront pas touché la nappe phréatique », observe un botaniste. Or l'eau des puits, ici, doit être cherchée à 30 mètres ou 40 mètres de profondeur. Heureusement, à 60 kilomètres de là, l'océan produit une humidité qu'apporte le vent. Faible remède contre les rayonnements du soleil tropical.

Plus au nord, à Coké, les experts visitent une parcelle d'un hectare plantée de *Prosopis juliflora*, juste à la sortie du village. Les paysans ont profité de la clôture en branches d'acacia pour semer du niébé — une sorte de haricot — entre les jeunes plants. Le chef du village explique que tous, hommes et femmes, ont participé à la plantation, en suivant scrupuleusement le piquetage de 4 mètres x 4 mètres établi par les agents du service forestier. La parcelle de 1987 a bien pris, mais celle

de 1988 a été ravagée par les criquets. Il faudra recommencer. Ainsi, à travers le Sénégal comme dans toute l'Afrique subsaharienne, les grands programmes de reboisement ont cédé la place à de petits projets d'agroforesterie. Finie la politique des « murailles vertes » censées stopper le désert à coups de millions qu'engloutissent les travaux de terrassement et de reboisement mécanisés confiés à de grandes et coûteuses entreprises. Aussitôt les travaux achevés sous les yeux ébahis d'une population volontairement tenue à l'écart, les jeunes plants à l'abandon étaient, soit grillés par le soleil ou le vent de sable, soit broutés par le bétail profitant de l'oubli. Le forestier pouvait toujours venir avec son carnet de procès-verbal à souche et carbone en trois exemplaires : le mal était fait. Et l'argent dépensé englouti à jamais dans les profondeurs d'une terre ingrate, qui ne peut produire qu'avec une attention et des soins quotidiens.

Une révolution

Hormis quelques opérations de grande ampleur menées dans des conditions particulières (1), l'intérêt des forestiers de terrain se porte, aujourd'hui, vers le « bosquet villageois », les arbres coupe-vent ou la pépinière de communautarisme rural. Un seul mot d'ordre : sensibiliser les populations à l'intérêt de l'arbre, persuader les paysans qu'il ne suffit pas de regarder pousser la savane pour avoir du bois, et que l'on peut, au contraire, tirer profit très rapidement d'une plantation.

La méthode de gestion expérimentée dans les savanes du Nord-Cameroun par Régis Peltier, chercheur au Centre technique forestier tropical (CTFT), de Nogent-sur-Marne, a fait ses preuves. La première année, on plante des eucalyptus dans un champ d'arachide, espacés de 4 mètres. La deuxième année, alors que les jeunes arbres atteignent une hauteur de

1,5 mètres à 2 mètres, on sème du sorgho ou du coton. Non seulement les arbres n'empêchent pas sur les semis, mais ils les protègent contre le vent et retiennent l'humidité. Les deux années suivantes, la parcelle est livrée en pâture aux troupeaux. Juste avant la cinquième saison des pluies, c'est-à-dire lorsque les arbres ont quatre ans d'âge et 6 ou 8 mètres de haut, on les coupe. Le paysan récolte ainsi perches et bois de feu sur place, ce qui dispense les femmes de faire des kilomètres pour ramener du mauvais fagot — accablant ainsi la désertification de la savane. Comme l'eucalyptus rejette de souche, le processus peut être répété au moins trois fois avant une éventuelle replantation. « De la sorte, explique Régis Peltier, le paysan n'a jamais « stérilisé » son champ. Il récolte ou donne en pâture chaque année. Il voit son revenu assuré et obtient un produit nouveau tous les quatre ou cinq ans de bois. »

Bien sûr, en Afrique comme ailleurs, c'est une gageure de faire spontanément planter un arbre forestier à un paysan. On procède donc par approche douce, avec des parcelles de démonstration. Ici, comme à Ngao, on fait de la ligniculture irriguée afin de prouver qu'avec de l'eau on peut cultiver quatre mille pieds d'eucalyptus à l'hectare et obtenir parfois jusqu'à 45 mètres cubes de bois à l'hectare en quatre ou cinq ans. Une perche d'eucalyptus se vend 350 F CFA (70 F). Là, comme dans la pépinière de Diawara, au bord du fleuve Sénégal, on diversifie la production en parcelles spécialisées (arbres à bois, arbres à fourrage, arbres fruitiers), afin de montrer que l'arbre n'est pas incompatible avec l'agriculture ou l'élevage.

« On a beaucoup de mal à persuader un paysan de planter un arbre en bord de champ », note Alain Bertrand, chercheur au CTFT. Les arbres sont considérés comme des refuges à « mange-mil », l'oiseau redouté ici. On doit démontrer que les oiseaux — et même les criquets

— évitent l'eucalyptus, et que, planté en plein champ, l'acacia albida — le « kadd » en oulof — est un atout considérable pour les semis. Il perd en effet ses feuilles à la saison des pluies, ce qui engraisse le sol d'azote, et reverdit en saison sèche, ce qui protège les cultures des ardeurs du soleil. »

Une autre chose que les forestiers tropicaux (2) ont comprise, c'est que tous les arbres sont plantés au Sahel. « Mettre une forêt classée en défense — l'interdire au bétail — c'est offrir le bois aux termites », observe Jean-François Leenhardt, ingénieur en poste à Bamako (Mali). On la livre aux feux de brousse, volontaires ou naturels. Seule une « forêt » (savane boisée) utilisée par ses habitants a des chances de se maintenir. A fortiori s'ils ont été associés à des replantations.

« Avant, la brousse était à tout le monde, remarque un coopérant en poste à Zinder (Niger). Maintenant, les villageois la revendiquent et négocient avec les camionneurs pour que le bûcheron vienne chez eux. Ça leur rapporte de l'argent. » C'est ainsi que l'esprit de gestion du patrimoine forestier vient au paysan africain.

Pour les forestiers de métier, c'est une véritable révolution. Au lieu d'arperter leurs forêts classées, prêts à verbaliser le moindre contrevenant, les voici transformés en « gentils animateurs » de communautés villageoises, chargés d'éveiller la conscience des populations aux dangers de la désertification et aux avantages financiers du reboisement « autogéré ». Au début, ils distribuaient gratuitement conseil et jeunes plants de leurs pépinières. Aujourd'hui, ils les vendent aux paysans ou les laissent produire eux-mêmes leurs plants.

On n'arrête pas la sécheresse ni la progression du désert, mais on met un terme à la razzia sauvage sur ce qui reste de bois et, en certains endroits même, la savane dégradée reverdit grâce à l'action de l'homme qui l'habite.

ROGER CANS.

(1) Au Congo, 25 000 hectares de savane dégradée ont été plantés d'eucalyptus pour alimenter une usine de pâte à papier, qui n'a finalement pas été construite. En 1987, le bois a été vendu en rondins au Portugal, à la Norvège et à la Chine. Les Congolais s'approprient à replanter 25 000 nouveaux hectares, situés à seulement 35 kilomètres de Pointe-Noire.

(2) Réseau « Arbres tropicaux », 21, rue Paul-Bert, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. 46-75-59-44.

(Publicité)

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL ARTISTIQUE DE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX

A la suite de l'inculpation de Monsieur Pierre ROSENBERG, Inspecteur général des musées de France, chargé du département des peintures du musée du Louvre, les membres du Conseil artistique de la Réunion des musées nationaux présents ou représentés au cours de leur réunion du 21 décembre 1988 tiennent à témoigner de leur confiance totale dans la rectitude professionnelle et l'intégrité morale de M. ROSENBERG.

Ayant approuvé le projet d'acquisition du « Gentilhomme Sévillan » de Murillo dans l'exercice de la mission qui lui a été confiée par la loi, le Conseil est totalement solidaire des conservateurs qui ont participé à cette acquisition.

M. Maurice AICARDI Président de la Commission Interministérielle pour la conservation du Patrimoine. M. Jean de BEISTEGUI Melle BIZOT Administrateur délégué de la Réunion des musées nationaux. M. Pierre CALVET Inspecteur Général des Finances Honoraire. M. Jacques CHARDEAU Président de Section Honoraire au Conseil d'Etat. M. André CHASTEL Membre de l'Institut. M. Alain CHEVALIER Industriel. M. Olivier CHEVRILLON Directeur des Musées de France. M. Jean DARDAN Ancien ambassadeur. M. Michel DAVID-WEILL Membre de l'Institut. M. Paul-Marie DUVAL Membre de l'Institut. M. François ENAUD Inspecteur Général des Monuments Historiques. M. Raoul ERGMANN Président de la Société des Amis du Louvre. M. José FRECHES Ancien conservateur des musées de France, chef d'entreprise. M. René HUYGHE de l'Académie française. M. Hubert LANDAIS Inspecteur général honoraire des musées, ancien directeur des musées de France. M. Marcel LANDOWSKI Membre de l'Institut. M. Claude LEVI-STRAUSS de l'Académie française. M. Pierre LEVY Industriel. M. Henri MERCIERON Professeur à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. M. Georges FEBREAU Président d'honneur de la Compagnie générale d'Electricité, Président de Marceau Investissement. M. Christian PREVOST-MARCHAL Inspecteur Principal des Monuments Historiques. M. André ROSS Ambassadeur de France. La Baronne Elie de ROTHCHILD. M. Pierre VIOT Conseiller-maître à la Cour des Comptes.

JUSTICE

Les soixante-quinze cercueils d'un greffier à la Cour martiale

Une lettre de M. Jean Comet

M. Jean Comet nous a adressé la lettre suivante après notre article intitulé « Les soixante-quinze cercueils d'un greffier à la Cour martiale » et publié dans nos premières éditions du 22 décembre :

1) Je ne suis plus « homme d'affaires » depuis dix ans. Je ne me suis pas présenté comme tel ;

2) C'est le commandant Nizier, chef des FFI de la Haute-Savoie qui a désigné Marcel Augagneur et Jean Massonnet. J'ignorais leur existence ;

3) Quant à avoir « transmis aux membres de la Cour... une liste des accusés classés par ordre de gravité croissante », une liste est nominative. Je n'en ai transmis aucune. L'auteur de l'ouvrage ne l'allègue pas ;

4) L'étude de quelques dossiers et l'avis d'un policier qui procédait

aux interrogatoires m'avaient convaincu que sur la centaine de militaires arrêtés, les trois quarts avaient commis des actes graves et risquaient donc la peine de mort. J'ai donc commandé soixante-quinze cercueils. En déduire que je connaissais dès le 21 août 1944 la teneur du jugement rendu le 24, constitue une diffamation grave, donc je demanderai réparation en justice, par tous moyens, en ma seule qualité d'ancien magistrat révoqué par Vichy mais requis par la seule autorité locale légale en août 1944 ;

5) Le refus du conseil de l'ordre du barreau d'Annoy de me réinscrire (et non pas de m'inscrire) en 1976 a été annulé par la Cour de cassation. M. Libman a fait largement état de ce refus, mais pas de son annulation.

هكذا من الأصل

Le trafic des chiens volés en France

Les chenils, antichambres des laboratoires

Douze personnes inculpées, dont quatre sont sous les verrous et quatre sous contrôle judiciaire. Des gendarmes de Villeneuve-sur-Lot et le juge d'instruction d'Agen (Lot-et-Garonne) paraissent avoir démantelé le plus important réseau de trafiquants d'animaux jamais démasqué en France. Toutes les associations de protection animale s'indignent. Après Nino Ferrer et Dany Saval, Brigitte Bardot va se

rendre à Agen pour féliciter les auteurs de ce coup de filet. M. Jean-François Daux, trente-sept ans, le juge à qui l'enquête a été confiée, vient d'être désigné « homme de l'année » par le Petit Bleu, le quotidien local. Les propriétaires de chiens se terrent. Leurs gros clients, firmes pharmaceutiques et laboratoires universitaires, se demandent comment ils vont désormais

s'approvisionner à bon compte en « matériel d'expérimentation ». Du petit ramasseur de chiens au professeur de réputation internationale, chacun se sent percuté à jour et même déstabilisé par les révélations faites par les médias. Ce que l'on prenait pour une médiocre anecdote digne de la rubrique des chiens égarés prend les allures d'un scandale et, à tout le moins, d'un débat de société.

AGEN
de notre envoyé spécial

C'est un fait : avec leurs 15 millions de chiens et de chats, les Français témoignent d'un attachement passionné pour les animaux de compagnie. Auxiliaire du chasseur, compagnon de jeu des enfants et surtout providence du solitaire, le chien, notamment, est devenu l'un des acteurs de la vie sociale. Lors des récentes inondations de Nîmes, par exemple, les volontaires ont ouvert une antenne spéciale pour recueillir et soigner les animaux rescapés. Entre l'homme et l'animal on est passé en quelques décennies d'une relation utilitaire à un rapport affectif.

Dans le même temps, la demande de santé a crû dans des proportions équivalentes. On exige des industriels qu'ils prouvent l'innocuité de leurs cosmétiques ou de leurs produits domestiques. On attend des médecins qu'ils trouvent au plus vite des réponses à tous les maux. Les uns et les autres ne demandent pas mieux, à condition qu'on les autorise à utiliser des animaux d'expérience. Actuellement les services officiels examinent les dossiers déposés par 8 000 expérimentateurs et 750 laboratoires. Or les chiens, physiologiquement proches des humains, constituent un matériel de choix et, en France, la recherche en « consommation » entre 10 000 et 50 000 par an.

Pour approvisionner les laboratoires, une profession s'est donc organisée discrètement avec ses détaillants, ses éleveurs, ses importateurs et ses grossistes. L'un des inculpés d'Agen, par exemple, M. Richard Mandral, est à la tête d'une SARL installée dans la Mayenne qui commercialise 1 400 chiens par an et réalise un chiffre d'affaires de 1,3 million de francs. D'où viennent les bêtes ? De son propre élevage de chiens courants — notamment des beagles — et de chiens dits de « réforme » que des particuliers ou des petits chenils lui cèdent. Mais il reconnaît que dans ce genre de négoce, considéré comme honteux et insuffisamment

réglementé, règne la loi de la jungle.

Nombre de fournisseurs ne sont pas déclarés comme le voudrait la loi. Quant aux animaux, beaucoup n'étant pas tatoués et donc dépourvus de toute identité, leur origine est souvent incertaine. Font-ils partie de ces dizaines de milliers de chiens que leurs propriétaires inconséquents abandonnent

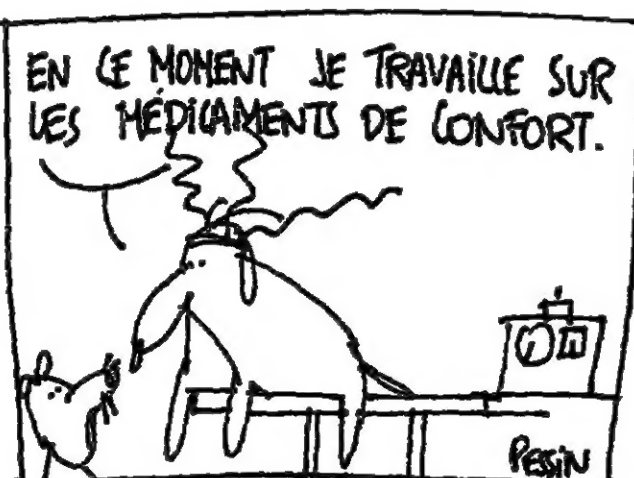
un « fournisseur occasionnel ». Comme dit M. Mandral « ils évitent de se poser des questions. Ils pratiquent la politique de l'autruche ». Entre l'affection qu'elle porte aux animaux de compagnie et ce qu'elle attend des chercheurs, la société contemporaine vit dans une contradiction qu'elle ne parvient pas à résoudre. L'affaire d'Agen la fait apparaître aujourd'hui au grand

drame commencent leur travail de fourmi. Ils auditionnent des dizaines de personnes, placent les suspects sur écoute téléphonique, guettent des nuits durant les ventes de véhicules. Le 2 octobre dernier, le juge en saut suffisant pour lancer une opération au grand jour. Dans une demi-douzaine de départements de l'Ouest et du Sud-Ouest, une douzaine de rabatteurs, d'éleveurs et de négociants en chiens sont interpellés. Quelques jours plus tard, M. Jean-Claude Lessieux, soupçonné d'être l'un des têtes du réseau, est arrêté à son tour.

Les uns et les autres sont inculpés de vol d'animaux, de recel, d'actes de cruauté, d'exercice illégal de la profession de vétérinaire, de faux et d'usage de faux. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent cinq ans de prison. Il est probable que d'autres inculpations interviendront prochainement. Aucun des clients de trafiquants n'a été jusqu'ici inquiété, mais il n'est pas impossible que le juge d'Agen veuille aller jusqu'au bout, même si des sommités scientifiques sont mises en cause.

Déjà, les laboratoires organisent leur riposte. Une réunion entre les expérimentateurs et les éleveurs s'est tenue discrètement début décembre en région parisienne. Le Syndicat des industries pharmaceutiques a fait rédiger pour ses membres et ses porte-parole un argumentaire justifiant l'expérimentation animale. De son côté, le groupe inter-parlementaire de protection animale, présidé par M. Roland Mugeser, député RPR du Val-de-Marne, étudie une modification de la législation. Tassement obligatoire de tous les chiens, renforcement des contrôles sur les chenils, moralisation de la profession de fournisseurs d'animaux de laboratoire, telles sont les mesures qui pourraient être proposées au Parlement. A défaut de résoudre la contradiction entre les sentiments que l'opinion porte aux animaux de compagnie et la nécessité expérimentation, au moins peut-on tenter d'établir une règle du jeu un peu plus claire.

MARC AMBROISE-RENDU.



chaque année au moment des vacances ? Sont-ils carrément volés ? Les ramasseurs utilisent un moyen imparable : ils attachent une chienne en chaleur dans un fourgon et roulent lentement, portes ouvertes. Tous les mâles qu'ils croisent ne font qu'un bond dans le véhicule.

Fournisseurs occasionnels

Les textes par lesquels on a tenté d'organiser la profession présentent des lacunes qui autorisent bien des abus. Ainsi, le dernier décret datant d'octobre 1987 interdit aux laboratoires de se fournir ailleurs que dans des élevages dûment déclarés et contrôlés. Mais, si ces derniers ne peuvent répondre à la demande, les expérimentateurs peuvent s'adresser à

jour. Tout a commencé par un fourgon renversé dans un fossé près de Villeneuve-sur-Lot en octobre 1987. Les gendarmes appelés pour régler la circulation demandant au conducteur, M. Jean-Claude Lessieux, ce qu'il transportait. « Du matériel de laboratoire », répondit-il. En réalité, il s'agit de chiens dépourvus de papiers en règle et qui proviennent d'un chenil voisin. M. Lessieux, docteur en sciences, est lui-même propriétaire d'un élevage dans le Val-d'Oise. Il compte parmi les plus gros fournisseurs français d'animaux d'expérience.

La brigade de Villeneuve-sur-Lot relève alors quantités d'irrégularités dans le commerce qu'elle vient de découvrir. Le parquet d'Agen désigne M. Jean-François Daux pour instruire l'affaire. Une information est ouverte. Les gen-

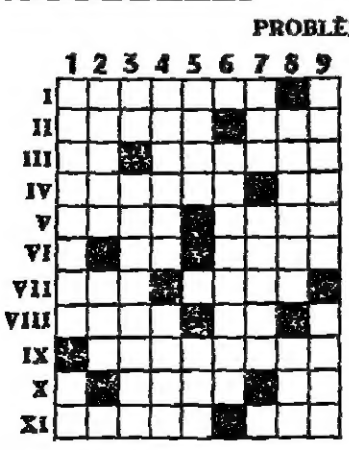
Informations « services »

Les services ouverts ou fermés pour le week-end du Nouvel An

Le 1^{er} janvier étant un dimanche, les banques, administrations, grands magasins et la plupart des musées seront fermés.

SÉCURITÉ SOCIALE. — Les centres de Paris seront fermés du vendredi 30 décembre au lundi 2 janvier.

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4907

VERTICALEMENT

1. On se regroupe des hommes d'affaires. Fourchette de manchot.
2. Visibles sur de grandes enveloppes. Traîne en longueur.
3. Aide à avoir beau jeu. Beaucoup plus agréable à endosser qu'une veste.
4. Vont de la tête aux pieds. Ne retombe tout de même pas en enfance.
5. Touchait la corde sensible. Se sentait bien quand elle était au large.
6. Amenées à se diriger vers la sortie.
7. Lettres de noblesse. Émane de la pensée.
8. Tapent sur l'enclume. Appas des bagages.
9. Spécialité d'andouilles. Épreuve certainement du regret.

Solution du problème n° 4906

Horizontalement

I. Manchots. — II. Economies. — III. Rime. Erme. — IV. Ce. Mage. — V. Uricant. — VI. Roide. Tas. — VII. Inters. Su. — VIII. Ass. Boisé. — IX. Nieller. — X. Edesse. — XI. Nesso.

Verticalement

1. Mercantile. — 2. Acierons. Dû. — 3. Nom. Tuane. — 4. Caémide. — 5. Ho. Acerbes. — 6. Omdga. — 7. Tuent. II. — 8. Sen. Tassés. — 9. Sec. Suer.

GUY BROUTY.

midis, au lundi 2 janvier, aux heures habituelles.

CAISSE D'ASSURANCE-VIEillesse des TRAVAILLEURS SALARIÉS. — Les bureaux d'accueil de Paris et de la région parisienne seront fermés du vendredi 30 décembre, à midi, au lundi 2 janvier, aux heures habituelles.

BANQUES. — Les banques seront fermées le samedi 31 décembre et le lundi 2 janvier.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. — Les salles seront fermées les samedi 31 décembre, dimanche 1^{er} et lundi 2 janvier. Expositions : « Vrai et faux » sera fermée les 31 décembre, 1^{er} et 2 janvier.

2 janvier : « La marionnette au dix-neuvième siècle » sera fermée les 1^{er} et 2 janvier ; « De fil en aiguille » sera fermée le 1^{er} janvier.

HOTEL NATIONAL DES INVALIDES. — Les musées de l'Hôtel national des Invalides seront fermés le dimanche 1^{er} janvier. Toutefois, l'accès à l'église Saint-Louis des Invalides demeurera libre jusqu'à 13 heures pour permettre aux fidèles d'assister aux offices (messes à 9 h 30 et à 11 heures).

MUSÉES. — Seront ouverts : le Centre Georges-Pompidou, de 12 heures à 23 heures ; la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette, de 12 heures à 20 heures (de 12 heures à 18 heures le samedi 31), et le château de Chantilly.

loterie nationale			
TERMINAL	PRIMAIRE ET SECONDAIRE	TERMINAL	PRIMAIRE ET SECONDAIRE
0	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000	4	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000
1	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000	5	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000
2	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000	6	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000
3	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000	7	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000
4	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000	8	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000
		9	1 000 000 2 000 000 3 000 000 4 000 000 5 000 000 6 000 000 7 000 000 8 000 000 9 000 000

Décès

— Les familles parentes, alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gino ASCARELLI,

survenu le 22 décembre 1988.

Ses obsèques ont eu lieu à Rome, le jeudi 29 décembre, à 11 heures.

70, avenue Mozart,

75016 Paris.

— Le docteur M^{me} André Cheminée, leurs enfants et petits-enfants, ont le chagrin de faire part de la mort de leur mère, belle-sœur, tante et grand-mère.

Lucie CHEMINÉE, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenue dans sa quatre-vingt-troisième année à l'hôpital des Diaconesses de Reuilly, le 24 décembre 1988.

La cérémonie religieuse a eu lieu au temple de Roullé (Vienne), suivie de l'inhumation au cimetière familial de Venoux.

Un culte d'action de grâce sera célébré dans sa paroisse en l'église réformée de Montrouge (Hauts-de-Seine), 22, rue Maurice-Arnaud, le 10 janvier 1989, à 17 h 30.

— Qui bonheur et fidélité ne pour- suit, tous les jours de ma vie et je reviendrai à la maison du Seigneur pour de longs jours.

(Pa. 23.)

37, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris, 86480 Roullé.

— M^{me} Simone Courtoux, Le docteur Daniel Courtoux, son fils, Le docteur Marie-Claude Ponsard, sa fille et Jean-Pierre Ponsard, ses petits-enfants Nathalie, Antoine, Mathilde, Les familles Courtoux, de Saint-Franchy (Nièvre), M^{me} et M. Georges Thibaudat, Les familles Petit, Caramelle, Forêt, Landre, Ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Raoul COURTOUTX, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, survenu le 23 décembre 1988, dans sa soixante-seizième année.

Ses cendres seront déposées dans le cimetière de Bona (Nièvre).

35, rue Pierre-Nicole, 75003 Paris.

— Le président, Le conseil d'administration, Et le personnel de la société d'HLM Athènes, ont la grande tristesse de faire part de la perte cruelle et subite de leur ancien président,

M. Raoul COURTOUTX, officier de la Légion d'honneur, inspecteur général de l'éducation nationale, premier vice-président d'Athènes, survenue le vendredi 23 décembre 1988.

Selon la volonté du défunt, la cérémonie aura lieu dans la plus stricte intimité.

Né le 21 août 1912 à Saint-Bonnet (Nièvre), Raoul Courtoux, fils d'agriculteur, était ancien

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Remerciements

M^{me} Sol Bénédict, M^{me} Solé Guetta et ses enfants, ainsi que toute la famille, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence se sont associées à leur peine lors des obsèques de

M. Raphaël BÉNAZÉRAF

et les prient de prouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

1, place Winston Churchill, 92200 Neuilly.

Anniversaires

— Il fait toujours nuit, Manon

et toujours froid, depuis quatre ans.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le mardi 3 janvier 1989, à 18 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Chantal, boulevard du Montparnasse, Paris-6 ; chapelle de la Vierge, pour

Jacques BALLEYGUIER, architecte, et son beau-frère.

Pierre BARRIER, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris.

à l'occasion du premier anniversaire de leur décès.

— Pour le premier anniversaire de décès de

Albert DECARIS.

une messe sera dite le dimanche 1^{er} janvier, à 9 h 15, en l'église Saint-Christophe, Le Rain-les-Bains (Var).

Notre abonné, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prie de lui adresser son envoi de texte sur des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

هكذا من الأصل



Beau et triste comme Ceronetti

Les méditations d'un misanthrope rempli de miséricorde

GUIDO CERONETTI est un écrivain trop particulier : un de ces météores qui déroutent les observateurs. Aussi, les professionnels du classement seraient bien en peine de le faire entrer dans leurs inventaires. On l'avait découvert avec le *Silence du corps*, un étrange livre de fragments (1). Cironetti avait fait les présentations : voici, disait-il, « un monstre admirable », « un ermite séduisant par l'enfer » et conscient de son propre corps « jusqu'à l'obsession ». Pour agrémenter nos dernières pensées de 1988, l'écrivain italien récidive avec *Une poignée d'apparences*. Cet ouvrage renferme une suite de méditations qui abordent les sujets les plus disparates et les plus éloignés, comme s'il était naturel de confondre la philosophie et le libertinage.

On se rappelle que Malraux parlait de l'existence humaine comme d'« un misérable petit tas de secrets ». Ceronetti rassemble

« une poignée d'apparences », mais, à travers cette mosaïque d'impressions fragiles, c'est l'univers entier qu'il dévisage. Et il considère ce qui l'entoure avec l'étonnement, ou l'ironie, d'un voyageur qui serait parti assez longtemps pour se déshabiller de nos pitoyables évidences. Ainsi, voyez comment il évoque les garçons : « Le vrai voyageur recherche et visite seulement les gares. Et mieux cela vaut si elles sont écarlates. Sous le poids des coups de fer retentissants d'échos (...), le cœur se brise plus facilement ».

Le bonheur d'être invisible

Chez Guido Ceronetti, la pensée n'est jamais séparée de l'émotion. C'est pourquoi elle recèle toujours quelque chose de douloureux. C'est pourquoi elle trouble l'âme autant qu'elle déconcerte l'esprit.

Selon Ceronetti, tout « peut servir au rêve et à la philosophie ». Dès lors, parmi les sujets qu'il traite, les gares voisinent avec le destin des oiseaux, la signification des arbres, les

vieilles cartes postales, les maximes de La Rochefoucauld, les chambres d'hôtel, l'érotisme de Félicien Rops, le cinéma de Bunuel, les quartiers du vieux Londres, Spinoza et l'amour, le musée de la criminologie à Rome, l'Assommoir de Zola, l'aventure de Thérèse d'Avila et, naturellement, la passion de cette Catherine de Sienne qui fréquenta les paysans dans lesquels Ceronetti se dissimule à présent.

Car il se cache. Certains rêvent de n'être pas ignorés. Ils voudraient se faire voir. Cependant, les hommes seraient désespérés s'ils n'avaient un endroit où s'abriter des regards. L'indiscrétion les ferait mourir. Ceronetti ressent toute la félicité d'être invisible. Aussi se tient-il soigneusement à l'écart des « ennemis humains », redoutant que sa retraite ne soit un jour forcée : « On vit ici dans une terreur de l'homme incessante, insomnieuse (...). Il y a, autour de nous, quelque douze milliards de « mauvais œil » en action (...) et soixante milliards de doigts occupés à fabriquer le mal (...). Les six milliards de bouches dont nous supportons l'haleine ne cessent de faire des grimaces de douleur, de dégoût et de menace (...). D'ici peu, l'appa-

rition d'un sourire sera une incongruité et une inconvenance, comme si le grand Sphinx se mettait à siffler Lili Marlene ».

Vision terrifiante de l'humanité... Mais avec Guido Ceronetti, rien ne va de soi. Car ce misanthrope est rempli de compassion. La « maladie humaine » le désespère autant qu'elle l'effraie. La pitié le saisit comme un vertige, lorsqu'il entrevoit « les inconnus et les inconnues » qui frissonnent encore sous les plumes ininterrompues du temps ». La cruauté du jugement ne suppose pas nécessairement celle du cœur. C'est même le contraire qui souvent se vérifie. Et le réquisitoire de cet écrivain, qui dit avoir « faim d'humain et d'étrange », est « beau et triste comme un adieu de Tchekhov ».

FRANÇOIS BOTT.

★ UNE POIGNÉE D'APPARENCES, de Guido Ceronetti, traduit de l'italien par André Maseg, Albin Michel, 262 p., 120 F.

Il faut signaler également la version qu'a donnée Ceronetti de l'Écclésiaste/Quelqu'un, traduit de l'italien par Anna Devoto, Est/Samuel Tasset éditeur (1987).

(1) Albin Michel (1984), Le livre de poche (1988).

« Si ne n'avais pas été écrivain j'aurais été toute la vie montreur de marionnettes. »

TOUT à fait hors du commun, aujourd'hui, en Italie, cet écrivain insiste pour que n'apparaisse pas son portrait dans un article : Guido Ceronetti, Piémontais septuagénaire, vit à l'écart dans un village, malheureusement pour lui bien connu, mais qu'on ne saurait identifier sans lui déplaire. De là, il braque sa lunette qu'il dit « mélancolique » — l'*Occhiale malinconico*, son dernier livre, paru en octobre chez Adelphi — avec une ouverture à 360 degrés sur le monde. La petite légende qui l'entoure en a fait un homme triste et misanthrope, mais il n'en est rien. Ceux qui le connaissent (on devine qu'ils ne sont pas nombreux) en ont une tout autre impression : fidèle à la maxime de Villon, « Il n'est bonheur que de vivre à son aise », il repousse obstinément, et autour qu'il peut, les choses d'aujourd'hui qui ne lui plaisent pas. Pourtant, il accepte l'entretien : un article de journal, mais comment donc !

« Il n'est pas vrai que je déteste tout interview ! Il y a bien des questions auxquelles j'aimerais répondre, me dit-il doucement, mais personne ne m'a jamais donné le plaisir de me les poser, alors... »

Ses livres : voilà un sujet sur lequel il ne veut pas s'étendre. « Je me vois comme un être humain, qu'on ne me prenne pas pour une machine à faire des livres. Je n'ai pas laissé mon âme parmi les touches d'une machine à écrire. Non, absolument. »

« Ceronetti, si l'on vous demande comment a débüté votre aventure d'écrivain... »

« Eh bien ! de la façon la plus ordinaire. Etre écrivain, quand j'étais enfant, vous auriez dit d'un prestige alléchant. C'est ce que Céline a dit avoir éprouvé, passage Choiseul, à propos du fait d'être médecin ; puis il a écrit la première ligne de *Mort à crédit*. Aujourd'hui, je ne connais personne qui ne fasse des livres : un par an, c'est la moyenne. L'auréole, on peut la ramasser dans ce tas de chefs-d'œuvre-là. Même s'il y a du mérite (il y en a souvent), c'est bien fini, le prestige. »

« Le fait d'écrire reste quand même, pour vous, une nécessité ? »

« J'écris pour rendre service. Mais ce qui a été écrit dans le passé pourrait suffire aux besoins de ceux qui cherchent un

peu de vérité et de bonheur dans un livre. Mes bouquins, on peut s'en passer ! J'ai eu pourtant du plaisir à les écrire... »

« Comme traducteur de l'Ancien Testament, vous avez notamment transposé en vers italiens l'Écclésiaste, les Psaumes, Job, Isaïe, le Cantique des Cantiques. Dans quelle mesure ce travail a-t-il marqué votre activité d'écrivain ? »

« J'ai commencé l'hébreu en 1955, un peu tard : j'avais presque trente ans. Cela a compté pour moi énormément. Le travail dans l'hébreu et dans les Écritures fait toute ma petite originalité d'écrivain moderne et italien. Je n'en connais pas d'autres chez nous qui soient passés par là. Tombé de la vulture de la Nebouh sémitique, bien que baptisé et vivant parmi des sceptiques... Non, je ne renoncerais pas à ce que les Écritures ont fait de ma pauvre vie. »

« En France, à votre avis, ressent-on davantage la présence de l'Ancien Testament ? »

« Cela est connu. Même la guillotine écrituraphobe de 1789 a été un bon levain pour l'écrituraphilie des penseurs et des écrivains du dix-neuvième-vingtième

siècle en France, érotistes et chrétiens surtout. Un Léon Bloy, un Mauriac, un Bernanos seraient inconcevables chez nous, n'est-ce pas ? Chez les Français qui pensent, une attente messianique se poursuit d'âge en âge. La France est un animal religieux, un dépôt glacière d'un « je crois » muet. Où il y a de la vie souterraine, il y a de la vie. »

« En quoi, selon vous, les Écritures répondent-elles à des besoins de l'homme moderne ? »

« Dans le langage, je crois. Notre langage est faux à cent pour cent, si on le compare à celui des prophètes. Même en se trompant, ils ne se trompent jamais. Le mot théophore lutte, nous soutient, c'est un bouclier : le mensonge recule. Mais il faut le contact avec la langue, son absolu, ses consonnes de désir, jamais en repos, jamais oisives, toujours violentes. L'hébreu ignore la douceur infinie, les nuances prodigieuses de l'arabe : c'est la langue du désert sans l'oasis ni le mirage : presque sans la vue, même si Jérusalem en est le centre. Ce désert-là nous rafraîchit un peu. »

BENEDETTA CRAVERI.

(Lire la suite page 13.)

Alberto Arbasino cosmopolite provincial

Des nouvelles et un roman de cet écrivain italien qui fait dialoguer tous les contraires

LE principal avantage de la vogue actuelle de la littérature italienne en France aura été d'attirer l'attention sur des œuvres naguère traduites, mais peu ou pas du tout lues, et de porter enfin à la connaissance du lecteur des écrivains que seuls les gens du bâtiment connaissent, et encore de loin.

Comme si le montreur de marionnettes du théâtre littéraire, réveillé en sursaut, avait tiré leurs ficelles, on vit surgir sur scène de grands écrivains : il y a quelques années, Alberto Savinio et Carlo Emilio Gadda ; hier, Aldo Palazzeschi, qui avait été déjà traduit à plusieurs reprises sans avoir cessé d'être un inconnu ; et Anna Maria Ortese, qui demeurait inédite et dont les éditeurs se disputent les titres après la publication récente de *l'Iguane*.

Aujourd'hui, c'est le tour d'Alberto Arbasino, qui, lui, n'avait fait que passer, il y a une quinzaine d'années, avec un roman distrayant, *la Belle de Lodi* (1). Deux éditeurs nous proposent, l'un son premier ouvrage de fiction, *les Petites Vacances* (1987), et l'autre, *Miroir, gentil miroir* (1975), le dernier roman qu'il ait publié. Car Arbasino semble avoir renoncé au genre romanesque, tout en continuant de publier avec régularité des essais et des recueils de chroniques, où l'on trouve des portraits et des scènes qui en font d'admirables nouvelles.

Comme Vittorini et Moravia, comme Pasolini ou Sciascia, Arbasino est l'un de ces animateurs dont n'a jamais manqué la Péninsule, qui pourfendent non seulement les conformistes mais, surtout, le conformisme des anti-conformistes. Avec ceci de particulier que sa passion est de faire circuler les idées nouvelles, si elles viennent d'ailleurs, et de faire dialoguer les contraires : la science et l'art, la peinture et la philosophie, etc. C'est ainsi qu'il met face à face, dans les années 60, le formalisme russe et le structuralisme français, le pop-art, Lévi-Strauss, Barthes, Jakobson et, au nom du renouveau de l'opéra, la Callas.

Globe-trotter infatigable, encyclopédiste de l'éphémère, au courant de tout ce qui se passe aux quatre coins de la planète, Arbe-

sino pratique comme personne l'art de la citation, établissant des analogies imprévisibles entre les phénomènes les plus disparates, toujours à l'affût, et souvent en avance.

Cette boulimie d'information, disons le mot, de culture, a peut-être une explication très simple : Alberto Arbasino, le cosmopolite, est, de façon radicale, un provincial, dans le sens le plus positif du terme.

Un monde sans pesanteur

Né en 1930 à Voghera, petite ville entre Pavie et Gènes, mais ayant pour ainsi dire grandi dans la riche bibliothèque familiale, il éprouva vite l'horreur de la province et de l'esprit provincial qui était celui de l'Italie jusque dans les années 50.

On songe, ici, à Mauriac, qui, à ce sujet, disait : « Tout le temps que nous avons cru perdre, jeune homme aigri, dans une province étouffante, nous lui devons nos armes les plus sûres. » Et aussi : « La plus heureuse fortune pour écrire des romans, c'est d'être né en province (...). Les personnages se pressent en foule pour accomplir tout ce que son destin le détourne de commettre : où le père n'est pas passé, l'enfant imaginaire passera. »

On peut aussi penser à Borges, dont on continue de répéter à tort qu'il est un écrivain européen. En vérité, s'il a inventé le fantastique de l'érudition, c'est parce que, né dans l'une des plus lointaines provinces de l'Occident, n'appartenant pas à une culture établie, fermée, il a glané au petit bonheur la chance des notions et des images dans toutes les littératures.

Quand, à vingt-quatre ans, Arbasino écrivait *les Petites Vacances* et qu'il aimait Proust et Scott Fitzgerald, il souhaitait que ses mots ne pèsent ni ne posent, qu'ils créent un monde sans pesanteur, où la vie, transfigurée, serait, telle que Virginia Woolf la concevait, un « halo lumineux ».

HECTOR BIANCIOTTI.

(Lire la suite page 13.)

(1) Le Seuil, 1975.

Ralph Steadman

DIEU!

Par la grâce du verbe et du dessin, Ralph Steadman interprète le rôle de Dieu à sa façon : divin!

Aubier

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

● ROMANS

Remords...

Quand l'automne littéraire est morne, on se lamente. Quand il est prometteur, on s'attriste, à quelques jours de la fin de l'année, d'avoir laissé de côté tant de romans qui n'étaient pas dépourvus d'intérêt...

JEAN COLOMBIER a manqué de très peu le Prix du premier roman avec *Les Meins céladon*, un livre séduisant où il a su mêler avec, déjà, une maîtrise certaine, le loufoque, le tragique et l'humour noir. Son héros, Paul Pervanche, n'est sans doute pas le personnage « fleur bleue » auquel son patronyme le prédestinait (mais, au fond, qui sait ?). Il exerce un métier suffisamment banal — rédacteur contentieux dans une compagnie d'assurances — pour permettre une existence « sans histoires », ou, au contraire, favoriser toutes les dérives.

Paul a un vieil ami, Armand — qui lui a transmis sa passion de la photographie —, une petite amie, Claire — avec laquelle cela ne va pas très fort — et une curieuse compagne, Anne-Sophie — une grosse araignée, presque apprivoisée, qui occupe un coin de son appartement, non loin du canal Saint-Martin. D'une photo prise par temps de brouillard près du canal, justement, Armand dit qu'elle est excellente (la meilleure de Paul, sans doute), mais qu'à la réflexion il manque quelque chose au premier plan. Un cadavre, peut-être...

A partir de là, Pervanche observe, avec frayerie parfois, la lente montée, en lui, d'une étrange folie, jalonnée de singuliers indices : son bizarre attachement pour une petite fille, Ella; le suicide d'Armand, qui se pend parce qu'il ne supporte plus sa vieillesse; la rupture avec Claire; la mutation à Toulouse, que Paul demande, puis refuse. A travers tout cela, ajouté à l'obsédante photo, une nécessité apparaît : un meurtre. Il faut, pour que la photo soit vraiment bonne, un cadavre. Mais lequel ? Car la véritable question que Paul se pose, dans tout ce récit, et à laquelle il se doit de répondre, c'est : comment aller au bout de soi-même ?

SECRET, meurtre et folie sont aussi les ressorts du premier roman d'un médecin de trente ans, Christian Lehmann. Dans *la Folie Kennaway*, on suit, avec angoisse, le terrible récit de Francis Kennaway, un écrivain de renom, qui vit ses dernières heures dans un hôpital psychiatrique et veut se libérer du secret de sa vie : soupçonné d'avoir tué son ancien amant, un peintre, il a simulé la folie. Il se confie à Sylvia Fuchs, qui le soigne. Mais, quand on est médecin, et femme, et déjà blessée, on n'entend pas impunément une telle confession.

Ou vit-on le mieux une « belle » vie ? Dans la réalité ou dans la fiction ? Dans la fiction, dans la nostalgie, dans la dérive onirique, répond sans hésiter René de Ceccatty à travers son dernier roman, *la Sentinelle du rêve*. Sur ce texte, comme le titre l'indique, le rêve veille. Sur la vie des deux sœurs, qui donnent au récit sa trame et son unité, planent des ombres attraites et inquiétantes. Marie est obsédée par Véra Carolus, romanière « maudite » morte voilà des années, double romanesque de Violette Leduc, pour laquelle René de Ceccatty n'a jamais caché son admiration. Quant à Antonia, professeur de philosophie, elle a écrit un essai sur *le Sommeil*, *le Rêve*, *la Raison*, et elle demeure hantée par le rêve que fit Descartes, le 10 novembre 1619, à Neuburg.

Le réel n'intéresse guère Marie et Antonia, à moins qu'il

ne soit « filtré » par la littérature. Il ne passionne pas non plus René de Ceccatty, qui s'est laissé aller, dans ce septième roman, pour son plaisir et celui de son lecteur, à une sorte de balade romanesque, une promenade, entre rêve et souvenir, dans ses passions et ses « mythologies » : on naviguera ainsi des années 60 aux années 80, du scoubidou et du hula-hop au SIDA, de Michel Foucault à Pier Paolo Pasolini — travestis mais si reconnaissables —, de la réflexion sur la folie au discours sur la répression et sur la sexualité, de l'esthétique de la violence à la mort violente. De tout cela, comme de Descartes et de Véra Carolus, ne demeurant que la mémoire et le rêve, toujours recommencé.

CLAIRE DEVARRIEUX, on le savait depuis son premier livre, *J'ai horreur des contacts humains* (1), aime

Devarrieux puisse exercer sa lucidité, sa cruauté, et sa tendresse aussi.

LA Marie de Brigitte Chardin (qui publie aussi pour la seconde fois, avec *Juste un détour*) est, elle, une femme jeune, héroïne d'une histoire ambiguë et allégre, menée avec autant de vigueur que Claire Devarrieux a de patience pour décrire le désespoir.

Marie, dans ce court roman (cent vingt-six pages) retrouve Umberto, avec lequel elle a fait l'amour une fois, quelques années auparavant. De rendez-vous en rendez-vous renait une troublante intimité. Umberto propose alors à Marie un étrange marché : si elle va en Algérie pour convaincre une femme — enlevée jadis et vivant dans un harem — de revenir en France, lui, Umberto, l'aidera à faire accepter son projet de transformation du Parc des Monstres à



Jean Colombier vu par Bernice Cleeve.

les histoires tristes, l'écriture brève, l'humour un rien grinçant. Elle récidive, et aggrave son cas avec *Innocentes* ! quatre-vingt-douze pages pour une vie fichue.

Géraldine Follet n'a jamais été en bonne compagnie avec elle-même : prof chahuté, dans le même lycée que « maman », dont, évidemment, elle avait été l'élève, elle s'est prise de passion pour Adrienne, symbole même de la séduction et du succès. « J'avais des amis, avant l'arrivée d'Adrienne, raconte-t-elle, des collègues avec qui je déjeunais à la cantine. J'avais maman. J'étais bien avec l'administration, avec le petit personnel. Cette familiarité qui remplissait mon existence et me consolait de mes dièses, j'en fis cadeau à Adrienne. J'avais quarante ans, et tout ce que j'avais vécu avant ne servait à rien. »

« Raconter », Géraldine ne fait plus que cela depuis qu'elle est dans une maison de retraite où sa mère vient la voir tous les samedis. Elle n'a que soixante-cinq ans, mais elle a un peu perdu la tête, surtout depuis la mort d'Adrienne. Géraldine ne sait pas très bien pourquoi elle a vécu, ni pourquoi elle vit encore. Simplement pour que Claire

Bomarzo, près de Rome (Marie est paysagiste).

Vrai voyage ? Itinéraire romanesque d'éducation et de formation ? Comme l'écrit Alberto Moravia, qui, lui aussi, a aimé ce livre : « Ce sont des questions auxquelles il n'est pas nécessaire de donner une réponse. Je vous les pose pour démontrer que votre texte, comme tout texte authentiquement littéraire, a une indispensable ambiguïté (...). Sans ambiguïté, le symbole deviendrait une allégorie explicite, et il n'y aurait aucune nécessité de décrypter ce texte. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

* **LES MATINS CÉLADON**, de Jean Colombier, Calmann-Lévy, 236 p., 98 F.

* **LA FOLIE KENNAWAY**, de Christian Lehmann, Presses de la Renaissance, 254 p., 92 F.

* **LA SENTINELLE DU RÊVE**, de René de Ceccatty, éd. Michel de Maule, 296 p., 98 F.

* **INNOCENTES** ! de Claire Devarrieux, Mercure de France, 92 p., 59 F.

* **JUSTE UN DÉTOUR**, de Brigitte Chardin, Gallimard, coll. « L'Infini », 126 p., 70 F.

(1) Gallimard, 1987.

Orgies madrilenas

L'Impromptu de Madrid : sur fond de bacchanales d'ambassade, un premier roman comme une danse du futile et du tragique

Si vous trouvez que les bons sentiments fleurissent dans les jardins des écrivains comme les chrysanthèmes artificiels sur les tombes, si vous pensez que la littérature, c'est une façon courtoise de manier la guillotine, et non de rendre la politesse à ses contemporains, allez faire un tour du côté de chez Marc Lambron. Le roman français aujourd'hui, vous dira-t-il, ne livre plus guère que les secrets de l'art d'être grand-père : « Des chapitres carrés, du turbinage psychologique. A l'imparfait, toujours. Ça doit être goûteux comme le pot-au-feu que sert la mère du lecteur. » Inutile de vous avertir que Marc Lambron ne mange pas de cette soupe-là.

Son premier roman, *L'Impromptu de Madrid*, ne se passe ni dans la banlieue parisienne, ni dans les regrettables colonies, ni dans une morne campagne où bivouaque une aileu intraitable. Marc Lambron a transporté son écriture sur les terres madrilenas, à l'ombre de l'ambassade de France et à trois pas du Ritz.

Madrid et de la carrière, mais aussi d'une femme, Anabel. Elle a la grâce démoniaque et des archives sentimentales qui ressemblent à un bêtin mondain. Elle évolue parmi cette faune de chancellerie pour qui l'amour est un protocole signé par deux consuls et la diplomatie une affaire de courtoisie ou une philosophie dans le boudoir.

Le secrétaire d'ambassade promène sa nonchalante ironie et son sarcasme dans une fête qui n'est qu'orgie d'amertumes et de bacchanales de réussites avortées. Tandis que le mondain en lui désespère et ricane, l'ethnologue espionne et découvre une nouvelle race de personnages : celle des « égoïstes convenables ». Ils forment une société secrète dont les membres se reconnaissent entre eux comme des massacreurs aux gants de velours : diplomates comploteurs, quadragénaires souffrant de « donjuanisme à rechutes », gazelles de consulat portant des jupes « brèves comme un soup-pir », attachés d'ambassade installés sur leur « piaffoir » de

jeune chiot, amants brisés par le *lady hunting*, chasseurs solitaires dont le cœur n'y est plus...

Ces égoïstes convenables sont des adeptes du principe d'indifférence, ils pratiquent le meurtre rituel avec un ascétisme proche de la désinvolture. Au milieu de cette tribu qui a révisé le cannibalisme pour l'adapter aux exigences modernes, le secrétaire d'ambassade, toqué de l'Espagne et naïvement épris d'Anabel, fait figure de martyr.

Il y a du dandy flagellant chez ce diplomate à la recherche d'une estocade amoureuse. S'il avait lu Cioran, il aurait appris que l'Espagnol est un improvisateur d'illusions, que sa seule philosophie consiste à vivre dans une « sorte d'après chantane », de non-sérieux tragique, « qui les sauve de la vulgarité, du bonheur et de la réussite ».

Le sens du ridicule

Marc Lambron a entrepris de sauver aussi les Madrilenas de la pesanteur. Dans ce roman de l'égalité, les personnages se portent à eux-mêmes un intérêt passionné, mais, dotés d'un sixième sens, celui du ridicule, ils savent qu'on rit des autres pour ne pas rire de soi. La première vertu du frivole étant de reconnaître ses tares avec élégance.

L'Impromptu de Madrid est moins un roman qu'une danse, une parfaite chorégraphie du futile et du tragique, bref, un corbillard de la gravité. Marc Lambron nous enseigne l'art de flâner au bord du gouffre, de narguer les catastrophes avec l'insouciance d'un jeune premier qu'éclabourent les marons du drame bourgeois. Pour dissiper la tristesse de l'hiver, rien ne vaut cet élixir de l'insolence.

ROLAND JACCARD.

* **L'IMPROMPTU DE MADRID**, de Marc Lambron, Flammarion, 142 p., 59 F.

Noceurs et bourreaux

Pour mieux tromper ses pairs, il a jeté sur son manteau d'ethnologue clandestin la cape d'un secrétaire de chancellerie, qui pratique avec ostentation la badaderie mondaine. Voici donc notre flâneur traquant l'aventure dans la movida, la fête madrilenne, que hantent le cauchemar des années 50, la silhouette des nymphettes franquistes, le souvenir des orchestres de « mariachis jouant Besame mucho pour étouffer le bruit des coups ». La mémoire des aubes où les derniers noceurs croisaient les estafettes des bourreaux.

Puisqu'une ville sans une escapade amoureuse, c'est comme une chambre à coucher en attente chez le marchand de meubles, Marc Lambron est allé à la découverte, non seulement de

PRIX

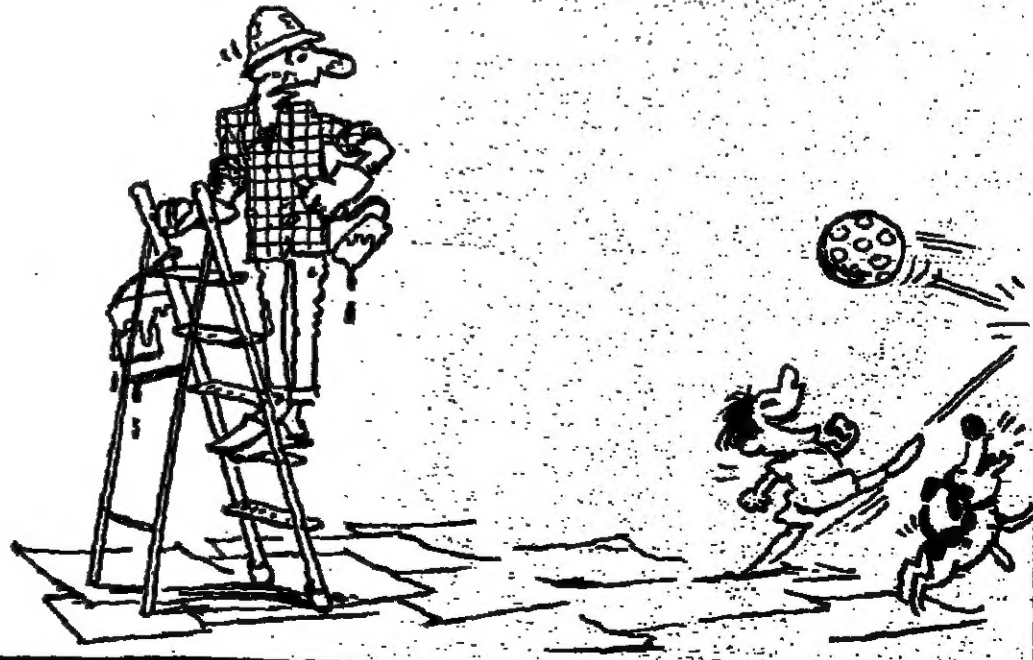
● Le prix Tocqueville, qui couronne une « œuvre de réflexion d'aspiration libérale », a été décerné à l'écrivain mexicain OCTAVIO PAZ.

Octavio Paz succède au palmarès de ce prix, créé en 1979, à Raymond Aron, David Riesman, Alexandre Zinoviev, Karl Popper et Louis Dumont. Parmi les membres du jury, présidé par Alain Peyrefitte, figurent Georges Balandier, Jean-Marie Domenach, Michel Crozier et trois universitaires américains.

● Le Prix de l'Association internationale des études françaises a été remis à PAUL BENICHO pour son livre *Les Mages romantiques* (Gallimard).

● Le prix des intellectuels indépendants 1988 a été décerné à RENÉ SEDILLON pour le *Coût de la Révolution française* (Paris).

"Souviens-toi ! On avait conclu un marché : je repeints ta chambre, tu écris ton livre !"



GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE

A partir d'images parues dans *Le Monde* daté du 3 décembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain 75014 Paris (Minitel 3615 Nathan ou 3615 Le Monde), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle deviendra un vrai livre.

NATHAN Le Monde



PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre du tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 13 juillet 1988, a condamné la société S.E.P.A., editrice de *Minute*, à payer à Tahar Ben Jelloun la somme de 60 000 francs à titre de dommages-intérêts pour avoir publié dans le numéro de cet hebdomadaire, daté du 23 au 29 décembre 1987, des propos diffamatoires ou fautive à son égard. »

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Alexandre le bienheureux

Relire le père Dumas, c'est recevoir une extraordinaire leçon d'énergie

ALEXANDRE DUMAS — le père, bien sûr — le fils ne compte guère, — a mauvaise réputation chez les gens de goût : on l'a trop lu ; il est trop gai, trop plaisant. Une si belle santé, un tel appétit d'histoires et d'écriture ne peuvent dénoter qu'un écrivain vulgaire. Le père Dumas n'est décidément pas distingué.

Ce mépris des gens de goût n'aurait aucune importance s'il n'exerçait une espèce de terreur sur les autres lecteurs. Dans le domaine, pas si éloigné, de la gastronomie, on a connu ça avec la « nouvelle cuisine ». Lorsque des chroniqueurs culinaires anorexiques et des cuisiniers pingres ont décidé que seule la maigreur était respectable, ils ont mis les Français à la diète et condamné les amateurs de plats en sauce à la quasi-clandestinité. A moins de passer pour une bête féroce indécrottable, vous ne pouvez plus vous nourrir que de queues de navet et de poireaux crus.

Une sorte de piège diabolique

Même chose pour Dumas. Non seulement ses romans ne se trouvent pas dans La Pléiade, mais certains des plus beaux d'entre eux ont même disparu des rééditions en format de poche. La réputation de certains marque peut-être la fin d'une période, le déclin de la dictature des tristes, des épuisés et des languoureux.

Lire Dumas, c'est en effet prendre le risque du plaisir à haute dose. Il faut, pour commencer, avoir du temps. Lorsqu'on se lance dans la lecture de *Le Relu Margot*, premier volet de la trilogie des Valois, il faut savoir qu'on

aura toutes les peines du monde à ne pas avaler, sans souffler, les cinq cents pages du bouquin et à ne pas enchaîner immédiatement sur *La Dame de Monsoreau*, puis *Les Quarante-Cinq*. A partir du moment où l'on a lu : « Le lundi, dix-huitième jour du mois d'août 1572, il y avait une grande fête au Louvre », une sorte de piège diabolique s'est reformé qui vous pousse inexorablement vers la phrase, le chapitre, le volume suivants.

Où, il y a des cliffhangers, où, on marche en aveugle dans une forêt de quiproquos, d'intrigues, de retournements psychologiques inattendus ; où, le style de Dumas se ressent parfois de la hâte à boucler un chapitre. Mais la séduction d'Alexandre le grand tient précisément à ces façons de hussard. Il explose d'énergie. Regardez la manière dont il traite l'histoire. Il prend le plus sinistre, le plus dramatique, le plus morbide : le règne de ces Valois dégénérés qui maintiennent leur existence malade sur le trône à coups de massacres, d'empoisonnements et de trahisons ; ou encore, dans la trilogie des Mousquetaires, les intrigues sordides de la cour et les basses manipulations de la Fronde. Et dans *Monte-Cristo*, la corruption des trois piliers sur lesquels repose la monarchie restaurée du dix-neuvième siècle : l'argent, l'armée et l'administration de la justice. Tous les éléments sont donc réunis pour la composition de tableaux du romantisme le plus noir. Et, certes, Dumas ne se prive pas des couleurs du drame — il ne se prive jamais de rien, — mais il court toujours, sous-jacents, aux scènes les plus sinistres, aux situa-

tions les plus mélodramatiques, un élan, une vitalité, une gaieté qui ont pour effet de créer une connivence entre Dumas et son lecteur. L'histoire, lui dit-il, est la chronique du malheur des hommes, mais la littérature permet de transformer, de transmuter cette suite interminable d'horreurs et de folies en bonheur. Dumas est un écrivain euphorique.

Ces monstres familiers

Il importe peu, dès lors, que sa peinture du seizième siècle finissant prenne des libertés avec ce que nous savons de la vérité historique de cette époque. Notre bonheur n'a que faire de savoir si Catherine de Médicis était ou non une maniaque de l'arsenic, ou si Richelieu était bien le gredin torseux dont les mousquetaires déjouent les manœuvres. En revanche, la Catherine et le Richelieu de Dumas ne cessent jamais plus de hanter notre mythologie personnelle, images merveilleusement vivantes, mobiles, palpitantes passions. Ces grands, ces monstres, ces fantômes de siècles lointains sont désormais nos familiers.

L'euphorie de Dumas, cette extraordinaire énergie qui le pousse à insuffler de la vie, du mouvement, de l'action et à accélérer par l'écriture le cours des choses, nous la retrouvons, toujours aussi généreuse, dans ses écrits non romanesques, dans le meilleur de son théâtre, dans ses *Mémoires*, mais aussi dans ces récits de voyage comme le *Speronare* qu'on vient de rééditer.

Dumas adore l'Italie du Sud comme tout ce qui est excessif, intense, éclatant de panache. De Naples, il a laissé un tableau étonnant, le *Corricolo*, réédité il y a quatre ans par les éditions Desjournes. Le *Speronare* raconte ses visites de la Sicile. Il est probable que Dumas, même dans ses carnets de bord, ne s'en laisse pas conter par la réalité prosaïque. C'est trop beau pour être totalement véridique. Trop drôle, trop vif, trop allégre. C'est un formidablement de portraits rapides, de dialogues échevelés, d'épisodes cripiants et de réflexions exubérantes. Voyager avec Dumas, c'est sortir des guides et des rencontres organisées pour goûter à toutes les sources de l'aventure littéraire. On se perd dans sa Sicile bien plus qu'on ne s'y retrouve, mais nous savons bien que les délices du voyage sont dans l'égalité.

Un mot encore. Les éditeurs, depuis un an, nous submergent d'ouvrages, utiles et inutiles, nouveaux ou redécouverts, sur la Révolution française. Certains ont dépensé des trésors d'ingéniosité pour dénicher dans les plus obscurs recueils des caves où ils dormaient des textes sur 1789 qui ne demandaient qu'à poursuivre leur carrière dans l'oubli. Il y a pour tant une lacune, énorme, à combler : le cycle romanesque de Dumas sur la Révolution — *Le Chevalier de Maison-Rouge*, *Joseph Balsamo*, *Le Collier de la reine*, *Angé Pitou* et *Le Comte de Chary* — est aujourd'hui introuvable en librairie. On ne peut pas laisser passer le Bicentenaire sans nous rendre le plaisir de ces chefs-d'œuvre.

PIERRE LEPAPE.

Le retour des moustachus

A MIS de Bayle et de l'Italie — mais comment être l'un sans l'autre ? — les jeunes écrivains à la livre fournie que présente en groupe Michel Bouteau ont vingt ans autour de 1900. Enfants d'un symbolisme tardif déjà mêlé d'une salubre fantaisie, ils s'assemblent autour de l'ainé, Henri de Régnier (1864-1936), naïf de Houffouille comme ses contemporains Allaire et Sada, et de nos jours beaucoup moins présent qu'eux. C'est que nous sommes, en compagnie d'Edmond Jaloux (1879-1949), de Jean-Louis Vaudouy (1893-1963) et d'Emile Henriot (1889-1961), fondateurs du Club des longues moustaches, dans un autre temps. Goûters en commun le jacté, frites chez les Poignés, rêves de Venise et de Rome, bibelots aimés, femmes entrevues : « Que tout ne soit pas vain dans le temps d'aujourd'hui », espère Régnier, puis-je « vivre avili », assure Charles Du Bos, compagnon des moustachus.

S'ils entretiennent le goût du passé, ceux-là n'aspirent plus à l'alignement défilant et souvent mièvre des Montaignes, des Pierre Louys ; et s'ils lisent Heredia par obligation fidèle parnassienne, ils admirent les modernes robustesses de Bourget, de Barrès, de Gourmont. Ils présentent la singularité de Toullet, de Boylève, de Proust. Poésie, roman, ils veulent écrire et vont faire carrière. Ils seront de l'Académie, Vaudouy administrateur, Caravellet, puis la Comédie-Française pendant la guerre ; Abel Bonnard, autre frère en moustache, est ministre du Maréchal ; Henriot rédige le feuilleton littéraire du *Temps*, puis du *Monde*.

S'ils ont prétendu à la création d'imagination, c'est dans l'essai qu'ils perdurent. Régnier fut bon poète, jamais grand, mais son livre sur Venise, *L'Alana ou la vie vénitienne* (1),

vibre encore, non loin de ceux de Stendhal et de Taine.

De même, on relit avec profit les *Approximations* de Du Bos, si bien décomposées et riches d'exigences solides ; on s'étonne de la perspicacité des *Livres du second rayon* d'Henriot, de la curiosité générale de Jaloux en son *Essai des livres et des saisons littéraires*. La critique digne de ce nom est aussi création.

La naïveté de Jammes

Contemporain de Régnier mais aux antipodes du symbolisme, le Pyrénéen Francis Jammes (1868-1938) enchaîne Gide, qui fit publier ses premiers recueils au Mercure de France. Ses élégies et ses prières, inspirées par une intense foi catholique, ne dédaignent pas un panthéisme innocent abstrait de Saint-François et de Rousseau. On réédite en un volume ses deux romans *Clara d'Ellebeuse* et *Almaïde d'Entramont*, écrits vers 1900, qu'on a fait suivre de brèves contes et poèmes en prose. Livres de l'enfance ou d'enfance littéraire ? En dépit de quelques notations justes et cruelles et malgré la très heureuse figure du marquis d'Asin, la naïveté y confine à la nébuleuse. S'il en était besoin, Jammes souligne par défaut l'émancipation d'un Larbaud.

OLIVIER BARROT.

★ LE CLUB DES LONGUES MOUSTACHES, de Michel Bouteau, Quai Voltaire, 216 p., 90 F.

★ CLARA D'ELLEBEUSE ET AUTRES TEXTES, de Francis Jammes, 10-18, 288 p., 36 F. Signatures que Yves-Alain Fauré vient de publier une étude sur Jammes et la terre (Ed. Sang de la terre, 174 p., 69 F.).

(1) Réédité en 1986, au Mercure de France.

● ARTS

Mirbeau, le prophète de Rodin

« RODIN est grand, Mirbeau est son prophète », écrivait Maurice Larue, critique d'art à *Bordeaux-Journal* en juillet 1900. Les cent cinquante lettres de Mirbeau de 1885 à 1915 — éditées et abondamment annotées aujourd'hui par Pierre Michel et Jean-François Nivet — permettent de retracer la nature de l'amitié entre ces deux hommes aux destins associés, mais de parts inversées.

En 1885, Auguste Rodin restait, à quarante-cinq ans, sau-

dans le *Figaro* du 16 janvier 1888.

Puis on oubli l'incident, et en 1889, Rodin et Mirbeau furent à nouveau très liés, fréquentant assidûment Monet et le critique d'art Gustave Geffroy ; il leur fallut affronter, l'année suivante, la nouvelle polémique suscitée par l'article de Mirbeau contre l'art officiel et le despotisme de médocratie commissaires chargés de distribuer les commandes officielles. Rodin ne suivit guère son ami sur un terrain aussi politique. Il travailla à un buste de

de main-d'œuvre. Ce qui anno- blit la peinture, la sculpture, écrivait Octave Mirbeau à Jules Huret, c'est le côté ouvrier.

Quelques années plus tard, pendant que son ami joue à l'artiste officiel en pleine gloire de Troisième République, Octave Mirbeau, devenu membre de l'Académie Goncourt, se sent las, fatigué ; il se retire peu à peu de la scène journalistique et littéraire, et se replie dans le village de Cornille-en-Verdin. Il travaille à son dernier roman, *Dingo*, avec acharnement.

« Ni chien ni loup »

Dans ce conte voltairien que l'on vient de rééditer, se trouvent, adoucies, les figures de ses premières satires sociales — un maître radical, un paysan rouillard, un curé médiocre, un médecin ignorant, un savant fumiste, un écrivain à la mode, un peintre raté, — confrontées à un animal d'Australie, « ni chien ni loup », dont les « goûts d'immoralisme » séduisent le narrateur. C'est que Dingo aime les rôdeurs, fait fête à un assassin de petite fille, étrangle les chats, les poules, les dindons, mais aussi une gazelle, un mouton, un perroquet, sans aucune mauvaise conscience, accomplissant tout en étant son devoir de chien fou, survivant dans une société qu'il a l'air de juger — mais comment lui donner tort ? — absurde et menaçante.

Victime d'agraphie, démolie par la guerre, Octave Mirbeau mourut, le 18 février 1917. Le même jour que Rosa Barret, la sévère compagne de Rodin...

CLAIRE PAULHAN.

★ CORRESPONDANCE AVEC AUGUSTE RODIN, d'Octave Mirbeau, édition établie, présentée et annotée par Pierre Michel et Jean-François Nivet, Éditions du Lérot, 261 p., 150 F.

★ DINGO, d'Octave Mirbeau, collection « Autour d'Orsay », dirigée par Stéphane Lévy-Klein et Catherine Fritz, préface de Catherine Fritz, Éditions Michel de Maule, Alstir, Hachette, 261 p., 85 F.



Rodin : Mirbeau n'aimait pas sa Légion d'honneur.

vage encore et rétif à toute mondanité, peu connu, fort critiqué. Mais quand « le grand écrivain » Octave Mirbeau, de huit ans son cadet, lui « fit l'honneur de son amitié », et entreprit de le défendre dans un combat plein d'allant et de sentent contre les conformismes et les académismes, Rodin fut progressivement admis, intégré tout de moins dans le débat artistique. Il fut même décoré de la Légion d'honneur en décembre 1887, ce dont Mirbeau, qui avait entre-temps glissé d'un individualisme conservateur à l'anarchisme, s'indigna : « C'est comme une atteinte portée à mon affection et à mon admiration », écrivait-il

Mirbeau, précisément, qui sur- monte aujourd'hui la tombe de l'écrivain au cimetière de Passy.

En 1900, l'exposition Rodin, qui se tint parallèlement à l'Exposition universelle, confirma le succès de l'artiste, la reconnaissance des milieux de l'art, les commandes et les ventes : dès lors, Mirbeau ne se pressa — plus pour antiser la gloire de son ami. Toutefois, en 1902, quand parut une belle édition du *Jardin des supplices*, c'étaient des dessins de Rodin, et de la plus belle encre, qui l'ornaient, condamnés en une seule œuvre deux conceptions de l'art : « Avec la littérature, il n'y a pas

L'envers de la Renaissance

Des complots de l'Arétin aux bouffonneries scabreuses des peintres de « grottesques », le seizième siècle italien selon André Chastel.

« O N'aurait plus vite fait de compter les pépins de toutes les grenades du monde que d'énumérer vos discours : sur les jours d'érotisme, la crise, la Kabbale, le génie, les armes offensives et défensives, la manière de trouver les figures, les maladies dont ne traite pas Hippocrate... » Cet éloge de l'Arétin au médecin Gianotti Rangoni, dit le Philologue, il est à peine besoin de le changer pour l'appliquer à André Chastel, qui publie trois livres d'un coup, des lettres de l'Arétin, un essai sur la Joconde et une histoire de la « grottesque ». Tous trois relèvent de son culte de l'Italie et de la Renaissance, mais chacun d'une façon trop singulière pour qu'une telle diversité ne paraisse pas suivre à la lettre l'idéal d'universalité cher au seizième siècle.

Homme de lettres, André Chastel préface une anthologie de la correspondance de l'Arétin traduite et annotée. « Grand journaliste », dit-il de l'épistolier. Mais journaliste enragé alors, susceptible des compliments les plus excessifs comme des éreintements les plus haineux, un jour plat et quémandeur, le lendemain venimeux et pervers. Débauché comme Don Juan et converti à la morale comme lui. Il y a du maître-chanteur dans l'Arétin, et un fond de crapulerie décoré de science et de beaux mots. Comme tableau de la Renaissance politique, diplomatique et guerrière, rien n'est plus éloquent que ses lettres et suppliques extravagantes.

L'Arétin n'ayant point jeté son venin à Léonard, son nom manque

à l'énumération d'écrivains et de peintres qui se rencontre dans l'illustration incommode, court récit des mésaventures survenues à l'image de Mona Lisa depuis qu'elle a été peinte à l'huile sur un panneau de bois. C'est moins un essai d'histoire de l'art qu'un précis de décomposition plaisamment illustré. André Chastel narre le passage de la Joconde de l'état de tableau à celui de fan-tôme. Il n'oublie rien : ni journaux illustrés, ni réclames, ni cartes postales, ni Léger, Dali ou Duchamp. Tout cela, pourrait-on objecter, n'est pas bien sérieux, peu neuf et plus amusant que substantiel. Pas sûr : combien d'œuvres sont-elles en train de subir la même dévitalisation par la reproduction ? Les *Demoiselles d'Avignon* et la *Vénus de Milo* ont déjà rejoint Madame Lisa dans son enfer d'évanescence cathodique. La méditation sur la Joconde finit ainsi en esquisse d'une très contemporaine théorie du simulacre.

Le cercle de famille

On a gardé cependant le principal pour la fin, le plus original et le plus riche des trois ouvrages, celui qui analyse la « grottesque ». Cet ornement de fantaisie doit ses deux « t » à son origine, les grottes qu'étaient pour les Romains de la Renaissance les ruines de la Rome impériale, ruines aux murs couverts de peintures étranges. L'étude se développe à partir de cette résurrection, datée des années 1480, et

suit le destin de la grottesque, de la citation à la licence, de l'imitation de cette antiquité peu classique jusqu'au délire d'invention de Sodoma et de Jules Romains. Dans des entrelacs de végétaux qui finissent en animaux et d'animaux qui se terminent en arbres, Italiens et Flamands logent des créatures absurdes ou effrayantes. Le cauchemardesque et l'impie sont, sous les fleurs et les feuilles, les mêmes, peut-être, qui avaient été sculptés aux chapiteaux des églises médiévales.

Telle est la vertu de cette démonstration : elle décrit l'invasion d'un motif romain par la satirique et le fantastique qu'aucune Renaissance ne peut éliminer du « fonds humain ». Passé le concile de Trente, ces grottesques burlesques n'ont naturellement plus été en odeur de sainteté en Italie. Elles ont survécu en France jusque dans les « singeries » du dix-huitième siècle, immorales et satiriques. Une filiation se dessine, qui est une fidélité. André Chastel, qui commence en citant Montaigne et continue en citant Rabelais, conclut sur Paul Klee, qui illustre Voltaire : voilà le cercle de famille presque complet. Et l'on devine que cette famille est celle qu'il préfère. Ce savant est un sceptique et un ironiste.

PHILIPPE DAGEN.

★ LETTRES DE L'ARÉTIN, préface d'A. Chastel, traduction A. Chastel et N. Blamoutier, éd. Scala, 568 p., 159 F.

★ L'ILLUSTRE INCOMPRISSE, d'André Chastel, Gallimard, 144 p., 127 F. 290 F.

★ LA GROTTESQUE, d'André Chastel, éd. Le Promeneur, 98 p., 140 F.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

VOYAGES

Il est bien des façons de voyager. En cette fin d'année, voici quelques récits qui sont autant de quêtes initiatiques.



La leçon de ténèbres de Christian Dedet

UNE époque où les voyages lointains n'étaient pas à la mode, le dépaysement appelait la contrainte : l'agence de la plus efficace était alors l'administration pénitentiaire, et les clubs exotiques étaient des bagues.

travaux forcés à perpétuité sans preuve formelle et contre l'avis des experts, — parce que l'un de ses patients a été découvert à l'état de cadavre dans un placard de son laboratoire. Les apparences sont pour le moins fâcheuses, d'autant que Bougrat a mauvaise réputation : il vit avec une ancienne prostituée, perd au jeu, tringue avec des truands. Il est donc par avance redouté : le dévot du bagne de Cayenne, l'évasion, la culpabilité ne paraît plus si évidente.

Un Suédois aux Indes

UNE nouvelle collection orientée vers « l'ailleurs » paraît sous le double sigle d'Actes Sud et de l'agence de voyages Terres d'aventure. Les premiers titres parus proposent le pré et le meilleur. Partir en hiver du romancier suédois Göran Tunström, témoigne d'une aptitude rare : celle de s'abandonner au voyage et de larguer ses préjugés, en acceptant de vivre pleinement les rencontres, les hasards, les quiproquos.

qui existe entre Chinois et Tibétains, cet ouvrage y suffirait à lui seul. Après quelques mois passés au Tibet, Ma Jian livre donc les temps forts de son périple. S'exprime là une sorte d'effacement dégoûté, alié à une rigoureuse méconnaissance des mœurs et coutumes tibétaines. On ne peut imaginer voyageur plus obtus et plus sûr de sa supériorité. Chez nous cela porte un nom : le racisme.

Geitli, puis la mission de médecin des pauvres au Venezuela. Le livre de Christian Dedet se lit d'abord avec la rage au cœur, mais le final suscite une étrange jubilation, comme si un homme déchu pouvait parfois trouver en lui assez d'énergie et de grandeur pour se purifier de toutes les infamies et de toutes les lâchetés collectives. « L'affaire Bougrat terrifie, parce qu'elle montre la fragilité du statut de chacun d'entre nous. Mais cette vie défilante plus encore. Un homme traverse les Enfers. Il se réveille au Venezuela. Contre le destin qui le broie, il laisse un souvenir radieux. »

ANDRÉ VETTER.
★ LE SECRET DU DOCTEUR BOUGRAT, de Christian Dedet, Pléiade, 467 p., 129 F.

★ PARTIR EN HIVER, de Göran Tunström, Actes Sud, 250 p., 119 F.
★ LA MENDIANTE DE SHIGATSE, de Ma Jian, Actes Sud, 87 p., 69 F.
★ LE FLEUVE JAUNE, de Kevin Sinclair, éditions du Chêne, 208 p., nombreuses illustrations couleur, 320 F.
★ LES CHEMINS DE SATE, d'Alan Booth, Actes Sud, 390 p., 129 F.

Les Chemins de Sate, d'Alan Booth, offre heureusement une approche plus libre et plus chaleureuse du Japon. Ici, c'est un

Les vagabondages de William Beckford

La France va-t-elle enfin découvrir « le plus fortuné des enfants d'Angleterre » ?

M. ROGER KANN, traducteur et préfacier du Voyage d'un rêveur éveillé à raison de le souligner dans sa présentation de cet inédit de William Beckford qui vient de paraître : il est paradoxal que « le plus fortuné des enfants d'Angleterre », comme le désignait un Byron admiratif, soit aujourd'hui reconnu par ses compatriotes comme un de leurs meilleurs écrivains, alors qu'il est « quasiment inconnu » en France. La revanche littéraire posthume se fait désirer de ce côté-ci de la Manche pour ce jeune, beau, brillant, richissime aristocrate qui prit plaisir ou orgueil à saccager sa vie, apatride, raffiné et extravagant, avant de finir ruiné et solitaire, âgé de plus de quatre-vingt ans, peu soucieux du monde et des hommes, à Bath.

Marc Chadourne, dans un essai déjà ancien, a évoqué les fascinantes facettes de ce mauvais ange (1). Que peut-on lire de lui ? Vathek, réédité en 1984, et deux récits de voyage qui concilient don de l'observation et souci mesuré de l'autoanalyse : Excursion aux monastères d'Alcobaca et de Batalha (publié en 1956) et Journal intime au Portugal et en Espagne, 1787-1788, publié en 1986 (2).

Bien d'autres choses restent à découvrir. Aussi accueillera-t-on avec intérêt la publication de la première partie, sous le titre Voyage d'un rêveur éveillé, de Dreams, Waking Thoughts and Incidents, carnet de bord du « grand tour » que Beckford entreprit en Europe à vingt ans

(la seconde partie couvrira son séjour à Venise, Rome, Florence et Naples). L'ouvrage imprimé et prêt à paraître en 1783 fut retiré de la vente à l'instigation de la mère de Beckford.

La destruction totale de l'édition eut lieu en 1801, quatre exemplaires échappèrent à cet autodafé, parmi lesquels celui de la Bodleian Library d'Oxford, qui a servi à la présente traduction. Beckford : écrivain maudit avant la lettre ?

« Personne n'est moins réaliste »

Sous forme de correspondance, genre prisé à l'époque, ce récit évoque les différentes étapes qui conduiront Beckford d'Ostende aux portes de « cette exquise patrie du classicisme » : l'Italie.

Il nous avertit d'emblée que personne n'est moins réaliste que lui et que les dispositions de son esprit romantique le portent à embrasser éternité et choses. Ne prenons pas trop cette déclaration au pied de la lettre ; Beckford sait voir et donner à voir : de la plume hollandaise dont les habitants semblent révéler une origine aquatique — « ceux-ci ont d'ailleurs quelque chose de l'huile dans le regard, et leur peau la fluidité des mollusques » — aux bords du Rhin qui, de Bonn à Coblenz, par les sentiers verdoyants, les abbayes et les châteaux-forts perchés sur leurs rocs impriment au voyageur « une idée de grandeur ».

Les œuvres célèbres sont au rendez-vous de ses curiosités, architecturales et picturales. Le cocasse ne manque pas davantage que l'anecdote : d'une nuit

cauchemardesque provoquée par les punaises à la rencontre du prince Orloff se remettant aux eaux d'Embs du service de l'impératrice Catherine II. Quant au romantisme, vision fantomatique comprise, il trahit chez cet observateur volontiers narquois, voire méprisant, cette aspiration à l'absolu, aux chimères, qui a donné à son existence de prosaïque magnifiques et sinistres contours : des éblouissements aux vertiges du gouffre.

PIERRE KYRIA.
★ VOYAGE D'UN RÊVEUR ÉVEILLÉ, DE LONDRES À VENISE, de William Beckford, traduit de l'anglais par Roger Kann, José Corti, 152 p., 85 F.

(1) Eblis ou l'Enfer de William Beckford, Payot (1967).
(2) Respectivement aux Belles-Lettres et chez José Corti.

Baron-Samedi est à Paris

Une ethnoanalyste martiniquaise est allée à la rencontre des sorciers et des guérisseurs.

« O U sont passés les dieux ? Nos dieux ? demande Simonne Henry Valmore. Serait-ce là, échappés du voyage, dissimulés dans le béton des HLM ? Errent-ils dans la jungle des villes ? » Magie, envoiements, protections, poisons... Tout le monde (ou presque) aux Antilles croit à la sorcellerie, du moins à ses effets : monde souterrain, aussi secret qu'omniprésent. Religion, ou plutôt résidu, « débris de rites, de mythes, de cultes », comme l'écrit Aimé Césaire. Pourquoi les dieux, petits et grands, transportés d'Afrique au fond des vaisseaux négriers, cachés, interdits, réprimés, métamorphosés ensuite, n'ont-ils pas abouti à des cultes syncretiques comme au Brésil, à Haiti ou à Cuba, tout en restant pourtant au fond de toutes les âmes, étrangement indéracinables ?

Simonne Henry Valmore est martiniquaise et ethnoanalyste. Son premier voyage, elle l'a fait en 1958 quand, adolescente encore, elle s'est embarquée avec sa famille sur le bateau qui partait pour la France. Exil, déchirement. C'est vingt-deux ans plus tard, en 1980, qu'elle entreprend son second voyage en décidant d'enquêter sur la magie antillaise (le quimbois), en cherchant ce que les « dieux », en exil aussi, deviennent à Paris. Un voyage qui va durer huit ans, celui-là, qui va l'emmener de son île natale à la métropole, de Haiti à Dakar, et, comme tout vrai voyage, la ramener à soi.

D'étonnants personnages

Peut-on tout dire quand on enquête sur un terrain aussi délicat que la magie ou la sorcellerie ? Comment éviter le regard exotique sur sa propre culture ? Simonne Henry Valmore s'est posée ces questions et beaucoup d'autres, y compris celle de la légitimité de sa quête. Avec elle, on s'enfonce dans les « mornes » de la Martinique, on débambule dans les rues de Paris à la recherche de ces « séanciers », « quimboiseurs », « dormeuses », guérisseurs, qui vont lui apprendre comment et pourquoi on devient sorcier, en même temps que les rituels, les pratiques magiques, les ordonnances, la signification des rêves, l'usage des plantes (celles qui guérissent et les autres), les codes et la grammaire, la mythologie.

Dieux en exil n'est pas un ouvrage scientifique sur le fait magico-antillais à Paris : l'auteur est peut-être trop prise entre des exigences contradictoires, la démarche scientifique et ce qu'elle suppose de critique, d'une

part, et tout ce que l'amitié, les contrats de confiance, son « initiation » enfin lui imposent de silences, d'autre part. C'est un livre généreux, vivant, une sorte de carnet de voyage à la première personne, qui fait découvrir des personnages étonnants. Elina au septième, par exemple, Elina si émouvante (« Petite sorcière de Michel : sous les tropiques ») avec son passé tourmenté ; Léopold, ouvertement quimboiseur, Baron-Samedi, plus inquiet, qui travaille avec la magie noire dans son sous-sol ; Marie, dans son bonbon blanc, celle qui l'a initié « comme l'aurait fait un grand chamane » ; Pauline, allante et combative, guérisseuse qui se dit parfois sorcière, toujours pressée d'agrandir son savoir ; d'autres encore.

Mais ce qu'on découvre aussi avec Simonne Henry Valmore, c'est que, quels que soient leurs défauts et limites, les « séanciers » sont de véritables thérapeutes du corps et de l'âme, « des

rassembleurs d'affects, spécialisés dans la guérison de la nosologie », et que les voyages en compagnie de ce que l'auteur appelle les « maîtres-affaires d'âmes » sont assez semblables à ceux que l'on entreprend en psychanalyse sous la conduite des maîtres sans parole. Le quimbois, qui est un « chéfière », mais pas un jeu, le quimbois, qui n'est pas une religion, mais qui n'en est pas loin (qui aurait pu l'être), continue de jouer un rôle évident bien qu'occulte dans l'économie psychique des Gadeloupéens et des Martiniquais en France. Le voyage intérieur qu'a effectué Simonne Henry Valmore est aussi une manière d'approcher l'imaginaire antillais et de mieux comprendre le grand choc du magique et de l'exil. Un exil qui n'en finit jamais de se répéter.

CATHERINE HUMBLLOT.
★ DIEUX EN EXIL, de Simonne Henry Valmore, Gallimard, collection « Au fil du sujet », 239 p., 85 F.

Le temps du « Bleu »

JEAN DES CARS et Jean-Paul Caracalla, auteurs de deux superbes ouvrages sur l'Orient, ont écrit, cette fois, la fabuleuse aventure ferroviaire qui a ouvert une brèche de prospérité pour l'Inde : la région. Avec ce *Train bleu*, le plus célèbre du monde et le plus chargé de fantasmagorie, ils se passent, accumulant documents, anecdotes et une magnifique iconographie.

Tout commence vers 1830, quand un polytechnicien de génie, Paulin Talabot, imagine de fournir les débouchés qui lui manquent à la houille du bassin d'Alès. Ouverte la liaison vers le Rhône, il s'agit, ensuite, de relier cette voie de communication à Paris et à Marseille. De tronçons en tronçons, de viaducs en tunnels, à coups de capotins et d'audace, l'ouvrage s'accroît et, en un demi-siècle, une araignée de réseaux ferrés couvre la France, qui a rattrapé son retard dans ce domaine. La ligne Paris-Lyon-Méditerranée provoque une véritable explosion économique sur tout son parcours, et Marseille devient un des plus grands ports d'Europe.

Le « Paris-Vintimille », moderne tapis volant, file, chaque nuit vers la côte méditerranéenne, dont les Anglais sont enroulés, leur reine Victoria en tête. Bientôt, il roule en compagnie avec les grands express européens, qui transportent les aristocrates de Russie et de la Mitrail-Europe, ainsi que les géants de la finance

internationale vers la Riviera anacardée.

Le *Train bleu* — « le Bleu » pour les indés — est mis en service en 1922. Il dépasse tous les autres en confort et en luxe : en 1929, les voitures, toujours bleues, deviennent métalliques pour une sécurité accrue ; le décor intérieur atteint au comble du raffinement, avec ses bois précieux marquetés et ses verrières de Lalique. Ce palais roulant donne son nom à une opérette dansée par Lila au Théâtre des Champs-Élysées, et il sert de cadre à la *Madone des élephants*.

L'avion et le Mistral vont changer les habitudes. 1977 sonne le glas de cette merveille roulante : cinq voitures vendues aux enchères et décapées au châteauneuf-fini, en morceaux, chez les ferrailleurs. Un peu du patrimoine national disparaît, beaucoup de rêve avec lui.

Mais « le Bleu » n'est pas tout à fait mort. Patientement reconstituée après des années de recherches à travers toute l'Europe, une voiture est visible au Musée du chemin de fer de Mulhouse, et les nostalgiques fortunés trouveront, à la fin de ce prestigieux volume, les programmes des croisières encore possibles dans quelques wagons toujours en service.

G. GUYARD-AUVISTE.
★ LE TRAIN BLEU, de Jean Des Cars et Jean-Paul Caracalla, Denoël, collection « Histoire des trains de France », 160 p., 380 F.

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Partir...



Le dessin de la ville de Jerim par Carsten Niebuhr.

★ **PATAGONIE EXPRESS**, de Paul Theroux, traduit de l'anglais par Alexandre Kaba, Grasset, 404 p., 120 F.

★ **PRÉPARATIFS DE FUITE**, nouvelles de Lars Gustafsson, traduites du suédois par Marc de Commaire et Céline Lévesque, Presses de la Renaissance, coll. « Les nouvelles étrangères », 264 p., 110 F.

★ **LA MORT EN ARABIE**, une expédition dans le désert 1761-1767, de Thorold Hansen, traduit de l'anglais par Raymond Albeck, Actes Sud, coll. « Terres d'aventure », 428 p., 129 F.

DANS le *Dictionnaire du Diable*, de fer comme « le plus important des nombreux moyens mécaniques qui nous permettent de quitter l'endroit où nous sommes pour gagner celui où nous ne sommes pas mieux ». Cette hypothèse, exprimée par celui qu'on a surnommé le « Swift américain », semble pouvoir s'appliquer à l'écrivain américain Paul Theroux qui, par ailleurs, ne semble pas tellement apprécier l'auteur de la Rivière du hibou (le Ni aussi fêché, ni aussi fou, ni aussi lettré que Swift), note-t-il en passant au nord du Mexique, après la gare de Huichapan, dans la région supposée où Bierce disparaît sans laisser de traces en 1913. Paul Theroux, devenu le champion du roman ferroviaire, dont les Editions Grasset viennent de publier *Patagonie Express* : un long, long voyage de quelque 15 000 kilomètres et tout un continent — en vingt-deux trains, autant que de chapitres — qui mène en deux mois notre romancier-voyageur du Massachusetts à la Patagonie. Un matin, il part de sa maison de Medford, prend le métro à Wellington Circle, en même temps que les employés qui partent à leur travail ; direction la gare de Boston, Chicago, le Texas... le sud de l'Amérique du Sud. Eux, les employés, sont pressés ; lui ne l'est pas. Son postulat est simple : ne pas sortir des rails (ou presque).

Le voyage n'est plus ce qu'il était. Et Montaigne, Ibn Battuta, Jean-Baptiste Tavernier, Stendhal ou Ruskin avaient une façon différente de voir du pays ; ce qui est bien évident. Jorge Luis Borges, qui fut un grand voyageur, armé de toute sa curiosité et de son immense culture, évoque le bonheur d'une promenade en ballon près de Napa en Californie (« C'était pour nous un voyage dans ce paradis perdu pour nous le jour où le dernier siècle, écrit-il dans ces notes de voyages intitulées *Atlas* (1). Voyageur dans la nacelle d'un ballon imaginé par Montgolfier,

c'était aussi revivre les voyages d'Edgar Poe, de Jules Verne et de Wells ». Les migrations de masse, « organisées », qui remplissent les charters, n'envahissent tout de même pas tout le globe. Proches ou lointaines, il reste des terres à conquérir.

Né en 1941, Paul Theroux, lui, joue au train. C'est-à-dire qu'il a inventé sa façon d'écrire bien à lui et nourrit sa nostalgie en suivant des locomotives aux quatre coins du monde. Grand voyageur depuis toujours, ami de V.S. Naipaul à qui il a consacré une étude (2), universitaire en Afrique de l'Est (il a été expulsé du Malawi en 1965 sous le prétexte d'avoir participé à un complot d'assassinat contre le président du pays) et à Singapour dans les années 60-70, puis résidant à Londres, il a publié une douzaine de romans depuis *Waldo* en 1968, en passant par le très étrange *Palais des images* (traduit aux Presses de la Renaissance en 1980), une messe de photos retrouvées dont l'auteur se gorgait avec le don d'observation, l'acuité de l'œil, qui le caractérisent. Le récit de voyage, qui marque le tournant de sa carrière, date de 1975, avec le succès de *The Great Railway Bazaar* : by Train through Asia (trad. : *Railway Bazaar*, Grasset 1987), une expédition ferroviaire d'Europe jusqu'en Inde, regroupant aussi ses expériences dans ces pays, sur les traces (littéraires) de ses maîtres, Graham Greene, Joseph Conrad, Evelyn Waugh... Avant de quitter l'Angleterre, il a voulu aussi déterminer les limites avec son *Voyage excentrique et ferroviaire autour du Royaume-Uni* (Grasset, 1987).

Patagonie Express est d'une tout autre ampleur. Mégakilométrique. Considérant la voie ferrée et le train comme un point d'observation privilégié, son navire, son destrier, avec des arrêts dans des ports — les gares — il recrée un continent entier, comme avec un « fish-eye ». Paradoxalement, il nous fait penser à Julio Cortázar qui, choisissant la démarche inverse, mit

un mois pour aller de Paris à Marseille par l'autoroute A 6, campant dans les aires de repos, les parkings, pour considérer la France, avant de mourir (3).

Voyageant dans ses wagons aux noms évocateurs — Lake Shore Limited, Lone Star, Aztec Eagle, Balboa Bullet, Express de Sol pour Bogota, Autoferry pour Guayaquil, Panamericano, etc., — Paul Theroux sait d'expérience qu'il n'y a pas deux trains qui se ressemblent. Les trains salvadoriens sont aussi dégingolés que ceux du Guatemala, mais il y a des différences. Les avoir engendrés, mais ils ont évolué différemment. Il en va de même des chemins de fer du monde entier... Il ajoute, plus loin : « Au vrai, les pires trains vous font traverser les plus beaux paysages. Les express d'été — les bullet trains au Japon, le Train bleu de Paris à Cannes, l'Ecosse volant vous offrent le virage, rien de plus — la vitesse diminue le plaisir du voyage. L'omnibus de Curaco (Salvador), lui, se traîne à travers le spectaculaire ».

Armé de son stylo à bille et de son passeport, l'auteur-voyageur ne nous parle pas ainsi dire pas des États-Unis — l'Illinois, le Middle-West, le Texas, — il est un Américain parmi d'autres, un « touriste », dit-il. Ce n'est qu'après Laredo, la frontière mexicaine, et le puzzle des pays de l'Amérique centrale que l'expérience change de nature : d'abord parce qu'il ne parle pas très bien l'espagnol, mais, néanmoins, se sent un gringa d'un genre spécial, qui refuse d'être traité de « touriste ». Il est un aventurier des rails perdus qui va

« jusqu'au bout de la ligne », aussi loin dans le sud que le permettent les trains de Medford, Massachusetts. Il ne veut pas écrire un guide ni faire œuvre de romancier mais — contrairement à *Patagonie*, le chef-d'œuvre de Bruce Chatwin, par exemple — ne veut raconter que ce qu'il voit, ce qu'il entend. Clairement, froidement. On se met sur les rails. C'est parti. Au lecteur de ne pas se laisser larguer sur le ballast...

DANS un recueil de nouvelles écrites sur une période de vingt ans, de 1967 à 1987, et réunies sous le titre significatif de *Préparatifs de fuite*, le suédois Lars Gustafsson (qui vit aujourd'hui au Texas), évoque plutôt le désir de partir, fuir. Non pas le désir d'aller des kilomètres, mais plutôt de trouver une logique à son existence... rappelant par là la Mort d'un spiculateur (Presses de la Renaissance) qui date de la même période. Dans le récit qui donne son titre au recueil, le narrateur dessine le lieu : « Le paysage, plat à perte de vue, polders, près marécageux, échappées d'eau bleue que la vent assombrit, touffes de roseaux jaunes ». Descriptions d'entomologiste, d'ornithologue, d'observateur minutieux des âmes comme de la nature chez ce campagnard intellectuel et solitaire qui, du printemps aux premières gelées, tente dans une ruine couverte d'herbe de poursuivre des travaux manuels qu'il dissimule un cart-volant, peut-être. Hanté par l'angoisse, la paralyse, l'inquiétude, par ces histoires de personnes qui ne respirent pas ; quand il brûle ses outils, dans le premier froid hivernal, il abandonne ses préparatifs de fuite ».

C'est le même qui a écrit dans la bibliothèque universitaire à la recherche de cartes et de planches anciennes qui représentent des villes autrefois célèbres, aujourd'hui évanouies ? Le même érudit linguiste, amateur de carte-volants, qui recherche les traces et la langue d'une île, très grande, de 127 000 habitants qui

« une fois mis en face de la honte et de l'horreur de leur condition, se seraient massacrés jusqu'au dernier, quand ils prirent conscience du fondement de leur existence et du destin que leur prescrivait l'histoire ». Il n'a pas besoin, lui, d'aller voir pour imaginer la ville exterminée par elle-même ou « soignée ». L'herbe se balance... Quand j'y songe, sa sérénité me semble surnoise » (Une île de la région de Magors).

La dernière partie des nouvelles constitue un ensemble : *Histoire de gens heureux*, où le fragment autobiographique s'imbrique dans le rêve, l'ironie, l'esotisme, le voyage immobile... Une belle et magique introduction à l'œuvre complexe, savante et toute simple de ce Gustafsson qui observe la fuite de son monde et de son temps.

LES Scandinaves ne sont pas forcément des voyageurs immobiles. Loin de là. Fascinés par le soleil, par le Sud... Dans une nouvelle collection, intitulée « Terres d'aventure », chez Actes Sud, vient de paraître le très étrange et beau document de Thorold Hansen, *La Mort en Arabie* (qui avait paru en 1981 aux Editions de l'Aire). Historien, grand voyageur et romancier, Hansen raconte la tragique et véridique expédition scientifique de six Danois partis vers Constantinople et l'Arabie heureuse, le 4 janvier 1761, de la rade de Copenhague : un philologue, un physicien-botaniste, un mathématicien-astronome, un médecin-physicien, un peintre-graveur. A travers l'Egypte, Alexandrie, Suez, Rhodes, traversant la mer Rouge vers le Yémen et Moka, puis l'Inde, Bombay, ces voyageurs-là, en quête d'espérance et de progrès, se retrouvent face à une nature hostile, qui va les anéantir et réduire à une tragédie le thème secret de leur grand voyage. Seul, l'un de ces six hommes reviendra vivant au Danemark : Carsten Niebuhr (4), dont les Carnets sont la trame de ce livre et dont les relations du voyage en Arabie seront le sujet d'études de toutes les universités européennes.

(1) Jorge Luis Borges - Marie Kodama : *Atlas* (Gallimard, 1988).

(2) V.S. Naipaul : *An Introduction to his Works* (African Publishing Corporation, 1972).

(3) Carol Dunlop - Julio Cortázar : *Les Autant de la comarque ou Un voyage intertemporel Paris-Marseille* (Gallimard, 1983).

(4) Carsten Niebuhr (1733-1815), géographe et voyageur allemand d'origine danoise, auteur d'une *Relation de voyage en Arabie* (1776-1786).

● LETTRES ITALIENNES

« Si je n'avais pas été écrivain... »

(Suite de la page 9.)

— Si vous n'aviez pas été écrivain...

— Point d'embarras : j'aurais été toute la vie moniteur de marionnettes. D'ailleurs c'est aussi mon métier.

— J'ai gardé un beau souvenir d'un de vos spectacles en appartement. C'était en 1977, et le sujet en était la Révolution française...

— La Révolution m'a toujours passionné, car je vis en curieux, une curiosité axée sur le souvenir, c'est-à-dire l'histoire... Avant de lire Furet et Tocqueville, j'ai pensé la Révolution française par le souvenir que m'en apportaient mes petits personnages de vingt centimètres de haut. La réminiscence est toujours bonne, pour la raison et pour le cœur ; l'oubli est désastreux, anthropophage.

— Qu'est-ce pour vous la Révolution : de l'énergie au sens mystique, une « action surnaturelle » ?

— Vous l'avez dit fort bien : c'est comme ça.

— Des ombres qui bougent dans vos souvenirs comme sur un écran...

— Oui, la salle de spectacle ne ferme jamais. On se fait emporter par un courant d'actions humaines chargées d'intensité, comment disait Louis Massignon, d'actions où il y eut du surnaturel, et qui demeurent emblématiques, même dans cette misérable chute des continents, cette extermination du souvenir par l'information. Ce courant d'énergie se déroule jusqu'à la dernière fusillade de Waterloo.

— En lisant vos livres, on est frappé par votre pessimisme, par l'impitoyance d'une catastrophe libératrice, par la répugnance morale et physique pour ce qui vous entoure. Pourtant, il y a aussi un sens très fort de la vie.

— C'est la répugnance fort naturelle du biophile pour la des-

truction, la mort de la beauté qui entraîne celle de toute la vie sur la planète.

— Parfois on a l'impression que toute l'horreur que vous ressentez est là pour exalter, immensément agrandi, un détail minuscule et humble, qui assume soudainement la valeur d'absolu. Est-ce ainsi ?

— Le maire d'Hiroshima m'a donné cet exemple : sous la pluie de feu, il tentait de sauver le portrait de l'Empereur, en l'emportant avec lui, sur le fleuve de mort.

— Vous n'avez pas d'espoir que le drame écologique, la pollution universelle, puissent trouver une issue satisfaisante, une solution politique et technique...

— C'est un drame métaphysique : notre condition dans l'être est sous le faible jour de la passivité. On n'en sort pas.

— Dans cette perspective, à quoi bon prendre des précautions, ne pas respirer du CO₂, manger des aliments moins pollués ?

— Voulez-vous que je me mette à prêcher la suppression biblique des nouveau-nés et des nids des cigognes migratrices qu'on mitraillait parfois, parce que la vie, à cause d'un dépassement tragique des mesures, est devenue tout à fait imbuvable ? J'ai des mains : je protège, je soigne ; mon petit idéal se lève pour faire rimer : sur ma table il n'y aura jamais de fast food, des ignobles frites... Un poème parlant d'eau ou de misère, c'est de l'eau qui n'est pas polluée : on peut en boire ; buvez-en.

— Je vois réapparaître ce sourire qui rencontre souvent dans vos livres : un peu semblable à celui de l'homme-arbre dans le *Triptyque des fraises*, de Jérôme Bosch.

— Quelqu'un, à mon insu, y aura mis ça... Je l'en remercie.

A ce point, notre entretien se termine. Je demande à Guido Ceronetti, si, par hasard, j'ai deviné, en lui posant mes questions, au moins l'une de celles qu'il aurait pu souhaiter.

« Non, mais ce n'est pas grave, vous savez. Cela s'est très bien passé quand même ! »

Peut-être aurais-je bien fait d'agacer un peu sa passion pour les faits divers les plus noirs, pour certains crimes célèbres ou locaux analysés par lui dans des articles de la *Stampa* de Turin, journal auquel il collabore régulièrement depuis 1972. Je l'interroge : « Que va donc faire un chercheur de ce qui demeure dans la boue passagère des faits divers ? »

— Mais... croyez-vous qu'*Edipe*, l'*Aveugle*, *Rachet*, *Job* et *Hécube* soient tellement loin de l'abattoir ? »

Ceronetti enfle son manteau et ajuste son béret. Tel l'homme-arbre de Bosch, il me regarde en souriant.

BENEDETTA CRAVERI.

Autres parutions

● **FRUTTERO et LUCENTINI** : *La Prédominance du crétin*. — Les deux complices ont donné deux articles mensuels à la *Stampa*, depuis 1972. En faisant un choix de ces textes pour les éditions Mondadori, Fruttero et Lucentini ont découvert qu'ils avaient tous trait à la « bêtise », sous ses formes les plus diverses. Voici donc une suite d'esquisses pour un portrait du crétin moderne. En fin de volume, on trouve quelques « exercices d'admiration » qui compensent la féroce du reste. (Traduit de l'italien par J.-C. Zaccarini, Arléa, 320 p., 120 F.)

● **GIUSEPPE ANTONIO BORGESE** : *Eva*. — Né en Sicile, en 1882, mort en Toscane soixante-dix ans plus tard, après s'être exilé en Amérique, Borgese fut un des meilleurs analystes du fascisme. Voici un de ses recueils de nou-

velles : le désarroi des passions sous la banalité quotidienne (Traduit de l'italien par Eliane Deschamps-Pria, éd. Desjonquères, 138 p., 89 F.)

● **DINO BUZZATI** : *Ploche de feu*. — Après le *Capitaine Plo*, un deuxième volume des poèmes de Buzzati : une partie d'entre eux sont réunis sous le titre-programme de *Pardon, la place de la cathédrale, c'est de quel côté ?* (Traduit de l'italien par Dino Bernali, éd. bilingue, postface de Frédéric Bonan, La Touraille, 40, rue Fargès, 13008 Marseille, 100 p., 57 F.)

● **GIOVANNI DELLA CASA** : *Galatéa*. — Un traité de 1558 sur les bonnes manières. Un « code du raffinement ». (Traduit de l'italien par Alain Pons d'après la version de Jean de Tournes (1598), présentation d'Alain Pons, Quai Voltaire, 172 p., 80 F.)

désir, l'abandonnera, le rendant à la ville de province où rien ne passe inaperçu, où l'on guette toujours le péché pour ne jamais cesser de le juger et de le punir.

Quant à *Miroir, gentil miroir*, il s'agit d'un exercice de haute voltige où il n'est pas interdit de voir à la fois une parodie de d'Annunzio et un hommage à Ronald Firbank, l'auteur de la *Princesse artificielle* (2) et des *Excentricités du cardinal Pirelli* (3), mort à Rome en 1926. Arbasino doit être l'un des seuls guides capables de vous conduire jusqu'à la tombe oubliée du cimetière romain où l'extravagant Anglais dort de son dernier sommeil...

Une divine marquise sicilienne

Entre fin de siècle et Belle Époque, *Miroir, gentil miroir* est l'histoire d'une baronne libertine, une sorte de divine marquise sicilienne qui a besoin de s'inventer tout un théâtre de masques et de viol pour arriver au plaisir...

A la différence de Firbank, qui fait proliférer les non-sens jusqu'à obtenir une rigoureuse cohérence dans l'artifice, le narrateur, Arbasino lui-même, entre et sort du récit, tel l'acteur qui trahit les personnages du drame en multipliant les apartés à l'adresse du public pour en faire son complice. Et cette façon de démailler la narration, d'arrêter la fiction pour ensuite la relancer, de façon intermittente, est, en fait, ce qui caractérise les romans d'Arbasino à partir de son deuxième ouvrage, *L'Anonimo lombardo* (1959), où réapparaît le thème de l'amour homosexuel, mais comme entouré de barbelés de citations en bas de page.

Par ailleurs, son roman le plus ambitieux, *Fratelli d'Italia*, s'offre d'abord, un peu à la manière de *Mareile*, de Cortázar, comme un travail maniaque sur la « structure » et la « forme » : « Ah !

s'exclame Arbasino, lorsque, quel que treize ans après sa publication, il réécrit ce roman, quelle excitation créative et critique n'éprouvait-on pas en démontant et en remontant le jeu surgi au creusement de puits d'euphorie... avec tous ces petits traits remplis d'ustensiles fascinants... en essayant une « clé » après l'autre, jusqu'à ce que la serrure bloquée cède... »

Ne pas être dupe, montrer que la fiction n'est qu'une fiction, qu'il n'y a pas de profondeur, qu'un roman est avant tout un agencement impeccable d'aventures irresponsables, ont été des manies ou des caractéristiques de la littérature de l'avant-dernière décennie. Mais Arbasino, un moment séduit, suit vite prendre le large et ses distances : les intermittences du goût, des manières, le recensement de gestes, l'inventaire de ces tournures de langage propres à une époque, à un milieu, qui classent ou déclassent les gens, étaient la substance même dont il allait continuer de nourrir son œuvre.

Joubert disait que celui qui a de l'imagination sans érudition a des ailes et n'a pas de pieds. Ni les uns ni les autres n'ont jamais manqué à Arbasino, l'un des écrivains italiens les plus représentatifs de ce que l'on appelle la « crise de la civilisation », crise qui réside, peut-être, dans la perpétuelle difficulté de trouver un équilibre véritable, une affinité spirituelle entre la connaissance et l'art.

Si quelqu'un a des chances d'y parvenir, c'est bien notre Italien.

HECTOR BIANCOTTI.

★ **LES PETITES VACANCES**, d'Alberto Arbasino, traduit de l'italien par Brigitte Péro, Quai Voltaire, 286 p., 120 F.

★ **MIROIR, GENTIL MIROIR**, d'Alberto Arbasino, traduit par Annie Kériguel et Jérôme Véraïn, Clancier-Guenaud, 202 p., 59 F.

(2) Gallimard, L'imaginaire... (3) Rivages, 1987.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

14 Le Monde • Vendredi 30 décembre 1988 •

Vie associative

Les mal lotis de l'« amendement Coluche »

Les craintes des associations humanitaires qui ne bénéficient pas de ce texte

L'AMENDEMENT tant réclamé par Coluche et par ses amis, instituant un nouveau avantage fiscal favorable cette fois aux donateurs ayant de faibles revenus, a enfin été voté par le Parlement. Selon la formule retenue, les Français pourront déduire directement de leurs impôts 50 % du montant de leurs dons — pris dans la limite de 400 F — en faveur d'associations s'occupant de fourniture gratuite de repas. En voici le texte exact : « Les versements effectués à la fourniture gratuite des repas à des personnes en difficulté ouvrent droit, au choix du contribuable, à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % du montant de ses versements pris dans la limite de 400 F » (art. 4 de la nouvelle loi de finances de décembre 1988).

L'argument de Coluche et de ses partisans reposait sur la constatation selon laquelle le mode de déduction fiscale traditionnelle favorisait surtout les hauts revenus soumis à des tranches fiscales fortes. Or, expliquaient-ils, la grande majorité des donateurs est composée de Fran-

çais modestes faisant des dons moyens d'environ 230 F.

Le gouvernement rétablit un équilibre entre ces donateurs, qui pourront utiliser l'une ou l'autre des formules (déduction sur impôt ou sur le revenu), voire mélanger les deux (en tenant compte des plafonds) et retenir la formule qui leur sera la plus favorable.

Tout d'abord, lors du passage en première lecture, le gouvernement pensait limiter cet avantage aux dons en faveur d'associations fournissant des repas gratuits en France. Dans l'exposé des motifs, la commission des finances explique que « le mécanisme retenu, plus favorable aux revenus modestes ou moyens, vise à encourager dès cette année les actions de solidarité, dans le cadre d'une politique globale d'aide aux personnes en difficulté qui passe notamment par l'institution d'un revenu minimum d'insertion ».

Cette discrimination entre les activités en France et à l'étranger a aussitôt soulevé une vague de contestation au sein des associations s'occupant du tiers-monde. Jusqu'à présent, en effet, la France n'avait

jamais fait une telle distinction. De même, les organisations s'occupant d'autres formes d'assistance, et notamment des projets de développement, ont immédiatement protesté.

Une vingtaine d'associations (1) sont intervenues, début novembre, auprès des sénateurs pour que ceux-ci amendent le texte de l'Assemblée. Jusqu'à présent, disaient-elles dans un texte remis aux élus, tous les aménagements fiscaux concernant ce domaine profitaient à toutes les œuvres humanitaires d'intérêt général.

Le législateur n'avait jugé ni souhaitable ni possible de privilégier telle ou telle forme d'aide humanitaire. Pourquoi et au nom de quoi, en effet, choisir entre nourrir ceux qui ont faim et soigner ceux qui souffrent si l'on peut lutter contre ces deux maux ensemble ? La France, enfin, qui veut être l'un des pays à l'avant-garde de l'aide au tiers-monde, n'avait jamais voulu faire de distinction entre ceux qui aident les Français dans la misère et ceux qui soulagent les hommes en détresse dans les pays les plus démunis.

bénéficier d'un traitement fiscal plus favorable.

La formulation retenue obéit à un choix économique et politique. Les exigences budgétaires ont certainement obligé à réduire le camp des associations concernées.

On peut toutefois s'étonner de voir exclusivement renforcée une certaine forme d'aide à court terme d'urgence, et cela au détriment de l'aide à long terme pour le développement. La mesure prend à contre-pied toutes les organisations qui aujourd'hui dénoncent ce type d'aide d'urgence. L'aide alimentaire doit, disent-elles, sous peine de devenir un travail de Sisyphe, s'accompagner d'un ensemble de mesures à plus long terme qui aideront au décollage économique.

Pour M. Claude Malhuret, l'ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, cette loi est extrêmement dangereuse : « Si le gouvernement a décidé d'exploiter les associations de recherche médicale, celles de secours au tiers-monde, celles que Médecins sans frontières ou le Comité français pour l'UNICEF et bien d'autres encore, il a trouvé une arme redoutable... ». Selon M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'aide humanitaire, « il importait de s'assurer avant la mise en place du revenu minimum d'insertion, que la chaîne de solidarité [était] suffisamment approvisionnée pour les sans-abri et les exclus... au-delà de cette formule d'urgence, je poursuis les concertations avec les ministères concernés, la préparation d'un texte destiné à favoriser le développement de l'action humanitaire par les associations et les fondations ». Le secrétaire d'Etat invite d'ailleurs tous ceux qui ont des idées à les soumettre. Espérons que les associations se mobiliseront cette fois plus vite, car beaucoup ont reconnu ne pas s'être réveillées assez tôt lors du vote de cette dernière loi.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Une multitude de petits dons

Sensibles à la première partie de l'argumentation, les sénateurs ont voulu élargir les mesures à l'assistance alimentaire, médicale ou matérielle, tout en précisant « en France ». Les députés ont, eux, préféré la seconde formule, c'est-à-dire le maintien des associations fournissant des repas, quel que soit le pays (restriction faite pour les revenus de 1988 imposables en 1989, date à laquelle s'applique la limitation au territoire français).

Ce débat sur le champ d'application de la loi n'est pas de pure forme. L'action humanitaire repose sur une multitude de petits dons. Les associations qui ne sont pas bénéficiaires du nouveau dispositif craignent, à juste titre, de voir les donateurs se tourner vers les rares œuvres d'intérêt général, qui leur permettent de

Les détours de l'exonération

Exemple n° 1 : Les « petits revenus ». Le contribuable dispose d'un revenu annuel global de 58 000 F et verse 600 F de dons à des organismes d'intérêt général (soumis à déduction sur le revenu imposable). Après application du barème de 1987 (deux parts), l'impôt dû est égal à 3 045 F. Après décade et minoration, il est égal à 1 504 F.

Si le contribuable fait un don supplémentaire en versant 400 F à des fins d'aide alimentaire, le nouvel article de la loi de finances permet de soustraire de l'impôt 50 % des 400 F, soit : 3 045 F moins 200 F = 2 845 F.

Après décade et minoration, l'impôt dû est égal à 1 148 F. La réduction totale d'impôt est de 356 F. La logique du dispositif apparaît clairement : inciter les contribuables aux revenus modestes ou moyens à effectuer un effort supplémentaire de dons.

Exemple n° 2 : Les « gros revenus ». Le contribuable a le choix entre la réduction d'impôt et la déduction des dons de son revenu imposable selon les règles de droit commun. Dans la mesure où il aurait un taux marginal d'imposition supérieur à 50 %, la dernière formule lui serait dans ce cas favorable comme le montre l'exemple suivant : un revenu annuel de 500 000 F et un montant total de dons en faveur de l'aide alimentaire de 1 000 F.

Si l'on applique la réduction d'impôt, le revenu imposable est égal à 500 000 F moins 600 F = 499 400 F, soit un impôt de 189 498 F duquel sont soustraits 200 F de réduction d'impôt. L'impôt dû après minoration est égal à 183 619 F. Si l'on applique le mécanisme actuel de déduction, celui-ci est de 499 000 F, ce qui donne un impôt après minoration de 183 593 F. Le contribuable a donc intérêt à opter pour cette dernière solution.

Au chevet des déracinés

Venir en aide aux enfants hospitalisés loin de leur pays

IL n'y a pas de plus grande injustice que la souffrance et la solitude de l'enfant. L'association Médecins du monde le sait bien. C'est pour cela que, au fil des ans, elle a été amenée à élargir son activité en faveur des petits. Dernières actions en date : le parrainage d'enfants étrangers séjournant seuls, à des centaines et même des milliers de kilomètres de leurs parents, dans des hôpitaux français, et la création d'une chaîne de l'espoir. Celle-ci consiste à faire venir en France des enfants atteints d'un mal qu'une opération chirurgicale relativement simple, mais impossible à réaliser dans leur pays, pourrait sauver ou aider à mieux vivre.

La première activité est peu coûteuse. Elle ne demande qu'un peu de temps ; elle a été organisée par M^{me} Catherine Peterman, une femme de cœur. Hôtesse de l'air à UTA, elle connaît bien l'Afrique. Epouse d'un obstétricien membre de Médecins du monde, elle a été amenée à côtoyer les enfants de la grande misère.

Lors d'un séjour au Tchad, M^{me} Peterman a rencontré Adoum, atteint d'une curieuse maladie : des polypes poussaient sans cesse dans sa gorge. Trachéotomisé d'urgence, il a dû être opéré en France, loin de sa famille. De retour à Paris, Catherine Peterman a retrouvé Adoum, qui avait six ans. Elle a pris l'habitude de le voir régulièrement pour soulager sa solitude et à découvrir alors d'autres enfants dans le même cas, envoyés d'urgence dans un pays inconnu, dont ils ne connaissent pas forcément la langue. Elle eut alors l'idée de chercher des femmes et des hommes pour leur rendre visite et leur apporter soutien et affection. Catherine les a trouvées au sein des donateurs de Médecins du monde. Ils ont été sélectionnés lors d'un long entretien, au cours duquel ils ont précisé leurs motivations, leur disponibilité et la façon dont ils envisageaient la relation à venir avec l'enfant et l'équipe hospitalière.

L'espoir en amont du parrainage

Il n'est pas question de laisser planer une équivoque : ces enfants ne sont pas adoptables. Ils ont juste besoin d'un parrainage, l'aide la plus désintéressée qui soit. Le séjour de ces petits malades peut durer quelques semaines, parfois quelques mois. Et, selon les hôpitaux, le parrainage peut prendre la forme de visites à l'hôpital, de sorties lorsque le médecin et la famille en ont donné l'autorisation, voire d'un accueil en famille si l'état de l'enfant ne nécessite plus de soins hospitaliers réguliers, mais ne permet pas non plus le retour dans son foyer.

Actuellement, Médecins du monde travaille avec les hôpitaux pédiatriques de Necker, Saint-Vincent-de-Paul, Trousseau et Robert-Debré, ainsi qu'avec Bichat, Broca, Lariboisière, et les centres de convalescence de Saint-Mandré et de Margency dans le Val-d'Oise.

Dans ces établissements, les équipes soignantes signalent les enfants étrangers, isolés, mais aussi français à Médecins du monde, qui met alors en place un parrainage. Une trentaine de volontaires ont accueilli, en 1988, une cinquantaine d'enfants. La plupart d'entre eux sont repartis définitivement guéris, mais il arrive que l'issue soit plus doulou-

reuse, et le sourire de cette petite fille algérienne, morte récemment d'un cancer, restera longtemps dans la mémoire de sa marraine qui, jusqu'au dernier moment, lui a apporté un peu de chaleur.

La chaîne de l'espoir se situe en amont de ce parrainage. Son principe est simple : il s'agit de faire venir en France des enfants qui souffrent de maladies graves, hypothéquant leur espérance de vie ou les condamnant à l'infirmité (poliomyélite, cardiopathie) ou bien qui ont été victimes de blessures et de traumatismes, entraînant des handicaps moyens (troubles, fractures ouvertes...). Il s'agit bien souvent d'une intervention chirurgicale pour les sauver ou les aider à mener une vie normale ; mais, dans leur pays, les structures sanitaires sont telles qu'il est impossible de les prendre en charge.

Priorité aux familles modestes

Médecins du monde accueille déjà quelques enfants en province, mais voudrait élargir son champ d'action. Des chirurgiens de toutes spécialités ont déjà accepté d'opérer gratuitement dans leurs propres services ; déjà, des cliniques s'organisent pour recevoir les enfants et assurer les soins postopératoires ; des familles d'accueil sont volontaires pour héberger les enfants avant et après l'intervention et leur rendre visite pendant leur hospitalisation ; enfin, les compagnies de transport (avions et ambulances) offrent des tarifs réduits. Médecins du monde a estimé que de telles interventions, reposant sur la solidarité, coûtent en moyenne 20 000 F.

Le plus difficile, bien sûr, est de sélectionner les enfants, car une telle action ne peut qu'être limitée. Priorité est donnée aux familles modestes, aux enfants pour lesquels les chances de succès sont les plus grandes et dont la maladie ne nécessite pas une convalescence trop longue.

Pierre, Leila, Yen et Amadou ont déjà bénéficié de cette chaîne de l'espoir. Pierre et Yen avaient tous les deux six ans et avaient une malformation cardiaque lorsqu'ils sont venus, l'un de Pologne, l'autre du Vietnam. Ils sont aujourd'hui guéris. Leila, quatorze ans, a été victime des bombes au Liban. Ses trois frères sont morts ; elle a eu le visage déformé, brûlé. Des chirurgiens parisiens sont intervenus plusieurs fois pour lui refaire un visage humain et lui éviter de devenir aveugle. Amadou, un petit Sénégalais de douze ans, était, lui, tombé dans le feu. Son ventre était brûlé au troisième degré. Il avait été soigné par l'infirmerie locale, mais celle-ci n'avait pas remarqué qu'il restait recroquevillé : les plaies, en cicatrisant, avaient collé son thorax aux cuisses. Il est resté quatre ans ainsi. Des chirurgiens français l'ont opéré. La greffe de la peau a remarquablement pris et, aujourd'hui, Amadou marche. Il est reparti pour le Sénégal, quinze jours après son opération.

Ch. Ch.

• Médecins du monde, 67, avenue de la République, 75541 Paris, Cedex 11. Tél. 43-57-70-70.

fonda

sa lettre d'information

outil d'information indispensable à tout responsable associatif



Des parcours d'insertion des initiatives associatives en Rhône-Alpes leurs conditions de développement et les obstacles rencontrés numéro 59 - 50 f ttc

abonnement 8 numéros par an
tarif réduit (pour les adhérents) 400 f
envoyez vos coordonnées et votre règlement 220 f

fonda
fondation pour la vie associative
18, rue de Varenne - 75007 Paris
tél. (1) 45.49.06.58

INVESTIR, C'EST ENTREPRENDRE AVEC LE CRÉDIT COOPÉRATIF

Investir, c'est financer des équipements mobiliers et immobiliers :
• par des prêts à moyen (2-7 ans) et long terme (8-15 ans)
• à taux fixe ou taux variable,
• bonifiés par l'Etat,
• en Eau,
• en crédit flash (procédure simplifiée, montant limité, taux réduit),
• prêts conventionnés pour installations électriques,
• en crédit-bail.
Investir, c'est appuyer sur des fonds spécifiques de garantie mutuelle alliant le Crédit coopératif aux associations :
• sanitaires et sociales (UNOPSS, UNAPB, FNARS),

• culturelles et de communication avec la C.D.C. et la Fondation de France,
• de tourisme social (Ligue de l'Enseignement, Renouveau, L.V.T.) et tous les autres sociétés (Innovation et Développement).
Ces fonds complètent ou se substituent aux garanties habituelles.
Investir, c'est bénéficier des services d'ingénierie du mécénat et financier :

• fonds propres, émissions d'obligations associatives, titres associatifs.
Investir, c'est assurer le bon financement du cycle d'exploitation par des crédits court terme adaptés :
• relais de TVA, relais sur subventions, Loi Dailly.
Investir, c'est faire confiance au Crédit coopératif comme l'on déjà fait 6000 associations gestionnaires qui totalisent un encours de 3 milliards de francs de crédits.

Crédit Coopératif
banque des associations

Département des organismes sociaux
33, rue des Trois-Fonaines - BP 211 - 92002 Nanterre cedex
Tél. 47.24.89.71 ou sur Minitel : "Crédit coopératif Magazine" 36 14 COOPA

Le Monde
EN BANQUE DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG-CAM.SERVEUR
Tél. 45.38.70.72

Une mise au point de M. Ecomard

Humour et drame

● **Christine Cockrent hospitalisée.** — Christine Cockrent, présentatrice vedette du journal télévisé d'Antenne 2, a été hospitalisée d'urgence dans la nuit du 28 au 29 décembre. Le journaliste, qui était en vacances, à Bonifacio (Corse), a été ramené à Paris en avion. Elle souffre de sévères complications infectieuses : la suite d'une grippe, et son entourage craint maintenant des complications vasculaires liées à son état de fatigue générale. Christine Cockrent sera, jusqu'en septembre, directrice déléguée auprès du directeur d'Antenne 2.

avocats : à Saint-Mandé, 9, avenue du Général-de-Gaulle. Tél. : 42.28.07.78 et 43.28.73.28. A tous concours près le tribunal de adjoint de Paris.

Domaine privé du Cap BENAT, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
TEL : (33) 94-71-27-28 (29), Telex : (33) 93-75-53-61.

Jeudi 29 décembre

Vendredi 30 décembre

HORAIRE	FOTERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52,4	Seven-Seven 24x0	Actual. région. 10,7	Actual. Région. 8,9	Top 50 3,3	AB Baby 3,6	Routeur parisien 2,1
19 h 46	55,6	Rous fortune 30,7	Left story 9,5	19-20 info 5,6	Multe part 3,9	Bogey. Boulevard 2,8	Rouze parisien 2,6
20 h 16	63,1	Journal 29,6	Journal 13,4	Le classe 10,1	Multe part 2,3	Journal 4,3	Campus show 2,5
20 h 56	65,7	Secrète soirée 27,1	Hard et Soft 8 16,5	Vieux jeuness 8,2	Conf. asie 2,5	Pierre sacrée 9,7	Hold-up 3,5
22 h 8	61,0	Secrète soirée 29,8	Journal 6,2	Journal 4,6	Eglise hérisse 1,7	Parto-Débar 4,5	Droïdes de dièses 3,7
22 h 44	27,4	Duc de Windsor 11,7	Bolles années 4,7	Ondesques 1,4	Basket-ball 1,2	Amour cavale 4,5	Ordres de choc 2,8

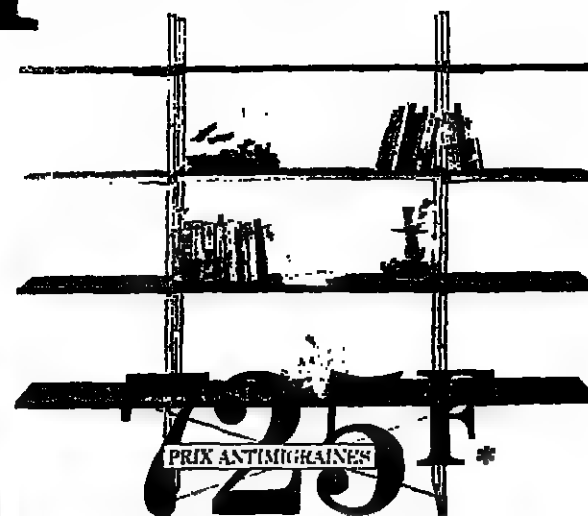
20.30 Concert (donné le 13 octobre à Bruxelles lors du Festival des Flandres) : *Symphonie n° 8* en fa majeur, op. 93, *Symphonie n° 7* en la majeur, op. 92, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski, 22.20 Premières loges. *Emile Rousseau*, baryton français. Extraits d'œuvres de Lecoq, Adam, Planquette, Audran, Messager. 23.07 *Club de la musique ancienne*. Les organes du Portugal. 03.30 *Poissons d'or*. Œuvres de Part, Dienneu ; à 1.30, Les poissons d'or du passé : Niels Wilhelm Gade.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Autriche : 111, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28 ; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue Scriba, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-43.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

[illegible]



295
NLS 60
Armoire - penderie
Aggloméré
laqué blanc.
L 80 x P 60 cm,
H 180 cm

Offre valable jusqu'au 8 Janvier 1989 dans la limite des stocks disponibles.



REALTIE
CENTRE CAL DE LOIME
LUN A VEN 11 H 20 H. SAM. 10 H 20 H
NORTURNE MER ET VEN 22 H TEL. 2042.76.77

 RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINTEL 3615 IKEA

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ La guerre des hormones s'accroît entre les États-Unis et la CEE avec, en arrière-plan, des enjeux économiques et politiques (lire ci-dessous). ■ Confirmation de la hausse des prix en France

en novembre : 0,1 % (lire ci-contre). ■ Le coût de la formation professionnelle est mal évalué en France. Une étude du BIPE tente de faire la lumière sur cette question

(lire page 21). ■ De nouveaux plans de sauvetage pour les caisses d'épargne américaines pourraient porter le coût des interventions à 100 milliards de dollars (lire page 24).

La guerre des hormones entre les États-Unis et l'Europe

Les Européens devront se concerter avant d'adopter des « contre-représailles »

Le ton monte entre les États-Unis et la CEE, à l'approche du 1^{er} janvier, date à laquelle la guerre des hormones entrera dans sa phase active. Des sénateurs américains demandent d'interdire toute importation de viande de la CEE. M. Nallet, de son côté, évoque la possibilité de freiner nos achats de soja et autres aliments du bétail. Cependant, certains, notamment en RFA, prouvent la prudence et la négociation. Les Douze devront confirmer début janvier s'ils répliquent par des contre-représailles aux représailles américaines.

La « drôle de guerre » des hormones entre les États-Unis et la CEE se poursuit, sans surprise, selon le scénario prévu depuis plusieurs semaines, même si le ton des déclarations monte à l'approche de l'échéance du 1^{er} janvier 1989. A cette date, le Communauté mettra en application une directive qui interdit la commercialisation et donc l'importation de viandes nourries aux hormones. Dans la foulée, les États-Unis, considérant que la réglementation communautaire est de nature protectionniste, mettraient en œuvre des représailles commerciales contre la CEE. Ils relèveront jusqu'à 100 % les droits perçus sur un certain nombre de produits agricoles, dont les conserves de tomates et des boissons fermentées.

Les importations européennes qui seront ainsi sanctionnées représenteront un volume de commerce de l'ordre de 100 millions de dollars (environ 610 millions de francs), soit un montant relativement

modeste par rapport à l'ensemble du commerce CEE-Etats-Unis et même inférieur à ce qui avait été initialement annoncé, comme si Washington avait tenu compte de la concession européenne consistant à ne pas appliquer l'embargo aux viandes destinées aux animaux domestiques.

Cette double décision (l'entrée en vigueur de la directive puis les représailles américaines) annoncée et réannoncée au moins trois fois, paraît tout à fait irréversible.

Il n'en est pas tout à fait de même des contre-représailles européennes, même si les déclarations de MM. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, et Willy De Clerq, le commissaire chargé des relations extérieures, ainsi que celles, en France, de M^{me} Edith Cresson et de M. Henri Nallet laissent présager une attitude de fermeté.

Du miel au miel

Lors de leur réunion du 19 décembre, les ministres des affaires européennes des Douze, écartant l'idée de contre-représailles automatiquement déclenchées par la Commission de Bruxelles, ont prudemment décidé de se revoir avant d'arrêter une position définitive. Une telle rencontre pourra avoir lieu, d'abord au niveau des experts, dès les premiers jours de l'année 1989. Les contre-mesures sont prêtes : elles visent le miel, les noix, les fruits secs, le maïs en balle. Mais seraient-elles appliquées ? On peut imaginer que le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas, l'Italie, particulièrement peu soucieux d'engager une guerre commerciale avec les États-Unis, plaideront pour la conciliation.

Sauf à perdre la face, la CEE ne peut pas se permettre de différer encore une fois l'entrée en vigueur d'une directive (initialement prévue pour le 1^{er} janvier 1988) adoptée par son conseil des ministres sous la pression d'un Parlement européen quasi unanime. Sans compter qu'un nouveau report, un moment demandé par les Britanniques et les Danois, reviendrait à discriminer les producteurs de viande de la CEE qui depuis plus d'un an ne sont plus autorisés à administrer des hormones à leur bétail ainsi que les fournisseurs des pays tiers qui, contrairement aux États-Unis et au Canada, se sont mis en règle avec la directive européenne, autrement dit livrent désormais des viandes sans hormones.

Mais certains expliqueront peut-être que les Douze peuvent, sans se ridiculiser, reporter l'entrée en vigueur des contre-représailles, le temps par exemple de laisser le GATT (1) se prononcer sur la plainte déposée par la CEE contre les représailles américaines.

Embarras des États membres

Outre les difficultés quasi congénitales qu'éprouve la Communauté face aux États-Unis, il faut comprendre que cette affaire entraîne des tensions au sein même de la CEE. Comme vient de le rappeler M^{me} Edith Cresson - n'était-elle, à l'origine, guère favorable à une directive d'interdiction totale, imposée par les organisations de consommateurs, relayées par le Parlement européen, et que leurs dirigeants, raisonnant ainsi d'une manière voi-

sine des Américains, ne sont pas loin de trouver excessive.

Il ne peuvent pas - souveraineté oblige - ne pas appliquer cette directive, même s'ils ne l'aiment guère, mais, par ailleurs, préféreraient sans doute engager sur un autre terrain le débat d'affrontement qu'ils savent inévitable avec les États-Unis. Il n'y a, à ce stade, pas de raison de craindre que l'affaire des hormones dégénère et, par contagion, affecte gravement les relations commerciales transatlantiques. Mais après l'échec début décembre de la conférence ministérielle du GATT, à Montréal, toute anicroche peut devenir dangereuse et donner un prétexte aux États-Unis pour se déchaîner. La partie de bras de fer engagée par les États-Unis et par la Communauté sur les réformes des politiques agricoles implique, personne n'en doute, des concessions de part et d'autre.

La CEE, si elle veut éviter la guerre commerciale et la dislocation de sa politique agricole commune (PAC) souhaitée par Washington, doit faire la part du feu, c'est-à-dire envisager de nouvelles concessions, accepter l'idée d'une seconde réforme de la PAC. C'est ce qu'a dit M. Henri Nallet et Frans Andriessen, le ministre français de l'Agriculture et le vice-président de la commission chargée des affaires agricoles, à leur retour de Montréal. Une partie difficile, un enjeu considérable que les protagonistes préfèrent préparer à l'abri de combats subalternes, type guerre des hormones.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) L'accord qui régit les échanges internationaux.

L'offensive du « lait aux hormones »

(Suite de la première page.)

Le lait des vaches traitées est, dit-on, semblable à celui des bêtes non piquées. Quant à sa transformation en fromage, elle ne fait l'objet d'aucune publication scientifique.

Pour le consommateur, les quatre firmes concernées sont formelles : l'innocuité est totale. La BST est une hormone de croissance sans rapport avec les hormones sexuelles anabolisantes utilisées en élevage ou chez les athlètes.

Réactions des consommateurs

A peine avalée, elle est détruite dans l'estomac. Les experts se fondent sur des expériences menées dans les années 50 sur des enfants nains : la somatotropine ne les a pas fait grandir.

Le principal obstacle réside dans les réactions passionnelles des consommateurs. Conscientes du rejet qu'elles risquent de susciter, les sociétés productrices se sont efforcées de préparer l'opinion, en particulier celle des responsables du monde agricole, à une utilisation judicieuse de la somatotropine bovine, lit-on dans une note confidentielle rédigée après le séminaire de Saint-Louis.

A la grande presse qui touche le grand public, Monsanto et Elanco ont sollicité des autorisations de mise en marché de leurs produits aux services vétérinaires français et dans les autres pays de la Communauté. Monsanto construit une usine de distribution de somatotropine en Autriche. Elanco fait de même en Grande-Bretagne.

La marche au super

Toutefois, dans un rapport daté de mars 1988, le Parlement européen a fermement rejeté la possibilité de l'utilisation de cette hormone dans les élevages de la Communauté. Mais combien de temps celle-ci pourra-t-elle résister ce genre d'innovation, si les cow-boys de l'Ouest obtiennent, comme c'est vraisemblable, l'autorisation de piquer leurs vaches à la BST ? Le document communautaire met en garde contre ses méfaits prévisibles. « Cette réflexion scientifique, explique-t-il, se trouve dans un contexte politique et économique difficilement mesurable et trop peu cerné. La BST a pour effet d'augmenter la production de lait et de viande, alors que la situation du marché se caractérise par des surplus agricoles et l'accroissement des coûts de stockage. »

Surtout, la somatotropine exige de la vache qu'elle « marche au super » et non plus « à l'ordinaire ». Autrement dit, l'hormone de lactation sera efficace à condition d'accroître la ration énergétique de l'animal. Fini l'herbe

verte, place aux doses renforcées d'aliments concentrés... importés en proportions respectables des États-Unis.

Si on ajoute qu'aucune des quatre firmes n'est en mesure d'évaluer le coût ni la périodicité des ingestions de la BST, le bilan du progrès laisse songeur. « Considérons des risques d'utilisation considérés de la somatotropine, ces sociétés s'orientent vers un usage réservé à l'élevage des éleveurs afin d'éviter la multiplication des échecs dommageables, à l'image du produit », précise la note postérieure au séminaire de Saint-Louis.

Le risque apparaît notamment d'une concentration des élevages, basés sur un modèle intensif. Aux États-Unis, la BST va ainsi favoriser « le déplacement de la production laitière des régions traditionnelles vers les élevages sans sol de la Californie et du Texas ».

ajoute la note précitée. « L'évolution normale du marché conduira à la disparition de très nombreuses petites exploitations ».

Pourquoi en serait-il autrement sur le Vieux Continent ? Deux millions de vaches sont abattues en France chaque année depuis 1983. En 1988, le taux de disparition des élevages laitiers devrait atteindre 9 %. Faut-il décimer encore les troupeaux au nom de la rentabilité économique et d'une meilleure adaptation au système des quotas ? Quand on aura rassemblé les vaches dans d'immenses étables, agglutinées les porcs et les poules autour de mangeoires géantes à éclairage électrique, il sera temps de réfléchir au désert et à la friche des campagnes. Monsanto, qui a bâti sa fortune sur les déshérents, aura sans doute une solution.

ÉRIC FOTTORINO.

ÉTRANGER

Principal organisme patronal d'études économiques américain

Le Conference Board prévoit une poursuite de la croissance en 1989

Dans une étude publiée le jeudi 29 décembre, le Conference Board, principal organisme patronal d'analyses et de recherches économiques aux États-Unis, prévoit une poursuite de la croissance économique dans le monde en 1989. En effet, l'indice composite calculé par les économistes du Conference Board, censé préfigurer la conjoncture économique à court terme, a progressé annuellement de 4 % en décembre, soit au même rythme que trois mois auparavant.

Cet indice est calculé sur la base des principaux indicateurs économiques des dix principaux pays industrialisés. En décembre, aucun de ces pays n'enregistre un taux de croissance négatif. Au niveau national, c'est Taiwan qui emporte la palme de la croissance, son indice progressant de 15 % en décembre. L'indice composite pour la France est, avec 8 %, le plus élevé parmi les pays européens,

suivi par l'Italie (+5 %), la RFA (+4 %), et la Grande-Bretagne (+1 %). L'indice japonais a progressé de 5 % en décembre, devant ainsi celui des États-Unis et du Canada, qui n'est que de 2 %.

Évoquant, lors d'une conférence donnée le jeudi 29 décembre à New York, la conjoncture américaine, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, a souligné que l'activité économique y était restée soutenue depuis le krach boursier d'octobre 1987.

M. Greenspan a eu beau déclarer que les événements de 1987 « nous obligent à rester humbles dans nos prévisions », de plus en plus nombreux sont ceux qui remettent à plus tard la fin de la période d'expansion économique qui dure maintenant depuis plus de dix ans. La plupart des économistes américains remettent la possibilité d'une récession au plus tôt au début de l'année 1990.

La hausse des prix de détail en novembre : + 0,1 %

	VARIATIONS (en %) AU COURS			
	Des 12 derniers mois (nov. 87/ nov. 88)	Des 6 derniers mois (nov. 87/ nov. 88)	Des 3 derniers mois (nov. 87/ nov. 88)	Des 12 derniers mois (oct. 87/ oct. 88)
● ENSEMBLE	+3,1	+1,5	+0,6	+0,1
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+2,1	+1,5	+0,9	+0,2
Prod. à base de céréales	+3,6	+1,6	+1,0	+0,2
Viandes de boucherie	+5,2	+3,5	+1,5	+0,5
Porc et charcuterie	+2,1	+1,5	+0,4	+0,2
Vol., lap., gib., prod. base viande	+1,4	+2,0	+1,7	+0,3
Produits de la pêche	+1,9	+0,5	+0,4	+0,1
Lait, fromages	+2,9	+1,7	+1,1	+0,3
Œufs	+1,0	+5,1	+3,6	-0,1
Corps gras et beurres	+0,0	+4,2	+2,8	+0,8
Légumes et fruits	+2,2	+2,1	+1,5	+0,5
Autres produits alimentaires	+1,1	+0,9	+0,5	-0,1
Boissons alcoolisées	+1,5	+0,7	+0,2	+0,1
Boissons non alcoolisées	-5,7	-3,4	-1,7	-1,1
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+2,0	+1,0	0,0	0,0
1) Habillement et textiles	+2,9	+1,3	+1,0	+0,2
Vêtements de dessus	+2,8	+1,5	+1,4	+0,3
Autres vêtements et accessoires	+3,4	+1,6	+1,2	+0,5
Articles chaussants	+2,2	+1,1	+0,6	+0,2
Autres articles textiles	+3,6	+0,9	+1,5	+1,8
2) Autres produits manufacturés	+1,8	+0,9	-0,2	0,0
Mobilier et tapis	+3,3	+0,9	+0,7	+0,3
Appareils ménagers élec. et gaz	-0,3	-0,1	+0,2	+0,1
Autres art. équipement de ménage	+3,2	+1,6	+0,7	+0,1
Sevcs mén. prod. entretien	+1,4	+1,2	+0,4	-0,1
Articles toilette et soins	+2,6	+1,6	+0,5	+0,3
Véhicules	+3,2	+2,0	+0,2	0,0
Papeterie-livrairie-journaux	+3,6	+0,9	+0,9	+0,3
Photo, optique, électroacoustique	-4,6	-1,6	-0,9	+0,2
Autres articles de loisirs	+2,8	+1,2	+0,8	+0,5
Tabacs, prod. manufact. divers	+1,0	+0,4	+1,6	-0,4
Produits manufact. secteur privé (1)	+2,4	+1,1	+0,5	+0,1
● SERVICES	+4,7	+2,2	+1,1	+0,2
Services relatifs au logement	+3,8	+2,7	+1,6	+0,1
Dont : loyers	+6,2	+2,9	+1,7	0,0
Soins personnels, soins infirmiers (2)	+5,9	+2,6	+1,3	+0,3
Services de santé	+3,7	+0,5	0,0	0,0
Transports publics	+4,0	+3,0	+0,1	0,0
Serv. d'utilité vch. privé (3)	+5,5	+1,9	+0,9	+0,2
Hôtels, cafés, rest., cantines	+5,3	+2,4	+1,3	+0,3
Autres services (4)	+1,7	+1,9	+1,2	+0,3

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en novembre 1988 à 173,7 contre 173,5 en octobre 1988.

En rythme annuel sur les trois derniers mois, la hausse des prix est de 2,4 %.

La faible hausse des prix de détail en novembre (+ 0,1 %) a été facilitée par la baisse des produits pétroliers (- 0,2 %) et celle des tarifs publics (- 0,3 %), conséquence de la réduction de 18,6 % à 5,5 % du taux de la TVA sur les abonnements de gaz et d'électricité.

En-dehors de ces causes ponctuelles de ralentissement, l'analyse des données de novembre montre que les prix alimentaires ont augmenté plus rapidement depuis quelques semaines que les trois derniers mois. Le rythme annuel de 3,6 % contre 1,5 % environ au début de l'année. Ainsi, les prix alimentaires ont augmenté de 0,8 % au premier semestre et de 1,5 % au second, selon les dernières prévisions de l'INSEE, malgré la baisse du taux de TVA sur les boissons non alcoolisées intervenue en juillet (effet estimé à 0,3 point sur l'alimentation). Sur l'ensemble de l'année, les prix alimentaires ont augmenté de 2,3 % après 1,4 % en 1987. Cette accélération a plusieurs causes : hausse des prix des corps gras, tension sur les prix agricoles comme la viande de boucherie, la porc, les produits laitiers (politique des quotas européens).

Les prix des services privés augmentent en revanche moins rapidement : + 3,1 % au premier semestre, + 2,1 % au second, selon les dernières prévisions de l'INSEE. Sur un an, la hausse aura été de 5,3 %, après + 7,8 % en 1987 et + 5,1 % en 1986. L'écart par rapport à la hausse moyenne des prix (globalement 3 % cette année) se resserre donc. Les effets - très lourds - de la libération des prix au début 1987 commencent à se faire sentir.

Quant aux prix des produits manufacturés du secteur privé, leur hausse reste assez modérée : + 1,2 % au premier semestre, probablement + 1 % au second semestre, selon l'INSEE. Sur un an, l'augmentation serait de 2,2 %, très voisine de celle de 1987 (+ 2,1 %). Ce résultat est assez encourageant dans la mesure où l'impact des hausses de TVA a été plus fort en 1987 (réduction de taxes sur l'automobile et les caisses notamment) que cette année. Si les prix des automobiles ont augmenté assez fortement (+ 4 %), beaucoup de produits ont vu leur prix baisser (son, photo, image, électroménager) ou se ralentir nettement (habillement, textile).

D'une façon générale, les prix de l'énergie, en restant à peu près stables (+ 0,3 % de janvier à décembre), ont contribué au résultat finallement + 2,7 % en moyenne annuelle.

- (1) Hors énergie.
- (2) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.
- (3) Réparations automobiles, parking, stations-service, péage sur autoroutes, etc.
- (4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redvance TV, etc.

Fortes hausses des prix en Pologne

L'offre et la demande...

Les prix des voitures automobiles, de l'essence et les tarifs des PTT subissent en Pologne des hausses très importantes à partir du 1^{er} janvier, a annoncé l'agence de presse PAP. Les prix des voitures de production polonaise seront majorés de 80 % à 180 %. Ainsi une Fiat Polka de petite cylindrée coûtera 1 800 000 zlotys (22 000 F). Le salaire moyen du Polonais est actuellement de 50 000 zlotys, soit 610 F ; une Fiat Polka de 1 300 centimètres cubes, coûtera 2 500 000 zlotys ; et une Polonez Fiat (1 500 centimètres cubes), 7 000 000 de zlotys.

Les prix des automobiles de production des pays de l'Europe de l'Est subiront une augmentation de 100 % à 300 %. Les voitures soviétiques Lada et Volga coûteront respectivement 6 000 000 et 9 000 000 de zlotys. La voiture est-allemande

Wartburg sera vendue au prix de 3 700 000 zlotys et l'automobile tchécoslovaque Skoda 4 200 000 zlotys.

L'essence super coûtera 180 zlotys le litre (120 zlotys superavit) et le gazole 130 zlotys (100 zlotys) mais leur rationnement, en vigueur depuis plusieurs années, sera supprimé.

Par ailleurs, les prix des tarifs des PTT augmenteront de 40 % en moyenne. L'installation d'un téléphone, qui coûtait jusqu'à présent 50 000 zlotys, s'élèvera au 1^{er} janvier à 80 000 zlotys.

Ces fortes hausses sont une application de la politique de vérité des prix appliquée par le gouvernement, indique PAP, qui laisse ouvertement entendre que d'autres augmentations suivront, les prix devant être fixés progressivement par la loi de l'offre et de la demande. (AFP.)

GEREZVOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Économie

SOCIAL

Une étude du BIPE

Les comptes flous de la formation professionnelle

Curieusement, on connaît mal le coût de la formation professionnelle. C'est à peine si l'on sait que, tout confondu, la formation a coûté 72,8 milliards de francs en 1986, entre la formation des actifs ou des chômeurs, les dispositifs pour la première insertion des jeunes demandeurs d'emploi et les opérations particulières telles que les Travaux d'utilité collective (TUC) et les stages d'initiation à la vie professionnelle (SNP). Au-delà, le brouillard s'épaissit, à la mesure de cette insaisissable nébuleuse qu'est devenue la formation professionnelle.

Parce qu'il devenait nécessaire d'y voir plus clair, la délégation à la formation professionnelle a chargé le Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIPE) d'une étude pour contribuer à l'élaboration d'un compte économique de la formation professionnelle des actifs.

Mais, si le rapport, réalisé à partir des données de 1986, lève largement le voile, les conclusions des experts mettent en évidence la nécessité d'une plus grande précision. Non seulement le champ de la formation professionnelle se définit difficilement, mais bien des mystères demeurent qu'il faut être parvenu, car les données actuelles sont incomplètes.

Ainsi, l'existence actuelle de sources structurées et mobilisables sur certaines activités ou l'imperfection et l'inadéquation des sources existantes, gênent-elles l'évaluation. On dégage peu les données fonctionnelles de l'ensemble de la contribution de l'Etat. Aucune statistique systématique ne permet de mesurer l'effort des établissements publics à caractère administratif (hôpitaux, organismes de sécurité sociale), qui ne sont pas soumis à l'obligation de consacrer 1,2 % de leur masse salariale à la formation. Les comptes sont flous et imprécis pour ce qui est des dépenses des départements et des communes, mais encore plus fragiles en ce qui concerne les sacrifices consentis par les entreprises. Malgré les documents fournis par les entreprises ne livrent

pas aisément leurs secrets, par exemple pour les dépenses de formation non inscrites dans le cadre des déclarations fiscales. On mesure mal, enfin, le nombre des étudiants salariés, c'est-à-dire ceux qui viennent ou reviennent à l'université un fois engagés dans la vie professionnelle.

La part des rémunérations

Ces réserves mises à part, le rapport du BIPE livre des indications précieuses qui révèlent la complexité du dossier. Hors TUC et SNP, 67,9 milliards de francs ont été dépensés pour la formation professionnelle en 1986, financés à 54,1 % par l'Etat, à 6,5 % par les collectivités locales — dont 5,7 % par les régions, qui sont pourtant maîtres d'œuvre depuis la décentralisation — à 30,8 % par les entreprises, à 1,2 % par les ménages et à 0,2 % par les ASSEDIC pour le compte de l'assurance-chômage.

Sur ces 67,9 milliards, 42 sont affectés à la formation des salariés ou des non-salariés occupant un emploi, 11,1 milliards vont aux opérations de formation des chômeurs, 11,5 milliards, dont 4,6 pour l'apprentissage, servent à la formation professionnelle pour la première insertion des jeunes, et 3,3 milliards, enfin, sont utilisés pour les activités annexes, soit de transport, d'hébergement et de restauration des stagiaires, soit d'administration, d'information, de conseil et d'ingénierie.

Il faut encore savoir que, sur cette masse 34,1 milliards seulement, sont employés pour le fonctionnement proprement dit des formations ou des stages. Le reste, soit 33,8 milliards, correspond aux frais engagés pour la rémunération des stagiaires ou aux exonérations de charges sociales (27 milliards).

Inégalités

Tout cela ramène l'effort de formation professionnelle réel à 31,1 milliards (fonctionnement, hors activités annexes), qui rétribuent les actions réalisées par les « producteurs » de formation. Les

établissements de l'éducation nationale reçoivent 8,5 % de cette manne, et ceux des autres ministères 0,7 %, à comparer aux 8,4 % obtenus par les centres de formation par apprentissage (CFA) ou aux 10,8 % de l'AFPA. Les établissements gérés par les organismes consulaires (chambres de commerce, de métiers ou d'agriculture) en touchent 2,7 % et les centres de formation des entreprises en ponctionnent 13,1 %. Les organismes privés de formation reçoivent 28,3 %, partagés entre le secteur associatif et non à but lucratif (17,8 %) et les sociétés lucratives (9,6 %).

An bout du compte, le document du BIPE conduit à relativiser la place accordée à la formation professionnelle et à nuancer quelques idées trop simplistes.

L'importance des dépenses s'apprécie au regard de la proportion consacrée au paiement des personnes formées. Elle est, par conséquent, plus faible qu'il n'y paraît. En outre, les volumes mêmes ne doivent pas abuser.

En fonctionnement strict, l'Etat et les collectivités locales dépensent 8,2 milliards de francs pour toutes les formations internes de leurs 4,5 millions d'agents. Toujours en fonctionnement, les entreprises consacrent 9,9 milliards de francs à l'évolution et au perfectionnement de leurs 13 millions de salariés, et ce sont 4,7 milliards qui sont utilisés par l'Etat, pour potentiellement offrir des stages à 2,6 millions de chômeurs.

Si l'on excepte le cas de la formation de première insertion pour les jeunes, où les pouvoirs publics et les entreprises s'associent quasiment à égalité (respectivement 3 et 2,5 milliards de francs de dépenses de fonctionnement), il faut constater que les moyens mis en œuvre sont nettement insuffisants pour le débouché à l'emploi ou avec la garantie d'un statut. Ce qui jette une lumière crue sur des thèses communément admises telles que « la formation-investissement » et « la formation, priorité des priorités ». Le consensus affiché dans les discours ne colle pas forcément à la réalité. A moins que le flou des données ne le facilite.

ALAIN LEBEAUE.

POINT DE VUE

Le boléro des charges patronales

par Jean-Jacques Dupeyrou

APRÈS avoir, en mars, porté le plafond de ses cotisations de quatre à huit fois celui du régime général de la sécurité sociale, le régime des cadres donne maintenant un coup de pouce au « taux d'appel », désormais démultiplié, de ces cotisations. Milliers après milliers, la petite bête — la tête invisible ? — des charges sociales patronales continue donc de monter. Avec le plein accord des représentants du patronat.

Ce constat stupéfie. Ces charges sociales ne cessent d'être la cible de fulminations aussi répétitives et fastidieuses que le *boléro* de Ravel, et c'est vrai que si notre impôt sur le revenu est infiniment plus léger, globalement, que dans tous les pays comparables, nous détenons maintenant le record du monde des cotisations sociales. On comprendrait donc que le patronat en exige inconditionnellement la décharge; ou, à tout le moins, qu'il pose comme principe intangible qu'en aucun cas les cotisations patronales ne seront dégrèverées, sous peine d'un échec! Eh bien, pas du tout! On constate que lorsqu'il s'agit de la maîtrise d'un secteur, comme ce régime des cadres, l'un des contraintes étatiques — reste à la hausse. Toujours plus!

Jusqu'à la suivante

On songe instinctivement à ces introductions qui passent leur temps à prendre des résolutions farouches, mais ne résistent jamais à un « petit vent », une ultime « bouffée ». Tout en jurant par tous les dieux que ce seront cette fois — jusqu'à la suivante — les dernières... Au contraire.

On aimerait donc comprendre ce qui pousse inévitablement les entreprises à ce « toujours plus » de charges patronales : pourquoi cette obstination qu'elles qualifient elles-mêmes de suicide? Affaire très énigmatique que l'imbroglio certainement une bonne dose d'irrationnel. Propositions dépendant quelques éléments de clarification.

Il faut d'abord restituer le phénomène dans le contexte historique. Notre système de sécurité sociale comporte un noyau constitué par les régimes légaux ou régimes de base, dont le plus important est le régime général des salariés issu du Plan de 1945. Pour des raisons très diverses, ce Plan a fait l'objet d'un véritable culte, avec ses grands prêtres, ses cérémonies, ses arènes de foi, dont le tout premier est que « grâce au Plan de 1945, notre système de sécurité sociale est le meilleur du monde... » Pas moins!

En réalité, quels qu'aient été ses mérites, le Plan de 1945 a été entaché de graves erreurs, dont nous subissons encore aujourd'hui les effets désastreux, au niveau du financement : un « tout cotisation » étendu aux dépenses de solidarité (exemple : politique familiale) avec, hélas, des cotisations plafonnées! Et, au plan de la couverture, de très graves lacunes.

Ces lacunes, les partenaires sociaux se sont employés à les combler par une série de grande accords interprofessionnels généraux d'une sécurité

sociale conventionnelle. Ainsi les insuffisances criantes de l'assurance-vieillesse du régime général ont-elles suscité, dès 1947, la création d'un régime des cadres et, par la suite, une multiplication de régimes complémentaires pour les non-cadres, débouchant sur l'institution de l'ARRCO en 1961. Ainsi encore, rien sur le chômage dans le plan de 1945? La nature a horreur du vide : création de l'assurance-chômage par les partenaires sociaux en 1958. Toujours avec le même scénario : cotisations partagées, institutions à gestion paritaire.

Dans les charges sociales patronales perpétuellement dénoncées comme la cause de toutes les difficultés de nos entreprises entrent, pour une part non négligeable, des charges correspondant à des efforts complémentaires — louables... — auxquels le patronat s'est librement associé quand il ne les a pas lui-même initiés. Et la mise n'a pas enrayé le phénomène. Un seul chiffre, mais éloquent : la cotisation minimale fixée par le régime des cadres est de 8 %, dont 6 % pour la cotisation patronale ; mais la moyenne s'établit à 14 %, dont 9 % pour la cotisation patronale...!

Lacunes catastrophiques

Cette sécurité sociale d'origine volontaire a-t-elle trouvé son périmètre définitif? Rien n'est plus douteux. Si la nature a horreur du vide, elle a encore de quoi s'émerveiller. C'est très bien de chanter des hymnes à la gloire du « meilleur système du monde... » Il ne faudrait pas que cette ferveur fasse oublier que son assurance-débat verse pour tout porteur trois mois de salaires à la famille de l'assuré (déjà!), ni que l'assurance-invalidité suppose une réduction des deux tiers de la capacité de travail ; pas un centime pour l'assuré frappé — en dehors de son travail — d'une incapacité définitive de 65 % ; il est renvoyé à l'assistance...

Lacunes catastrophiques. Aussi bien le régime des cadres s'est-il fait une place au problème du décès ; aussi bien assiste-t-on, aujourd'hui, à un ras de marée de contrats d'assurance groupe — avec partage des primes — par lesquels les entreprises font bénéficier leurs salariés et leur famille d'une protection invalidité-décès. Un grand accord interprofessionnel généralisera-t-il un jour ces efforts encore dispersés? Je n'en sais rien, mais cela paraît assez vraisemblable si l'on replace la question dans l'évolution qui vient d'être évoquée.

Le problème est donc reporté : pourquoi le patronat intervient-il pour aider à pallier les insuffisances de la sécurité sociale légale? Pourquoi cette soif inextinguible... de charges sociales supplémentaires? Il ne faut pas, je crois, perdre de vue deux considérations essentielles.

D'abord, lorsque les entreprises acceptent, soit individuellement, soit par accord interprofessionnel, de payer un surplus de cotisations sociales, c'est qu'elles ont la conviction absolue — sinon ce serait l'incertitude la plus complète — qu'il s'agit là d'un supplément de rémunération qu'elles sont, de toute façon, contraintes d'accorder à

leurs salariés sous une forme ou sous une autre. Plus de cotisations, moins de salaire direct ; plus de salaire direct, moins de cotisations : jeu à somme nulle... Même incluses toutes les charges patronales, la rémunération globale du travail salarié reste inférieure en France à ce qu'elle est en Allemagne fédérale, par exemple.

Paternalisme

Reste alors à savoir pourquoi le patronat français préfère manifestement alourdir ses cotisations plutôt que d'augmenter à même hauteur les salaires directs : on pourrait aisément concevoir le choix inverse, les intéressés étant alors invités à se débrouiller eux-mêmes, notamment à avoir recours à la mutualité. Les représentants du patronat affirment parfois que leur démarche répond au vœu de ses partenaires... et il est vrai que, de l'autre côté, on s'imaginerait face à la base — que le supplément de cotisation « attaché » au patronat sans effet sur les augmentations des salaires directs... ce qui laisse le patronat à l'aise à laisser accroître. Mystifications en tous genres dont chacun tire son profit! Mais la vraie réponse, me semble-t-il, n'est pas là.

Volonté d'étendre son pouvoir au-delà de sa sphère naturelle? Certes, peut-être. Mais aussi paternalisme viscéral du patronat français, qui, plutôt que d'augmenter les salaires directs, dont les intéressés ont le libre choix, préfère élargir la part de la rémunération globale affectée à des institutions sociales dont il contrôle la gestion. De cette gestion de leur argent, les intéressés eux-mêmes sont supposés incapables, telle est l'essence même du paternalisme, même quand il est pétri des meilleurs sentiments.

Tout de même, quand on voit que les chefs d'entreprise tiennent toujours à prendre une part active dans la gestion des caisses d'allocation familiales, par exemple, on reste perplexe. Non qu'ils fassent de mauvais administrateurs : loin de là! Mais que vont-ils faire dans cette guêre? Ne serait-il pas de l'intérêt de tous qu'ils se consacrent plutôt à leurs entreprises? Nous sommes à la veille du vingt et unième siècle!

● Service minimum : FO ne veut pas négocier. — La fédération FO des fonctionnaires « ne se rendra pas à l'invitation de M. Michel Durand » pour discuter du service minimum en cas de grève, a déclaré le 28 décembre, sur Antenne 2, M. Marc Blondel, secrétaire confédéral de FO et l'un des deux candidats à la succession de M. André Bergeron. « Nous comprenons mal que l'on veuille réglementer le droit de grève, puisque réglementation il y a déjà », a poursuivi M. Blondel. « La grève n'est pas un produit défectueux. Lorsque les salariés font grève, c'est parce qu'ils y sont contraints par les événements. » Rappelant l'opposition de son organisation aux grèves bouchons et l'usage « précautionneux » qu'il en avait fait par FO, il a ajouté : « FO n'a de leçon de morale à recevoir de personne. Mais le mouvement syndical ne peut pas déclarer la grève légale ou illégale. »

INSOLITES

Triste Noël pour le Bikini

La société française Réard, inventeur du Bikini, a cessé ses activités le 24 décembre, à la veille de Noël. Faute de fonds propres, la société, fondée il y a soixante ans, n'a pu supporter deux mauvaises saisons successives, mais elle cherche activement un repreneur, a expliqué la direction. C'est en juin 1946 que Louis Réard, industriel spécialisé dans les articles de plage, avait lancé le plus petit maillot du monde, un deux-pièces en coton, baptisé du nom de l'atoll du Pacifique où venait d'avoir lieu la première explosion atomique civile. La marque restera toujours la propriété de la société Jolies International.

Un voyage royal

Parce qu'elle refusait d'emprunter un autre avion que celui sur lequel elle avait réservé sa place, une passagère japonaise a eu le privilège de voyager seule sur un Boeing de trois cent cinquante-trois places de la British Airways entre Tokyo et Londres. La passagère, M^{me} Yamamoto, qui n'avait payé que le prix d'un billet en classe économique, a bénéficié pendant les quinze heures de vol du service des quinze membres d'équipage réglementaire. Elle a dû en voyage « royal » au retard énorme — vingt heures — pris par ledit Boeing sur le vol aller Londres-Tokyo. La compagnie avait proposé aux passagers d'emprunter d'autres vols, ce que tous ont accepté, sauf M^{me} Yamamoto. British Airways n'a pas précisé le manque à gagner ainsi occasionné.

Chef en barre

Une société britannique vient de lancer sur le marché, à la veille des fêtes, Bilton d'or, chef dur frais en barre, prêt à l'emploi (sic). Réalisé à partir d'œufs frais — quand même! — Bilton d'or se présente en rouleaux sous vide de 150 grammes, équivalant à cinq œufs normaux, ce qui, précise le fabricant, équivaut à faire vingt-cinq minutes de 4 minutes d'épluchage. Fin du fin : l'œuf en barre est également présenté en version « allégée, enrichie à la vitamine C ». Seule consolation pour les puristes : voilà plusieurs années que les professionnels — traiteurs, restaurateurs, cafés, etc. — utilisent déjà cet « ovo-produit ».

M. Soisson confirme son projet de loi sur le droit de licenciement

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, confirme dans une interview accordée le 29 décembre à la Tribune de l'Économie, son intention de déposer un projet de loi sur le droit de licenciement et son désir d'aller jusqu'au bout du dialogue avec les partenaires sociaux, sur ce sujet. « Mais je ne fais pas de la signature d'un accord en bonne et due forme un préalable à des dispositions législatives devenues nécessaires pour fixer les entreprises et les salariés sur les règles applicables en matière de licenciement », a-t-il tenu à rappeler.

Répétant qu'il ne souhaitait pas rétablir l'autorisation administrative de licenciement, M. Soisson justifie son projet de réforme par des difficultés d'application des lois initiales

par M. Philippe Séguin. Trois griefs sont toujours retenus. « Les procédures actuelles ne permettent pas l'instauration d'un véritable dialogue social », aussi bien dans le rôle de l'expert que dans le temps accordé aux comités d'entreprise. « La qualité des plans sociaux laisse trop souvent à désirer ». « Enfin, les travailleurs âgés ne sont pas assez protégés » et les plus de cinquante-cinq ans sont victimes de 20 % des licenciements.

« Les procédures de licenciement doivent être aménagées », réaffirme donc M. Soisson. « Cette réforme s'inscrit dans le cadre plus général des actions de modernisation négociées des entreprises et de gestion prévisionnelle des emplois. »

ÉNERGIE

Baisse du prix de vente du gaz naturel

Le prix de vente du gaz naturel va baisser à compter du 1^{er} janvier 1989 de 2 % en moyenne pour les particuliers, les entreprises de service et les P.M.I. Les tarifs appliqués aux grands clients industriels baisseront de leur côté de 0,6 centimes le kilowatt-heure, soit une diminution de 7,8 % en moyenne. Cette mesure s'explique par l'évolution du dollar et celle du prix du baril de pétrole, sensibles avec un décalage de six à neuf mois, explique-t-on à GDF. Gaz de France, qui fixe librement les prix

du gaz pour l'industrie, alors qu'ils sont déterminés par les pouvoirs publics pour le gaz domestique, avait augmenté de 2,5 % ses tarifs pour les particuliers le premier juillet dernier. Les prix pour les grands industriels n'avaient pas bougé depuis janvier 1987. En revanche, les tarifs domestiques ont baissé en moyenne de 0,9 centimes par kilowatt-heure depuis cette date. Il faut rappeler enfin que le taux de TVA applicable aux abonnements avait été réduit de 18,6 % à 5,5 %.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LBI Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

SICAV

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES PERFORMANTES

Investir en France tel est l'objectif de Livret BOURSE INVESTISSEMENTS. SICAV qui détient en portefeuille les actions des meilleures entreprises françaises plus particulièrement celles des sociétés à vocation internationale qui relèvent avec succès le défi de la concurrence et exportent sur les marchés mondiaux.

Depuis dix ans, cette confiance dans les entreprises françaises performantes a permis à près de 600 000 actionnaires de réaliser un gain annualisé supérieur à 17 %.

Le marché de Paris, grâce au dynamisme des entreprises, conserve de très belles perspectives pour les années à venir. LBI vous permet d'en bénéficier.

Ne manquez pas la déduction fiscale encore possible, au titre du CEA, si vous souscrivez avant le 31 décembre 1988.

Placée par des réseaux réputés, Livret BOURSE INVESTISSEMENTS s'efforcera en 1989 de mériter plus que jamais votre confiance.

LBI Livret BOURSE INVESTISSEMENTS
Société d'investissement à Capital Variable
Groupe Caisse des Dépôts

A la Caisse d'Épargne Ecureuil, à la Poste, au Trésor Public.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Marchés financiers

De 1990 à l'an 2000 Rhône-Poulenc portera à 20 milliards de francs le montant de ses échanges avec l'URSS

Rhône-Poulenc, le numéro 1 français de la chimie, vient de signer un protocole d'accord avec l'URSS visant à porter le volume de ses échanges commerciaux avec ce pays à 20 milliards de francs sur la période 1990-2000.

Le groupe d'Etat précise que ce protocole comporte également la création de sociétés mixtes « ou de toute autre forme appropriée aux potentiels et aux besoins des deux partenaires ». « Le troisième accord général, qui en résulte, s'inscrit dans la continuité des accords précédents, notamment de celui de 1980-1990, qui a permis d'atteindre un volume d'échanges de 11,2 milliards de francs sur la période 1980-1989 », ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Jean-René Fourton, PGD de Rhône-Poulenc, a reçu M. Youri Bessalov, ministre soviétique de l'industrie chimique.

Rhône-Poulenc, qui table pour 1988 sur un bénéfice net voisin de 3 milliards de francs, revendique le premier rang en France pour la

valeur de ses échanges avec l'Union soviétique. De 1980 à 1988, la balance commerciale de Rhône-Poulenc avec l'URSS a dégagé un solde positif de 2 milliards de francs. Le groupe français achète à l'URSS des produits de base pour la chimie, l'agrochimie, la santé et les fibres, et lui vend des produits finis dans ces quatre secteurs. Rhône-Poulenc a annoncé la semaine dernière qu'il serait la première société française à faire de la publicité à la télévision soviétique le 31 décembre.

■ M. Robert Ouliac entre chez Rhône-Poulenc. — M. Robert Ouliac, ancien directeur de la rédaction de la revue *Analysis*, vient d'être nommé directeur des publications chez Rhône-Poulenc. Il aura pour mission de coordonner la réalisation des revues internes et externes du groupe, ainsi que le rapport annuel d'activité et la lettre aux porteurs de certificats d'investissements privilégiés.

Rallye se prépare à lancer une OPA sur La Ruche méridionale

Nouvelle concentration dans la distribution. Le groupe Rallye a annoncé son intention de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur 60 % du capital de La Ruche méridionale (LRM). L'offre porte sur 307 000 actions, au prix de 190 F l'action, dont le dernier cours était de 172 F, pour un total qui approche des 600 millions de francs. L'opération est menée par la Banque de l'Union européenne (du groupe CIC), qui avait récemment acquis 12,18 % du capital de La Ruche méridionale, en en devenant le plus important actionnaire.

Le capital de LRM est très dispersé, avec Elf-Gabon (10 %), le Crédit agricole et le Crédit mutuel, la famille Guignard, qui gère l'ensemble ne contrôlant plus qu'à peine 10 % du capital, dont le reste est dans le public. Cette répartition dit assez la fragilité de l'ensemble à une éventuelle tentative de prise de contrôle. Rallye, de son côté, possède un actionnariat solide puisque le capital de la société, non cotée, est détenu à hauteur de 80 % par la

famille du fondateur, Jean Cam, de 10 % par des parents ou alliés, le reste étant détenu par des investisseurs institutionnels (UAP, CIC...)

La Ruche méridionale est une société succursale du Sud-Ouest, née en 1907, sous la présidence de Georges Guignard et introduite en Bourse en 1918. Basée à Agen (Lot-et-Garonne), elle emploie plus de 3 000 personnes dans 13 hypermarchés, 11 supermarchés Match, 170 succursales La Ruche, 16 boutiques d'électroménager Elerem et une dizaine de cafétérias. En tout, un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards de francs. Adhérent de la centrale d'achats et de services Paridoc depuis 1952, LRM a quitté progressivement cette structure en 1985, et ses hypermarchés ont abandonné l'enseigne Mammouth pour celle de l'Univer.

Le groupe Rallye, fondé à Brest (Finistère) par Jean Cam, en 1945, est actuellement présidé par le fils du fondateur, M. Albert Cam. Il pèse en 1988 près de 15 milliards de francs et emploie 12 000 personnes. Il exploite 26 hypermarchés, 80 supermarchés, 50 cafétérias, 30 centres de bricolage Bricer, 55 magasins de prêt-à-porter Burton et 435 magasins de sport Athlète's foot, essentiellement aux Etats-Unis. Très présent en Bretagne, le groupe a essayé ses hypermarchés dans le Centre et dans le Sud-Est, les enseignes Burton et Mammouth étant présentes un peu partout dans l'Hexagone.

La complémentarité géographique est incontestablement la justification de cette OPA, l'acquisition de chaînes existantes étant le seul moyen d'expansion rapide offert aux groupes de distribution.

Les responsables de La Ruche méridionale, MM. Robert et Jean-Pierre Guignard, qui ont cessé de gérer la société, ont déclaré que l'OPA envisagée et se préparant à contre-attaquer, dit-on au siège de la société.

J. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

Le conseil d'administration présidé par Pierre Beillon, a arrêté les comptes de l'exercice 1987-1988 clos le 31 août 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 7 104 000 000 F, soit une croissance de 24 % par rapport à l'exercice précédent. Il se répartit de la manière suivante :

- 35 % en France, 32 % en Amérique du Nord, 17 % en Europe et 16 % dans le reste du monde.
- Le nombre de bases-vie, restaurants d'entreprises, restaurants scolaires, établissements de santé et exploitations diverses gérés par SODEXHO est passé de 3 046 à 3 254, soit 208 nouvelles unités.
- Les effectifs ont progressé de 29 104 à 34 348 personnes.
- Le résultat consolidé avant impôts, amortissement des écarts d'acquisition et intérêts tiers atteint 214 072 000 F, en augmentation de 26 %. Le résultat net consolidé par le groupe s'élève à 111 646 000 F, soit une croissance de 18 % par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration a été obtenue grâce aux efforts des dirigeants du groupe et de leurs équipes.
- Le conseil a ensuite été informé des progrès de l'industrie agro-alimentaire qui fournit à SODEXHO un nombre croissant de plats cuisinés. Il en résulte une évolution profonde du métier de restaurateur de collectivités : les qua-

lifications nouvelles nécessiteront un effort accru de communication et de formation.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 28 février 1989 la distribution d'un dividende, avant fiscal compris, de 94,50 F, à comparer à un dividende de 82,50 F pour l'exercice précédent.

Les perspectives de l'exercice en cours s'annoncent favorables.

legrand

ACQUISITION AU PORTUGAL

Legrand vient de prendre le contrôle de Sipe, premier fabricant portugais d'appareillage électrique d'insulation basse tension, dont le chiffre d'affaires 1988 sera de 65 millions de francs environ.

Déjà présent au Portugal par l'intermédiaire de sa filiale Corsino (CA 1988 : 55 millions de francs), le groupe renforce ainsi sa position en Europe du Sud.

A fin novembre 1988, le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 14 % par rapport à celui réalisé à fin novembre 1987.

NEW-YORK, 27 décembre

Légère reprise

Après deux séances placées sous le signe de l'indécision, une légère reprise s'est produite, mercredi, à Wall Street. Le mouvement s'est amorcé au fil des cotations, et, à la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 2 166,61, soit à 3,93 points au-dessus de son niveau précédent. Le bilan général a été bien meilleur que ce résultat. Sur 1 957 valeurs traitées, 783 ont monté, 589 ont baissé et 585 n'ont pas varié. Aucun élément particulier n'explique ce redressement, si ce n'est le raffermissement des valeurs chimiques stimulées par la hausse de Quantum Chemical (+ 16 %) après l'annonce d'un plan de recapitalisation prévoyant, entre autres, le versement d'un dividende extraordinaire de 50 dollars par action. Ce dividende, auquel n'est attaché aucune condition, sera payé grâce au produit d'un crédit relais de 1,15 milliard de dollars, monté par les firmes Dillon, Read and Co. et First Boston Corp. De l'avis général, le marché va être appelé à stagner durant les dernières séances de l'année. L'activité, très faible, a porté sur 110,63 millions de titres, contre 87,49 millions.

VALEURS	Cours de 27 déc.	Cours de 28 déc.
Alcoa	54 5/8	54 7/8
A.T.	28 7/8	28 7/8
Borg	58 7/8	58 3/4
Chesapeake	25 5/8	25 5/8
D. P. et W.	88 1/2	88 1/2
Eastman Kodak	46 1/4	45 3/4
Exxon	48	48 1/8
General Motors	46 7/8	46 1/2
General Electric	44 3/4	44 5/8
General Motors	35 3/8	35 1/4
Goodyear	30 1/4	30 1/4
I.B.M.	123 1/8	122 1/4
J.T.	50 3/8	50 1/2
Westinghouse	48 3/4	48 1/2
Piper	58 1/2	58 1/2
Schaeffler	33 1/4	33 1/4
Tyco	106 7/8	106 1/2
Union Carbide	25 3/8	25 3/8
U.S.S.	52 1/4	52 1/8
Veracarb	38 1/4	38 1/4

LONDRES, 28 décembre

Consolidation

Les valeurs ont consolidé leurs gains mercredi et l'indice Footsie a clôturé en hausse de 0,76 %, à 1 787,7. Le niveau d'activité a été son plus bas en raison des fêtes de fin d'année. Après quatre jours de vacances, la reprise s'est faite dans le plus grand calme à la City et seulement 198,4 millions de titres ont été échangés. Le redressement du dollar, stimulé par des rumeurs de guerre économique, a encouragé les valeurs exportatrices comme Glaxo notamment. La plupart des secteurs ont fini en hausse, ce qui se voit les pétroliers (Lamco), les pharmaceutiques (Boots), les immobilières (British Land) soutenues par de nouvelles rumeurs d'OPA. Le groupe alimentaire Tate and Lyle a progressé après l'annonce de la prise de contrôle de la firme espagnole Campo Ebro. Dans le même secteur, Unigate était renchéri par la suite de l'augmentation de la participation du groupe irlandais Goodman International de 4,97 % à 7,89 %. En revanche, les valeurs bancaires ont fini en baisse. Enfin, les fonds d'Etat ont décliné un quart de point sur des rumeurs, tandis que les mines d'or se sont montrées irrégulières.

■ Le sidérurgiste belge. — Le groupe sidérurgique belge Cockerill-Sambre ne fera pas exception en Europe : après des années de pertes, il prévoit un bénéfice, pour 1988, de quelque 4 milliards de francs belges (720 millions de francs). Le capital va être augmenté de 602,9 millions de francs belges et porté à 23,3 milliards. Le personnel va recevoir des parts privilégiées, nominatives et inconvertibles, sans droits de vote, représentant au maximum 7 % des bénéfices nets de 1988 et 1989.

■ Dépôt de bilan de La Chaussée. — La Chaussée, entreprise de fabrication de chaussures dont le siège social est à Coudun (A.), a déposé le bilan de quatre de ses six unités de production en fin de semaine dernière, menaçant quelque deux cents emplois. Le groupe, au capital de 12,415 millions de francs, a été récemment racheté par M. Jean-Louis Philippe, propriétaire d'une chaîne de pressings à Marseille. La Chaussée, qui possède également quatre-vingt-huit magasins de vente, est cotée depuis deux ans sur le second marché à Lyon : le prix d'une action, montée à 270 F, a baissé jusqu'à 62 F la semaine dernière, avant que la cotation ne soit suspendue.

■ Feu vert de l'Office des cartels ouest-allemands au rachat de Bergmann. — L'Office des cartels ouest-allemands vient de donner son feu vert au rachat de Bergmann (électronique, communica-

PARIS, 28 décembre

Intérêt réduit

La Bourse a marqué une pause, mercredi, après la reprise de Noël, qui s'était prolongée mardi à l'ouverture du marché. L'indicateur instantané, qui avait terminé en hausse de 0,75 %, s'inscrivait à la baisse des premiers échanges. Il perdait 0,2 % durant la matinée, avant de revenir à 0,12 % à l'issue de la journée. Contrairement aux séances précédentes, le volume d'activités était faible, et, à ce titre, l'évolution de nombreuses valeurs était peu significative. Ce léger repli, dans un marché « creux », n'a rien d'alarmant pour de nombreux gestionnaires, qui en voyant l'origine avant tout dans la « trêve des confiseurs » et aussi dans la pause de Wall Street. Certains analystes spécialisés dans l'étude des graphiques rappellent que l'indice CAC, qui a clôturé à 411,9 mardi, est entré dans une zone de résistance pouvant bloquer son mouvement de hausse. Si le baromètre de la place parisienne parvient à dépasser le niveau des 412, le prochain seuil de résistance apparaît à 440.

Dans un marché sans intérêt particulier, les hausses des amendes notifiées par Dumas, après l'annonce de la prise de contrôle de GTM. D'autre part, la CGE serait entrée dans le capital de ce groupe de BTP, dont elle détenait moins de 5 %. Il s'agit en fait d'une sorte d'accord de rétrocession, Dumas étant dans le noyau dur des actionnaires de la CGE. Le secteur du BTP était à l'honneur avec notamment le SGE. Parmi les autres valeurs en hausse figuraient De Dietrich, Eurotunnel et Ingénio. Les titres du secteur Travail temporaire (Bis, Ecco) étaient, en revanche, orientés à la baisse, tout comme Luchaire et Talco de Lorraine. La Société IEP (Industrial Equity Pacific), holding du néerlandais Brilley, annoncé détenteur 5 % du BNP et 5,01 % des Galeries Lafayette. Le groupe était déjà entré voici un mois dans le capital des Nouvelles Galeries à hauteur de 5 %.

La société Pétrolel annonce posséder 66,3 % de Labo Industrie. Le MATIF était orienté à la baisse, le contrat de mars perdant 0,14 %.

TOKYO, 28 décembre

Marché clos

La Bourse de Tokyo a fermé ses portes, le 28 décembre, et ne les rouvra que le mercredi 4 janvier pour une demi-séance.

Hausse des achats étrangers d'actions

Les achats par des investisseurs étrangers d'actions japonaises sur le marché boursier de Tokyo ont dépassé les ventes en novembre, avec un excédent net de 341,4 milliards de yens (16,4 milliards de francs), selon des données publiées mardi 27 décembre par le ministère japonais des finances. Les chiffres précis des achats et ventes réalisés le mois dernier par les investisseurs étrangers à Tokyo n'ont pas été communiqués. Selon le ministère des finances, ces ventes ont été compensées par l'impression que les prix des actions japonaises évoluent à la hausse dans un proche avenir. En revanche, les ventes par les investisseurs étrangers d'obligations de gouvernement japonais et d'obligations de sociétés ont été plus importantes que les achats en novembre, avec un excédent net de quelque 265 milliards de yens (12,8 milliards de francs). De leur côté, les investisseurs japonais ont acheté plus d'obligations étrangères qu'ils n'en ont vendues le mois dernier, avec un solde net de 838 millions de dollars (5 milliards de francs).

FAITS ET RÉSULTATS

■ Le sidérurgiste belge. — Le groupe sidérurgique belge Cockerill-Sambre ne fera pas exception en Europe : après des années de pertes, il prévoit un bénéfice, pour 1988, de quelque 4 milliards de francs belges (720 millions de francs). Le capital va être augmenté de 602,9 millions de francs belges et porté à 23,3 milliards. Le personnel va recevoir des parts privilégiées, nominatives et inconvertibles, sans droits de vote, représentant au maximum 7 % des bénéfices nets de 1988 et 1989.

■ Dépôt de bilan de La Chaussée. — La Chaussée, entreprise de fabrication de chaussures dont le siège social est à Coudun (A.), a déposé le bilan de quatre de ses six unités de production en fin de semaine dernière, menaçant quelque deux cents emplois. Le groupe, au capital de 12,415 millions de francs, a été récemment racheté par M. Jean-Louis Philippe, propriétaire d'une chaîne de pressings à Marseille. La Chaussée, qui possède également quatre-vingt-huit magasins de vente, est cotée depuis deux ans sur le second marché à Lyon : le prix d'une action, montée à 270 F, a baissé jusqu'à 62 F la semaine dernière, avant que la cotation ne soit suspendue.

■ Feu vert de l'Office des cartels ouest-allemands au rachat de Bergmann. — L'Office des cartels ouest-allemands vient de donner son feu vert au rachat de Bergmann (électronique, communica-

PARIS: COURS

Second marché (réaction)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amadi & Associés	430	430	St. Mand. Service	313	313
Amadi	251	251	St. Mand. Service	290	290
B.A.C.	372	372	St. Mand. Service	271	271
B. G. & Co.	506	506	St. Mand. Service	275	275
B.C.M.	530	531	St. Mand. Service	130	130
B.P.	285	285	St. Mand. Service	143 10	143 10
Batex	480	480	St. Mand. Service	528	528
Batex Technologie	820	825	St. Mand. Service	172	172
Batex	1050	1050	St. Mand. Service	521	521
Batex	1545	1571	St. Mand. Service	210 10	210
Batex	746	750	St. Mand. Service	715	715
Batex	855	855	St. Mand. Service	211	211
Batex	228	228	St. Mand. Service	330	330
Batex	139	139	St. Mand. Service	359 30	359 30
Batex	1238	1241	St. Mand. Service	410	410
Batex	358	354	St. Mand. Service	100	100
Batex	727	725	St. Mand. Service	500	500
Batex	1888	1888	St. Mand. Service	441	441
Batex	1100	1135	St. Mand. Service	680	680
Batex	548	548	St. Mand. Service	1578	1578
Batex	412	412	St. Mand. Service	230 50	230 50
Batex	291	278	St. Mand. Service	255	255
Batex	821	821	St. Mand. Service	400	400
Batex	400	400	St. Mand. Service	106	106
Batex	357 30	357 30	St. Mand. Service	335	335
Batex	3275	3275	St. Mand. Service	1180	1180
Batex	945	945	St. Mand. Service	288	288
Batex	540	540	St. Mand. Service	675	675
Batex	108	108	St. Mand. Service	288 70	288 70
Batex	20 40	21	St. Mand. Service	355	355
Batex	220	216	St. Mand. Service	355 30	355 30
Batex	231	234	St. Mand. Service	435	435
Batex	410	410	St. Mand. Service	435	435
Batex	241	241	St. Mand. Service	435	435
Batex	94 80	93 10	St. Mand. Service	435	435
Batex	228	228	St. Mand. Service	435	435

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 28 décembre 1988

Nombre de contrats : 13 386					
VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente	Options d'achat	Options de vente
Accor	488	185	128	-	-
ACE	360	48	38	-	4,58
EF-Agip	360	23	38	-	5
Lafarge-Coppe	1 408	18	69	-	34
Michele	182	5,30	14,98	0,58	7
Midi	1 355	-	269	-	8,85
Paribas	408	61	75,50	-	-
Pengost	1 286	126	160	-	7
Saint-Gobain	489	105	128	-	-
Société générale	528	3,50	34	4	35
Thomson-CSF	180	42,10	46	-	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 déc. 1988
Nombre de contrats : 27 112

Echéances			
COURS	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	107	106,55	106,35
Précédent	107,25	106,75	106,35

Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89
106	1,50	1,69	0,44
			1,15

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,1250 F		PARIS (INSEE base 100:31-12-87)	
Sur des marchés toujours très calmes, la hausse du dollar s'est poursuivie, favorisée par des achats commerciaux de fin d'année et par la montée des taux d'intérêt aux Etats-Unis.		Valeurs françaises : 121,1	
FRANCFORT 28 déc. 29,66		Valeurs étrangères : 119,3	
Dollar (en DM) : 1,789 1,778		(Stet, base 100:31-12-87)	
TOKYO 28 déc. 29,66		Indice général CAC : 411,9	
Dollar (en yen) : 125,30 125,20		(Stet, base 100:31-12-87)	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		Indice CAC 40 : 1 546,79	
Paris (28 déc.) : 91/94 98		(OMF, base 100:31-12-87)	
New-York (28 déc.) : 91/98		Indice OMF 50 : 428,51	
		NEW-YORK (Indices Dow Jones)	
		Industrielles : 2 162,68	
		LONDRES (Indices Financial Times)	
		Industrielles : 1 447,1	
		Nécess d'Etat : 164,4	
		Fonds d'Etat : 87,38	
		TOKYO	
		Nikkei Dow Jones : 30 159	
		Indice général : 2 357,83	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES															
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS								
	+ best	+ worst	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -							
SE-IL	6,1198	6,1228	- 48	- 25	- 28	- 58	- 300	- 190							
SE-IL	5,1248	5,1216	- 48	- 42	- 217	- 128	- 728	- 385							
Yen (100)	4,8946	4,8958	+ 169	+ 193	+ 312	+ 352	+ 866	+ 1022							
DM	3,4127	3,4163	+ 85	+ 185	+ 178	+ 196	+ 462	+ 545							
Floric	3,0232	3,0262	+ 67	+ 79	+ 128	+ 136	+ 366	+ 437							
FB (100)	16,2739	16,2986	+ 121	+ 285	+ 221	+ 377	+ 669	+ 1120							
FS	4,0576	4,0423	+ 125	+ 147	+ 234	+ 268	+ 671	+ 798							
E (100)	4,638	4,638	+ 100	+ 100	+ 200	+ 200	+ 400	+ 400							
E (1916)	18,5278	18,5278	+ 488	+ 357	+ 776	+ 701	+ 821	+ 2848							

Cote d

Marchés financiers

BOURSE DU 28 DECEMBRE

Cours relevé
à 17 h 32

Règlement mensuel																	
VALEURS						VALEURS						VALEURS					
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -
3904	C.R.E. 756 *	2065	3085	3085		878	Collet H&C	1002	1001	1008	+ 0.80	1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	B.L.P.P. T.P.	1034	1040	1041	+ 0.06	436	Comet S.A.	432	430	432	- 0.46	1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230	3230	3230		1000	De Brest	85	85	85	+ 0.00
1045	C.C.F.T.P.	1180	1180	1180		3250	Comet S.A.	3230									

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

28/12

VALEURS	% du total	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prélevé	Prélevé	VALEURS	Emission	Prélevé	VALEURS	Emission	Prélevé
Obligations			C.I.C. France (d)	308	308	Lucif	1450	1508	Ugine A. Clot. Geng.	281	281	A.A.A.	938 05	915 15	915 15	Financ. Pén.	163 83	100 01	Financ. Pén.	176 30	172 93
8,00 % 77/80	124 71	5 230	C.I. Maritim	711	711	Machine Ind.	82 70	82 70	U.A.P.	312	312	Act. Ind.	215 25	209 50	209 50	Financ. Pén.	1040 22	1039 24	Financ. Pén.	645 30	630 40
8,00 % 79/84	105	3 408	Cheminot	3084	3084	Magnat Ind.	324	324	U.T.A.	309	309	Act. France	494 85	477 08	477 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	700	700	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	1180	1180	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	341	341	Magnat Ind.	36	36	Vict	1820	1820	Act. France	594 85	577 08	577 08	Financ. Pén.	28 25	28 25	Financ. Pén.	257 58	257 58
12,25 % 80/88	103 90	7 561	Cheminot	34																	

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

marché continu

هكذا من الأصل

24 • Vendredi 30 décembre 1988 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les suites de l'enquête sur la catastrophe de Lockerbie. 4 Après l'assassinat de « Chico » Mendes au Brésil. 5 Le nouveau ministre japonais de la justice compromis dans le scandale Recruit.	6 La bataille pour le siège du Parlement européen. DÉBATS 2 « Le défi du passé », par Danièle Sallenave ; « Enfants, écrans, violences », par Jean-Loup Chirot ; « Le nouveau Prix Nobel », par Paul Giniwski.	7 Les pays du Sahel et le reboisement. 8 Le trafic des chiens volés en France.	15 Jerzy Skolimowski a tourné <i>Eaux printanières</i> , d'après Tourgueniev. — Imagine, autoportrait posthume de John Lennon. 16 Exposition Paul Klee à Saint-Etienne.	20 La guerre commerciale États-Unis-CEE. 21 Les comptes flous de la formation professionnelle. — Point de vue : « Le boléro des charges patronales », par Jean-Jacques Dupuyroux. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 16 Cartes 8 Loto, Loterie 8 Météorologie 18 Mots croisés 8 Radio-télévision 17 Spectacles 17 Ouvert, fermé 8	● Le bilan politique 88... POL ● Le bilan économique 88... REC ● L'année 1988 à travers le monde... INT ● Un œil sur la scène, l'autre sur votre portefeuille... BOURSE 3615 tapes LEMONDE

La préparation de l'élection municipale de Marseille

« L'Elysée aurait difficilement pu faire plus pour M. Vigouroux » (PS) estime M. Sanmarco

Dans un entretien publié dans l'*Evénement* du jeudi (29 décembre), M. Philippe Sanmarco, député PS des Bouches-du-Rhône, estime que « les responsables nationaux du PS ont créé une situation d'enfer » à Marseille.

Relevant que le maire socialiste de la ville, M. Robert Vigouroux, a été élu, le 21 novembre, par M. François Mitterrand, alors que le 13 novembre, la convention socialiste avait désigné M. Michel Pezet, à l'unanimité, comme candidat du PS à la mairie, et soulignant que « les intimes du président — Paul Guimard ou Régis Debray par exemple — se rallient à une pétition en faveur de M. Vigouroux publiée

dans le mensuel *Globe* », M. Sanmarco en conclut : « Il s'agit à n'en plus douter d'un signe politique pur [...]. Il faut reconnaître que l'Elysée aurait difficilement pu faire plus pour le maire sortant. »

Il reproche aux socialistes marseillais de s'enfermer « dans une logique suicidaire » et d'« interioriser dans leur esprit la perte de Marseille », mais assure qu'ils peuvent « gagner l'élection municipale dans une logique à la Defferre, c'est-à-dire en rassemblant toute la gauche et en grignolant sur la droite. Cette démarche-là, affirme M. Sanmarco, ce n'est pas Pezet. Rappelons que M. Sanmarco a, jusqu'à présent, assuré M. Pezet de son soutien.

Il n'y a pas (encore) de troisième candidat socialiste...

M. Jean-Victor Cordonnier, premier adjoint socialiste au maire de Marseille est-il un adversaire du rang ? Mercredi 28 décembre, M. Cordonnier annonce, dans un entretien publié par le *Figaro*, sa candidature à la mairie. M. Cordonnier précise qu'il s'agit, à ses yeux, d'une confirmation, car il avait été « le premier à annoncer [sa] candidature, le lendemain même de l'élection de Robert Vigouroux, en 1988 ».

M. Cordonnier explique qu'il n'est « pas candidat contre Michel Pezet ni contre Robert Vigouroux, mais pour les pousser, tous les deux, à être les meilleurs possibles ». Il n'entend pas « déséquilibrer » le candidat qui est celui de tous les socialistes, Michel Pezet, et il souligne, en revanche, qu'un candidat doit respecter les règles internes

au PS, « sans aller chercher d'arbitrage ailleurs ».

Cette dernière formule vise, à l'évidence, M. Vigouroux, qui se prévaut de l'appui du président de la République, de même que M. Bernard Tapie, dans l'hypothèse où ce dernier, vainqueur de l'élection législative partielle de janvier prochain, tenterait alors de régner à son profit le différend Pezet-Vigouroux.

Mais, en fin de matinée, M. Cordonnier fait un pas en arrière. Il explique à l'AFP qu'il n'est pas « candidat comme tête de liste » et figurera sur la liste de M. Pezet. Puis un nouveau pas en avant. Dans la même déclaration, M. Cordonnier maintient qu'il se place sur le terrain de « l'émulation » et conclut : « Potentiellement, je peux devenir candidat si les circonstances s'y prêtent... »

● NIGÉRIA : libération de trois syndicalistes. — Le gouvernement a ordonné, mercredi 28 décembre, la libération immédiate de trois dirigeants syndicalistes détenus sans jugement depuis le 17 juillet. Kehinde Bello, vice-président du Syndicat national des employés de banques, d'assurances et d'institutions financières, et les administrateurs du syndicat, Ralph Obichie et Paul Obanya, avaient été arrêtés après avoir participé à une grève de protestation contre une hausse des prix des carburants. — (Reuters.)

Une étude danoise

Les myopes à la loupe

Des psychologues et des ophtalmologistes danois ont constaté, à partir des dossiers médicaux des appelés, qu'ils doivent subir à l'âge de dix-huit ans des tests pour déterminer leur niveau scolaire et intellectuel, que les myopes avaient obtenu les meilleurs résultats que les recrues ayant une vue normale.

Les travaux qui ont porté sur 15 834 jeunes gens, dont 5 933 (37 %) étaient myopes à des degrés divers, ont fait ressortir que 10 % seulement de ces derniers se trouvaient dans les catégories les plus basses du quotient intellectuel, alors que 30 % figuraient parmi les plus fortes. En comparant les niveaux scolaires, 28 % des myopes sont des « forts en thème » et 7 % seulement sont des « cancras ».

Toutefois, les chercheurs danois n'en concluent pas que la myopie est un facteur d'intelligence. Ils s'en tiennent à des hypothèses.

En effet, outre que les filles ne sont pas concernées par cette étude, plusieurs questions se posent. Les appelés myopes dansont-ils plus doués parce qu'ils sont myopes ou sont-ils plus doués parce qu'ils se sont davantage abîmés les yeux dans des lectures ? Le regard flou que portent les myopes sur le monde les prédispose-t-il à l'introspection et à l'abstraction ? La vision qu'un bébé myope a de son environnement lui donne-t-elle plus de chances pour développer son intelligence ? A l'évidence il faudra encore bien des études de nouvelles enquêtes pour y voir enfin plus clair...

Des engagements à hauteur de 7 milliards de dollars

Deux nouveaux plans de sauvetage pour des caisses d'épargne américaines

Coup sur coup, le gouvernement américain a annoncé, le 28 décembre, deux plans de sauvetage pour des caisses d'épargne en difficulté. Le premier, de loin le plus important, doit permettre d'injecter 5,1 milliards de dollars, sur une période de dix ans, dans cinq caisses au Texas : First Texas Savings Association, Home Savings and Loan Association, Killeen Savings and Loan Association, et Montfort Federal Savings and Loan Association. C'est le Fonds d'assurance de l'épargne aux États-Unis (Federal Savings and Loan Insurance Corp.) qui doit apporter cette somme. Un groupe d'investisseurs privés conduit par le financier Ronald Perelman, qui contrôle le groupe de cosmétiques Revlon, auquel doit se joindre Gerald Ford, autre financier qui dirige la banque Ford Bank Group à Dallas, s'est engagé à hauteur de 315 millions de dollars pour reprendre les cinq caisses en difficulté.

Peu de temps après l'annonce de ce plan, le gouvernement américain en présentait un second, destiné cette fois-ci à sauver la faillite la deuxième caisse d'épargne californienne, American Savings and Loan

Association, de Stockton. Le Fonds d'assurance de l'épargne apportera 1,7 milliard de dollars au cours des trois prochaines années. Le financier texan Robert Bass, avec lequel les autorités américaines ont conclu un accord, dépensera quant à lui 500 millions de dollars pour prendre le contrôle de la caisse qui devrait être démantelée. Un premier morceau, baptisé American Savings Bank, recevra 15,7 milliards de dollars d'actifs (sur un total de 30) et reprendra le réseau et les dépôts. Le second, appelé New West Federal Savings and Loan Association, récupérera les actifs douteux.

Ces deux plans viennent allonger la liste des opérations de sauvetage menées par le gouvernement américain pour sauver de la faillite les caisses d'épargne dans le sud-ouest des États-Unis, touchées par la crise pétrolière et les prêts à haut risque dans le bâtiment.

Avant la fin de l'année, Washington devrait annoncer une quinzaine d'autres plans. Au total, le coût de ces opérations de sauvetage pourrait atteindre, selon une étude du Trésor américain, de 75 à 100 milliards de dollars.

La direction de Charbonnages de France tente d'obtenir une signature de l'accord salarial

La direction générale de Charbonnages de France a proposé, mercredi 28 décembre, aux organisations syndicales une augmentation générale des salaires de 2,2 % en 1989, comme dans l'ensemble du secteur public (1 % au 1^{er} janvier, 1,2 % au 1^{er} octobre) ; le salaire minimal brut minier instauré en 1988 (qui concerne moins

de 500 personnes) serait porté à 68 700 F, soit une hausse de 3,15 %. En cas de signature avant le 20 janvier, la prime de résultats pour le premier semestre 1989 serait portée à 0,5 %.

En 1988, seules la CFTC et la CGC avaient signé l'accord salarial mais ne l'avaient fait que tardivement, fin octobre. C'est seulement au début 1990 que les signataires éventuels se rencontreraient pour examiner la situation de l'entreprise et l'évolution générale des prix et des salaires.

D'autre part, mardi 27 décembre, les deux syndicats signataires de l'accord salarial, la direction a accepté d'accorder un échelon hiérarchique supplémentaire à compter du 31 décembre à tous les salariés (ce qui fera, sauf pour ceux en fin de carrière, deux échelons au 1^{er} janvier 1989). Cela représentera une augmentation en niveau des salaires de 0,3 % en moyenne. Pour 1989, une somme représentant 0,7 % de la masse salariale est prévue pour l'amélioration des décalés de carrière à compter du 1^{er} janvier 1989. Mais une avance de deux points hiérarchiques à compter du 1^{er} juillet 1988 a déjà été accordée fin octobre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 décembre

Trêve

Le marché vivait au ralenti jeudi en cette période de trêve des confiseurs. L'indicateur instantané enregistrait une très légère baisse de 0,07 % à l'issue de la matinée. Euro-tunnel commençait les hausses (+4,5 %) et atteignait son plus haut niveau de l'année. Venait ensuite Roussel Uclaf (+2,9 %), Esso (+2,9 %) et Fives Lille (+2,7 %). En baisse figuraient les Immeubles Monceau (-3,1 %) et Luchaire (-2,8 %).

Le numéro de « Monde » daté 29 décembre 1988 a été tiré à 464 222 exemplaires

La SSII qui s'engage...
Notre contrat moral : « la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients ».

Le sort du « bébé-Noël »

Une mère à l'abandon

Mère de Noël, ce nouveau-né découvert le 23 décembre, dans la cour de l'hôpital de Bourg-en-Bresse (Ain) (*le Monde* du 28 décembre), M^{me} Corinne Petitjean, vingt-sept ans, a déclaré aux gendarmes qu'elle avait interrompu qu'elle souhaitait reprendre son enfant.

Fatiguée, dépressive, la mère du bébé avait été remise en liberté, puis hospitalisée mardi soir 27 décembre, après son interpellation à Lons-le-Saunier (Jura).

Ouvrière dans une fromagerie, la jeune femme est mère de quatre enfants, dont le « bébé-Noël ». Elle a eu sa première fille il y a huit ans. Divorcée, elle devait mettre au monde des jumeaux, qui ont aujourd'hui quatre ans, après un second mariage qu'elle a eu, a été un échec, son deuxième mari l'ayant quittée au début de l'année.

C'est le 22 décembre qu'elle a accouché, seule à son domicile, de son quatrième enfant. Dans une situation financière difficile, elle s'est alors résolue à l'abandonner.

Si demande pour reprendre l'enfant sera examinée par les services sociaux compétents. Aucune décision n'a encore été prise. « Nous n'avons pas encore suffisamment d'éléments d'appréciation, nous allons attendre que la situation s'apaise, qu'une enquête sociale soit menée sérieusement, que la maman du bébé récupère », a précisé le substitut du procureur

de Bourg-en-Bresse. La décision sera précédée d'une enquête conjointe des services sociaux et de l'autorité judiciaire. « Nous devons savoir s'il est opportun de lui rendre son bébé », a ajouté le substitut.

Si M^{me} Petitjean change d'avis ou si le bébé, placé pour l'instant sous la garde de l'Aide sociale à l'enfance, ne lui est pas rendu, il pourra être adopté au terme d'une procédure qui dure plusieurs mois (*le Monde* du 28 décembre). Dans le pire des cas, la mère de Noël pourrait être poursuivie pour « abandon d'enfant par ascendant » et risquerait alors une peine de un à cinq ans de prison et une amende de 500 à 15 000 F. Mais on indiquait, mercredi, au parquet de Bourg-en-Bresse, que la justice « s'acheminait vers une grande indulgence ».

En marge de cette affaire, M^{me} Séguin Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres, a annoncé, mercredi, son intention de déposer une proposition modifiant le texte de la loi sur l'abandon d'enfant, celle-ci lui paraissant « inadéquates au cas de Corinne Petitjean ». Selon le député, « cette jeune mère (...) est une victime du drame de la solitude et de la pauvreté » et doit être aidée pour retrouver le droit d'élever son enfant. (...) Elle doit être informée de ses droits sociaux, en particulier de son droit à l'allocation de parent isolé (3 500 F. par mois), conclut M^{me} Royal.

Après un nouvel attentat

Protection renforcée pour les foyers d'immigrés

Après l'attentat contre le foyer Sonacotra de travailleurs immigrés de Cagnes-sur-Mer dans les Alpes-Maritimes (un mort et onze blessés) le 19 décembre dernier, la direction générale de la police nationale a décidé de faire renforcer « la surveillance et la protection » autour des établissements concernés par ce type de menaces (*le Monde* du 21 décembre). Dans un télégramme à l'ensemble des commissaires de la République et aux préfets de police, elle leur demande de « prendre toutes les mesures nécessaires » à cet effet. Ainsi, depuis, dans les vingt-cinq foyers SONACOTRA des Bouches-du-Rhône, ces « surveillances et protections » sont assurées par des « patrouilles régulières et des gardes statiques ». Malgré ce dispositif, un nouvel attentat a été commis à Marseille dans la nuit du 27 au 28 décembre (*le Monde* du 29 décembre).

Ces mesures interviennent dans un contexte tendu. « Une atmosphère d'insécurité, où les travailleurs immigrés redoutent de nouvelles agressions », souligne la fédération des Bouches-du-Rhône du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui a demandé, le 28 décembre, aux pouvoirs publics « de renforcer la sécurité » de ces foyers. « Les rondes de police effectuées actuellement ne sont pas d'une efficacité suffisante », précise encore le MRAP.

● Mort d'un nouveau-né. — Un nouveau-né découvert mort, mercredi 28 décembre, dans un jardin d'igle (Seine-et-Marne), avait été jété par sa mère qui venait d'accoucher dans une maison voisine. La jeune femme, de vingt et un ans, sans profession, s'est présentée, accouchée seule, mercredi matin, puis elle a traversé la rue et jété l'enfant, une petite fille, par-dessus le mur du jardin d'une maison inoccupée. L'arrêt de la jeune femme, un ouvrier de vingt-sept ans, a affirmé qu'il n'était pas au courant de la grossesse de sa compagne. Mercredi soir, il était gardé à vue à Mâcon. Sa compagne a été hospitalisée.

Marie-Laure et Virginie Valente sont en Libye

Selon une dépêche, datée du 29 décembre, de l'agence libyenne Jant, Marie-Laure et Virginie Valente sont arrivées à Benghazi, en Libye.

En fait, d'après d'autres sources, les deux petites filles détenues en otages avec leur mère, Catherine Valente, depuis treize mois, étaient, semble-t-il, en Libye depuis plusieurs jours.

En Hesse

Les cloches contre l'avortement

Les cloches des deux cent quarante-quatre églises catholiques du diocèse de Fulda (Hesse), dans l'est de la RFA, ont sonné pendant un quart d'heure mercredi 28 décembre, en protestation contre l'avortement.

L'archevêque de Fulda, Mgr Johannes Dyba, à l'origine de cette initiative qui coïncide avec la commémoration du massacre des Saints Innocents, a dénoncé l'avortement comme un « holocauste d'enfants » perpétré par une « génération infanticide ». — (AP.)

1500 mach. écrire Duriez

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : Brother, Canon, Hermes, L.B.M., Olivetti, Olympia, Panasonic, Rank-Xerox, Sharp, électroniques, marguerites, touches correction, mémoire, écran, etc... 97 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en direct sans intermédiaires de 460 F à 14970 F. Catalogue contre 3 F. à 2,20 F. Gratuit sur place.

3, R. La Boétie (8^e)
112-132 Bd St-Germain, 6^e (Odéon)

A B C D E F G

SCIENCE & VIE

ECONOMIE ENTREPRISES :

LE PALMARÈS SOCIAL

Embauche, salaires, climat social, SCIENCE & VIE ÉCONOMIE publie une enquête exclusive sur les performances sociales des 180 premières entreprises françaises.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- LES SECRETS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS.
- COMMENT INVESTIR EN URSS

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

La SSII qui s'engage...
Notre contrat moral : « la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients ».

ADELIE Informatique Conseil

15 rue de Roma, 75008 PARIS - Tél. : (1) 43.87.12.10